



**REPUBLIQUE D'HAÏTI**  
**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET**  
**DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

**REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL DE  
LA GESTION DE L'EAU ET DES  
INFRASTRUCTURES DU PERIMETRE  
IRRIGUE DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE**

**RAPPORT D'ETUDE**  
**PHASE 2: SCENARIO PROPOSE**  
***RAPPORT PROVISOIRE***  
***MARS 2013***

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>SYNTHESE DU DIAGNOSTIC (PHASE 1) ET COMPLEMENTS .....</b>	<b>6</b>
1.1	PORTEE DE LA REFORME .....	6
1.1.1	<i>Enjeux sur la vallée de l'Artibonite .....</i>	<i>6</i>
1.1.2	<i>Une forte densité de population, rurale à 65 % .....</i>	<i>7</i>
1.2	SYNTHESE DU DIAGNOSTIC DU SERVICE DE L'EAU .....	10
1.3	ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DE DIAGNOSTIC .....	11
1.3.1	<i>Point sur la terminologie .....</i>	<i>11</i>
1.3.2	<i>Point sur les réseaux actuels .....</i>	<i>11</i>
1.3.3	<i>Principes dimensionnant du réseau (comparaison des études antérieures) .....</i>	<i>13</i>
1.3.4	<i>Comparaison des recommandations sur les équipements de la trame hydraulique ....</i>	<i>14</i>
1.3.5	<i>Découpage de la zone d'action des AI du périmètre de l'Artibonite .....</i>	<i>15</i>
<b>2</b>	<b>METHODOLOGIE D'ELABORATION DU SCENARIO DU SCHEMA INSTITUTIONNEL ..</b>	<b>18</b>
2.1	UNE DEMARCHE DE TRANSFERT DEJA ENGAGEE .....	18
2.1.1	<i>Une méthodologie établie de création des Associations .....</i>	<i>18</i>
2.1.2	<i>Des projets de documents légaux et réglementaires .....</i>	<i>19</i>
2.1.3	<i>Un exemple de transfert réussi : cas de l'AIPA dans l'Arcahaie .....</i>	<i>20</i>
2.2	GRANDS PRINCIPES D'APPLICATION .....	23
2.2.1	<i>Le transfert de gestion est un processus dont le scénario n'est pas écrit d'avance ....</i>	<i>23</i>
2.2.2	<i>L'amélioration du service de l'eau conditionne la réussite du processus de transfert ..</i>	<i>24</i>
2.2.3	<i>La réussite du transfert dépend des conditions de sa mise en œuvre .....</i>	<i>24</i>
2.3	APPORTS DES ATELIERS DE CONCERTATION TENUS .....	26
2.3.1	<i>Approche participative .....</i>	<i>26</i>
2.3.2	<i>Orientations fortes exprimées en ateliers .....</i>	<i>26</i>
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DU SCHEMA PROPOSE .....</b>	<b>29</b>
3.1	VERS UN SCENARIO « TENDANCIEL » .....	29
3.1.1	<i>Champ d'application du scénario proposé .....</i>	<i>29</i>
3.1.2	<i>Les paramètres à optimiser .....</i>	<i>30</i>
3.1.3	<i>Un scénario « tendanciel » .....</i>	<i>30</i>
3.2	DESCRIPTION GENERALE .....	33
3.2.1	<i>Organisation globale .....</i>	<i>33</i>
3.2.2	<i>Limite de la répartition physique des responsabilités .....</i>	<i>34</i>
3.3	MANDAT DE CHAQUE ACTEUR .....	37
3.3.1	<i>Organisation des Associations d'Irrigants .....</i>	<i>37</i>
3.3.2	<i>L'ODVA .....</i>	<i>48</i>
3.3.3	<i>Instances de représentation et de concertation .....</i>	<i>55</i>
<b>4</b>	<b>CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE .....</b>	<b>59</b>
4.1	PRE-REQUIS AU DEPLOIEMENT OPERATIONNEL .....	59
4.1.1	<i>Un déploiement progressif .....</i>	<i>59</i>
4.1.2	<i>Recommandations préalables .....</i>	<i>59</i>
4.1.3	<i>Choix d'une zone pilote .....</i>	<i>64</i>
4.1.4	<i>Mise en état de bon fonctionnement du réseau hydraulique .....</i>	<i>64</i>
4.1.5	<i>Cadre légal et réglementaire .....</i>	<i>65</i>
4.2	MODALITES DE MISE EN OEUVRE .....	67
4.2.1	<i>Mesures d'accompagnement .....</i>	<i>67</i>
4.2.2	<i>Phasage de la mise en œuvre .....</i>	<i>68</i>
<b>5</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>70</b>
5.1	ELEMENTS CLES DU SCHEMA DE REFORME INSTITUTIONNELLE .....	70
5.2	NECESSITE D'UNE REELLE VOLONTE POLITIQUE .....	71



## **SOMMAIRE DES ANNEXES**

- ANNEXE 1.    Références bibliographiques
- ANNEXE 2.    Compte-rendu des ateliers de concertations
- ANNEXE 3.    Projet de loi de transfert

## INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : section communale et population du périmètre irrigué de l'Artibonite .....	8
Tableau 2: Terminologie des niveaux d'organisation employée pendant le PIA .....	11
Tableau 3 : Linéaire des canaux existants de niveau primaire et secondaire .....	11
Tableau 4 : Linéaire des drains existants de niveau primaire et secondaire .....	11
Tableau 5 : Linéaire des pistes carrossables existantes .....	13
Tableau 6 : Principes dimensionnant du réseau de l'Artibonite .....	13
Tableau 7 : Recommandations émises par le passé sur l'équipement de la trame hydraulique .....	15
Tableau 8 : Etapes méthodologiques de la mise en place d'une association d'irrigants .....	19
Tableau 9 : Budget moyen de l'AIPA entre 2008 et 2010 et budget recommandé pour 2012 .....	22
Tableau 10 : Répartition des ouvrages en gestion ODVA ou AI .....	36
Tableau 11 : Organisation de la distribution de l'eau .....	42
Tableau 12 : Organisation type de l'exploitation et de la maintenance d'une zone de AI .....	43
Tableau 13 : Chiffrage estimatif de budget pour une AI théorique de 2000 ha .....	45
Tableau 14 : Budget estimatif de maintenance des infrastructures gérées par l'ODVA .....	54
Tableau 15 : Budget estimatif de la FASIVAL .....	58
Tableau 16 : Situation actuelle de l'Etat des AI et propositions .....	62
Tableau 17 : Coût d'aménagement de la zone pilote suivant différent scénarios, en milliers de dollars .....	65

## INDEX DES FIGURES

Figure 1 : Schéma organisationnel de l'AIPA .....	21
Figure 2 : Schéma fonctionnel de la gestion de l'eau en vallée d'Artibonite .....	29
Figure 3 : Répartition des responsabilités ODVA-AI pour deux types de trames .....	35
Figure 4 : Exemple de structuration projetée d'un quartier sur le secteur Bidonne .....	40
Figure 5 : Prise aérienne de l'Artibonite (2001) .....	41
Figure 6 : Répartition des dépenses par poste du budget .....	46
Figure 7 : Simulation du montant collecté pour différent taux de recouvrement .....	46
Figure 8 : Proposition d'un organigramme réorganisé de la CIA .....	51

## INDEX DES CARTES

Carte 1 : Communes d'intervention de l'ODVA .....	9
Carte 2 : Réseaux du périmètre irrigué de l'Artibonite .....	12
Carte 3 : limites des zones des associations d'irrigants formées lors du PIA .....	17
Carte 4 : Zone d'intervention proposée pour l'ODVA .....	60
Carte 5 : Zones proposées pour les associations d'irrigants .....	63
Carte 6 : Zone pilote et travaux proposées .....	66



## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AI	Association d'irrigants
AIB	Association des irrigants du canal Bidonne
AIBMRD	Association des irrigants du canal bas Maître Rive Droite
AICEB	Association des irrigants de Coursin et Boudette ti place
AIDES	Association des irrigants du canal Dessalines
AIDSB	Association des irrigants de la section communale de Belanger
AIFON	Association des irrigants de Fossé Naboth
AIKAN 5	Assoc. des irrigants du canal Artibonite Sud 5 <sup>ème</sup> section Bocozele
AIKAS 5	Assoc. des irrigants du canal Artibonite Nord 5 <sup>ème</sup> section Bocozele
AIL	Association des irrigants du canal Laville
AILA	Association des irrigants de la section communale de Liancourt
AILB	Association des irrigants du canal Lower Benoit
AITEV	Association des irrigants du canal tête Villard
EDH	Electricité d'Haïti
EMAVA	Ecole Moyenne d'Agriculture de la Vallée de l'Artibonite
FNE	Fossé Naboth Est (canal)
FNO	Fossé Naboth Ouest (canal)
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MRD	Maître Rive Droite (canal)
MRG	Maître Rive Gauche (canal)
ODVA	Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite
PIA	Programme d'Intensification Agricole
PNH	Police Nationale d'Haïti

# 1 SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC (PHASE 1) ET COMPLÉMENTS

## 1.1 Portée de la réforme

### 1.1.1 Enjeux sur la vallée de l'Artibonite

Le département de l'Artibonite a été, pendant longtemps, considéré comme le principal grenier de la République d'Haïti pour avoir assuré une certaine autonomie du pays en ce qui a trait à sa production rizicole, et à sa part importante dans la production d'autres produits agricoles. Cela est d'autant plus essentiel que le riz représente plus de 50% du régime alimentaire de la population haïtienne et fournit plus de 75% des apports énergétiques (FAO, 2002).

La situation actuelle est bien différente. Alors que la croissance démographique est marquée (cf ci-après), on assiste depuis une vingtaine d'années dans le département, à une baisse de la production des principales cultures qui sont pratiquées. Les superficies occupées par les cultures ont régressé considérablement depuis 1986 ainsi que les rendements des productions. On estime aujourd'hui la surface irriguée à 30 000 ha environ.

Cette situation est le résultat d'un ensemble de contraintes d'origines diverses dont les plus importantes sont :

- le fractionnement de la propriété,
- l'insécurité foncière,
- le coût élevé des intrants par rapport aux coûts de vente dans un contexte d'importations non-structurées... ;
- de mauvaises pratiques culturales,
- l'irrigation partielle des terres irrigables et le manque d'efficacité du réseau.

Des études diagnostiques [F.A.O. 2002. Bulletin de statistiques. Rome, Italie. Vol 2, p 22 – 23] ont rapporté un rendement très faible dans les rizières paysannes de la vallée de l'Artibonite, ne dépassant pas 3 tonnes/ha (MTAC et al. 1984). Les enquêtes réalisées lors du diagnostic de la présente étude citent même des rendements de 2,5 t/ha. Cette faible productivité des exploitations agricoles, menace de plus en plus la sécurité alimentaire des paysans, tout en accentuant les importations de riz extérieur. Selon une étude réalisée par Bonheur (1996), la production rizicole nationale n'était même pas suffisante pour satisfaire la moitié de la demande nationale au cours des années 1985 et 1995.

« L'Etat a pour obligation de reprendre le contrôle de la production », a jugé l'agronome Franco Jean-Pierre, précisant que « pour une consommation de 400 000 tonnes de riz par an, Haïti ne produit que 80 000 tonnes environ ». [Editorial Hudler Joseph, Avril 2011]. **L'enjeu de l'amélioration de la productivité agricole, et spécialement sur la riziculture en vallée de l'Artibonite est donc stratégique à l'échelle du pays.**

Le poids de chacun des déterminants du niveau de la productivité, n'est pas facile à déterminer. Dans tous les cas, pour augmenter la production, une gestion rationnelle des ressources en eau disponibles et l'amélioration de l'état et de la gestion des systèmes irrigués est indispensable.

Des niveaux de rendements de 5 t / ha ont déjà été atteints dans la vallée avec des paquets technologiques et des pratiques culturales adaptés ainsi qu'une gestion rationnelle des apports d'irrigation. L'obtention d'un tel niveau de rendement sur 10 000 ha soit un peu moins que les superficies des associations d'irrigants actuelles, permettrait une augmentation de production de 25 000 t soit près d'un tiers de la production actuelle.

## 1.1.2 Une forte densité de population, rurale à 65 %

### 1.1.2.1 Dimensions du périmètre irrigué de l'Artibonite

Le périmètre irrigué de l'Artibonite stricto sensu concerne un territoire étendu sur 13 sections communales pour 7 communes. La zone d'intervention de l'ODVA est élargie aux périmètres irrigués de la plaine en amont du périmètre de l'Artibonite, et aux mornes entourant la plaine. Les rapports d'activités indiquent qu'elle intervient dans 8 communes : (Saint-Marc, L'Estère, Verettes, La Chapelle, Dessalines, Petite Rivière de l'Artibonite, Grande Saline et Desdunes)... sans toutefois qu'une limite territoriale soit clairement établie ; aucune cartographie de la zone d'action de l'ODVA n'existe à ce jour.

### 1.1.2.2 Evolution de la population

La population des sections communales comprenant le périmètre de l'Artibonite est consignée dans le tableau suivant (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, RGPH, 2009).

Le tableau ci-après montre le recensement total de la population des sections communales du périmètre de l'Artibonite en 2003 et 2009. La croissance de la population a été forte entre ces deux dates : +21 %, ce qui correspond à taux de croissance annuel d'environ 3 %. Les centres urbains de la plaine (périphérie de Saint Marc, Grande Saline, Desdunes, périphérie de Dessalines, l'Estère, Liancourt, Belanger, Petite Rivière de l'Artibonite) ont absorbé la majeure partie de cette population et ont cru de 44 % en moyenne, de façon homogène. Les localités rurales ont augmenté de façon plus modeste, +11% sur la période.

La population de la plaine reste majoritairement rurale : elle était de 65 % en 2009 (et 70 % en 2003). La densité de population en 2009 était de 438 habitants / km<sup>2</sup>.

Les recensements effectués entre 2006 et 2011 pour la création des associations d'irrigants dans le cadre du PIA ont dénombré 37 000 membres « usagers » pour environ 15 000 ha, ce qui, par proportion porterait à 74 000 le nombre de planteurs assimilables à des chefs d'exploitation sur le périmètre irrigué de l'Artibonite, soit 17 % de la population.

La réforme du service de l'eau proposée aurait donc non seulement un effet sur l'augmentation de la production agricole dans son ensemble, mais aussi une portée sociale indiscutable.

*Tableau 1 : section communale et population du périmètre irrigué de l'Artibonite*

Communes	Section communales concerné par le PI de l'Artibonite	Population totale 2003		Population totale 2009 et croissance 2003-2009	
		Urbain	Rural	Urbain	Rural
Saint-Marc	5e Section Bocozele	16 309	31 900	23 468 +44 %	33 001 +3 %
Grande Saline	1 <sup>ère</sup> section Poteneau	2 824	14 832	4 063 +44 %	17 068 +15 %
Desdunes	1 <sup>ère</sup> section Desdunes	18 970	8296	27 293 +44 %	6 379 -23 %
L'Estère	1re Section La Croix Perisse	13 046	20 814	9 405	11 274
	2e Section Petite Desdunes			9 365	11 024
Dessalines	1re Section Villars		22 598	-	26 159 +16 %
	2e Section Fosse Naboth		24 145	-	27 943 +16 %
	3e Section Ogé	18 224	28 869	26 219 +44%	33 422 +16%
Verettes	1re Section Liancourt	10 578	16 285	15 211 +44%	18 323 +13%
	2e Section Belanger	808	20 579	1 176 +46%	23 159 +13%
Petite Rivière de l'Artibonite	1re Section Bas Coursin I		33 491	-	38 076 +14%
	2e Section Bas Coursin II		11 432	-	13 005 +14%
	3e Section Labady	24 336	14 356	35 007 +44%	16 334 +14%
<b>Total</b>		<b>105 095</b>	<b>247 597</b>	<b>120 925 +44%</b>	<b>275 167 +11%</b>
		<b>352 692</b>		<b>396 092 +21 %</b>	

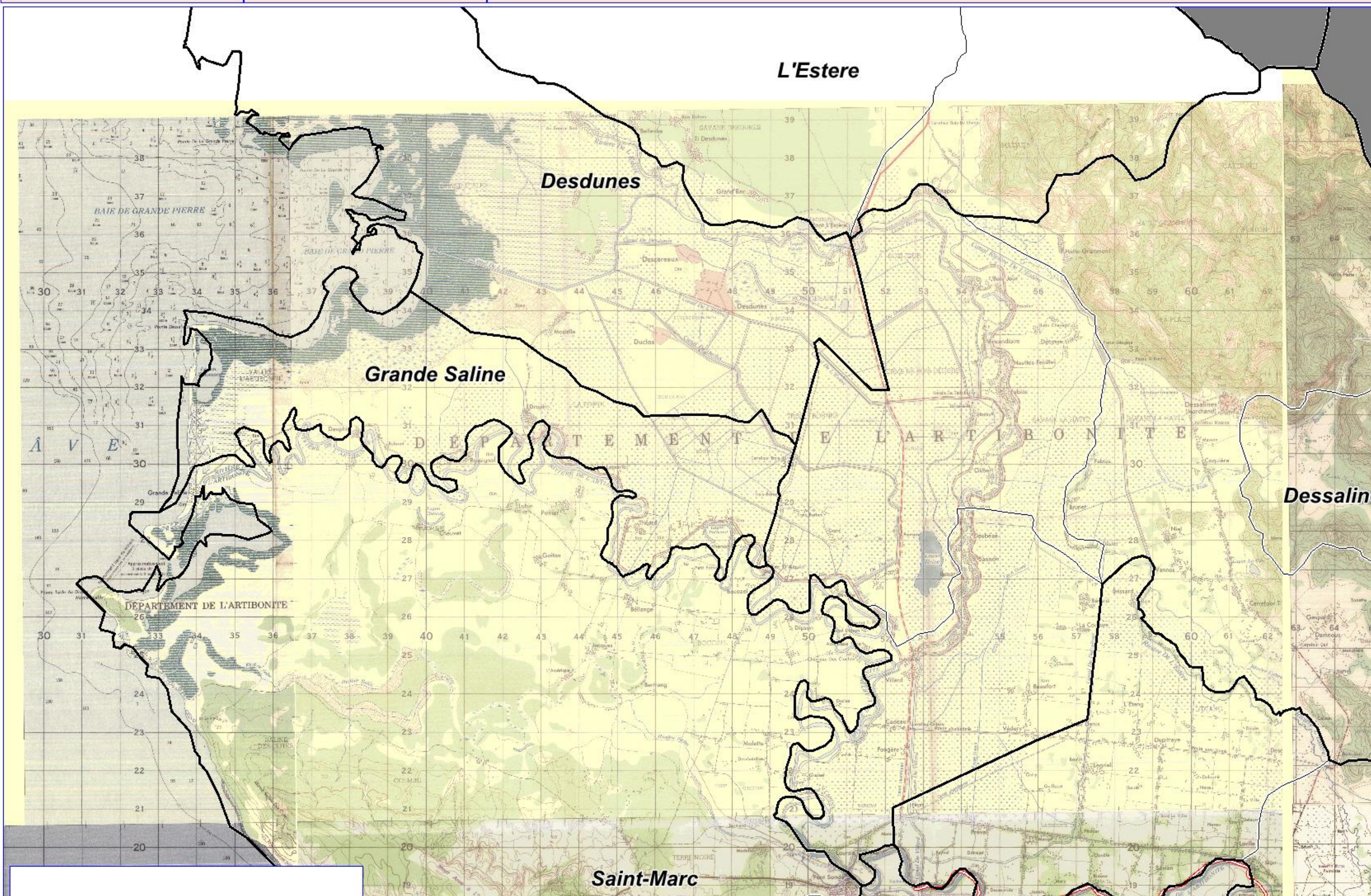
Source : RGPH 2009 et 2003





Réforme du Schéma  
institutionnel de la gestion  
de l'eau et des infrastructures  
du périmètre irrigué  
de la Vallée de l'Artibonite

## Carte des communes





## 1.2 Synthèse du diagnostic du service de l'eau

Le diagnostic effectué en phase 1 a été présenté selon les thématiques abordées, réglementaire, organisationnelle, état des infrastructures... et déclinées intervenant, par intervenant. L'objectif de la présente étude est de rendre le service de l'eau plus performant et de façon pérenne : c'est donc sur cet aspect que nous nous focalisons dans cette étape de propositions. En synthétisant le diagnostic autour du service de l'eau, il apparaît que :

### Etat du réseau

- Les infrastructures sur le réseau sont inachevées (réseaux secondaires et tertiaires, fossés de drainage, ouvrages de régulation) ; il n'y a pas de systèmes véritablement opérationnels de mesure ou de contrôle des flux sur le réseau,

### Service de l'eau :

- Exploitation :
  - l'absence de matériel de mesure et de contrôle, d'une véritable gestion prévisionnelle est la cause d'une gestion par excès au niveau des ouvrages amont (Canneau, maîtres et primaires) qui génère des débordements et gaspillages en amont, des pénuries à l'aval ;
  - les tours d'eau sont inégalement définies au sein de la vallée, il n'y a aucun contrôle de la répartition globale de la ressource distribuée : l'inéquité de la répartition est également ressentie au sein des secteurs d'une même association ;
  - en l'absence de matériels de régulation, il manque également de moyens humains (et logistique associée) pour manœuvrer les ouvrages de distribution,
  - la mobilisation de la ressource amont de Peligre n'est pas optimale : la concertation est limitée à une information descendante de EDH vers l'ODVA, sans réelle coordination ni gestion prévisionnelle des demandes.
- Maintenance :
  - pas de maintenance préventive, des actions curatives sont seulement effectuées (donc réalisées dans l'urgence),
  - absence de coordination avec le fonctionnement des secondaires et tertiaires (dépôts de curages des primaires sur les prises des II aires par exemple),
  - curages insuffisants (zonage et fréquence variables selon les secteurs), absence marquée sur les drains,
  - mauvais état général du matériel, manque de disponibilité des équipes, liés au manque de moyens financiers dédiés,
  - déphasage entre le planning des travaux de curage et la disponibilité de la trésorerie,
  - besoins de maintenance accentués par l'absence de gestion des sédiments en amont,
  - difficulté de coordination des différents programmes de financement.

## 1.3 Eléments complémentaires de diagnostic

### 1.3.1 Point sur la terminologie

La terminologie des niveaux d'organisation physiques et humains du périmètre de l'Artibonite sera la même que celle employée lors du PIA, même si elle peut différer marginalement du schéma directeur (cf tableau ci-dessous). Toutefois, il faut signaler que le terme « bloc » de parcelles en Haïti peut également désigner dans le vocabulaire des cadres du MARNDR une association de producteurs autour d'un regroupement de parcelles, ne correspondant pas forcément à une unité hydraulique.

Tableau 2: Terminologie des niveaux d'organisation employée pendant le PIA

Ordre du canal	Exemple de canal	Aire desservie terminologie PIA	Aire desservie terminologie SD	Organisation d'utilisateurs concernée
Canal d'amenée	Canaux Maîtres	Périmètre de l'Artibonite	Périmètre de l'Artibonite	Fédération
Primaire	Lower Benoît, Bidone, ..	Zone	Secteur	Association
Secondaire	Dessalines I, Benoît II	Secteur	Sous-secteur	Comité secteur
Tertiaire	Elias, Valmy, oreste...	Quartier	Quartier	Groupe de quartier
Quaternaire		Bloc de parcelles	Pièce d'eau	Groupe d'irrigants

Source : TECSULT-LGL SA, 2009

### 1.3.2 Point sur les réseaux actuels

Une mise à jour de la cartographie des réseaux (canaux, drains et pistes) a été faite sur la base des photos satellites de 2010 de la zone. La carte page suivante précise la localisation réseaux primaires et secondaires des drains et canaux.

Les linéaires calculés sont les suivants :

Tableau 3 : Linéaire des canaux existants de niveau primaire et secondaire

Niveau	Longueur
Canaux maîtres	47 km
Canaux primaires	160 km $\pm$ 10%
Canaux secondaires	270 km $\pm$ 20%

Tableau 4 : Linéaire des drains existants de niveau primaire et secondaire

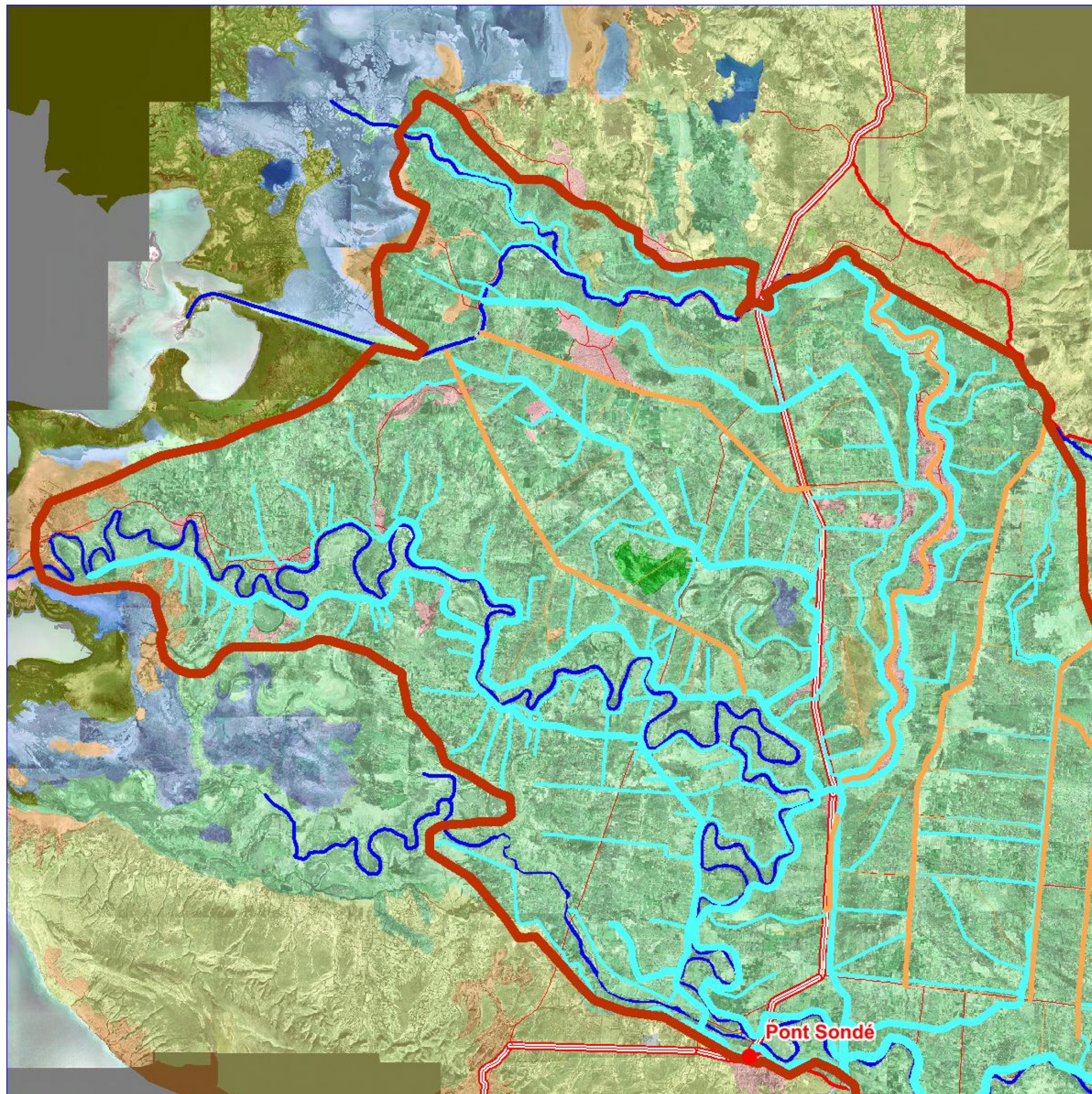
Niveau	Longueur
Drains primaires	66 km
Drains secondaires	155 km $\pm$ 10 %





REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL  
DE LA GESTION DE L'EAU ET  
DES INFRASTRUCTURES  
DU PERIMETRE IRRIGUE DE  
LA VALLEE DE L'ARTIBONITE

Réseaux du périmètre  
irrigué de l'Artibonite





*Tableau 5 : Linéaire des pistes carrossables existantes*

Niveau	Longueur
Pistes d'entretien le long des canaux maîtres (linéaire double, sur chaque berge des canaux maîtres)	90 km
Pistes d'entretien le long des canaux et drains primaires (linéaire simple)	200 km $\pm$ 10%
Autres pistes de liaisons	180 km $\pm$ 20%

Les photos satellites montrent une certaine anarchie du réseau secondaire sur quelques zones (aval Artibonite Sud, aval Artibonite Nord, fossé Naboth Ouest Extension, Upper Benoit) qui révèlent la faiblesse de l'investissement initial sur l'aménagement.

Les routes nationales, départementales et liaison Estère-Dessalines-Petite Rivière sont exclues du calcul du linéaire du Tableau 5, qui distingue les pistes d'entretien pour les canaux et drains (donc utiles au service de l'eau) des pistes rurales de liaison.

### 1.3.3 Principes dimensionnant du réseau (comparaison des études antérieures)

Les principes de base du dimensionnement du système de l'Artibonite sont importants à rappeler comme base des travaux de réhabilitation future (et pour ne pas reprendre systématiquement et inutilement les calculs...).

Les sources bibliographiques les plus récentes sur ces principes dimensionnant sont les études préalables du schéma directeur de 2001 par le groupement GOPA-SCP-LGL, et l'avant projet détaillé (APD) des zones Artibonite I et II en 2009 par le groupement TECSULT-LGL. Les deux sources différant sur les méthodes de calcul, une comparaison des chiffres clefs est proposée dans le Tableau 6.

*Tableau 6 : Principes dimensionnant du réseau de l'Artibonite*

	Schéma directeur 2001	APD Artibonite I et II 2009
<b>Débit d'équipement</b>		
Besoin en pointe	Lame d'eau à apporter pour la mise en boue : 13,8 mm / j	Moyenne des deux décades de novembre : 10,8 mm / j
Efficience à la parcelle	80 %	65 %
Débit fictif continu	1,6 l/s/ha	1,9 l/s/ha
Efficience tertiaire	80 %	100 %
Coefficient de fonctionnement (nbr de jour / semaine)	1	1,4
Débit d'équipement en tête des tertiaires	2,0 l/s/ha	2,7 l/s/ha
Efficience secondaire-tertiaire	75 %	95 %
Débit d'équipement en tête des secondaires	1,6 l/s/ha	2,1 l/s/ha
Débit d'équipement en tête des primaires	1,6 l/s/ha (limite supérieure 2,0 l/s/ha)	
Drain	6,0 l/s/ha	4,6 l/s/ha

	Schéma directeur 2001	APD Artibonite I et II 2009
<b>Débit transité</b>		
Main d'eau	30 l/s	
Quaternaire	Transit d'une main d'eau	
Tertiaire	superficie irriguée de 30 ha : Q = 60 l/s . superficie irriguée de 45 ha Q = 90 l/s . superficie irriguée de 60 ha : Q = 120 l/s	superficie irriguée de 20 à 30 ha : Q = 60 l/s . superficie irriguée de 30 à 40 ha : Q = 90 l/s . superficie irriguée de 40 à 50 ha : Q = 120 l/s . superficie irriguée de 50 à 60 ha : Q = 150 l/s . superficie irriguée de 60 à 75 ha : Q = 180 l/s . superficie irriguée de 75 à 95 ha : Q = 210 l/s . superficie irriguée de 95 à 100 ha : Q = 240 l/s

Les deux méthodes se basent sur une estimation des besoins de pointes un peu différente :

- Le schéma directeur de 2001 se base sur la période de première « mise en boue » des rizières et du temps nécessaire à la main d'œuvre pour effectuer ce travail (mécanisé ou non),
- L'APD de 2009 se base sur les besoins théoriques de pointe du riz en novembre.

Le débit fictif continu obtenu par ces deux méthodes est assez identique, la vraie différence de dimensionnement tient à la prise en compte d'un « coefficient de fonctionnement » par l'APD de 2009 correspondant à un fonctionnement du réseau de 5 jours sur 7. D'autres périmètres d'irrigation gravitaires collectifs dans le monde pratiquent parfois un jour de non irrigation pour permettre aux agriculteurs de se libérer pour les marchés ruraux (exemple du périmètre du Gharb au Maroc). Toutefois dans l'Artibonite, l'inertie globale du réseau rend en pratique hasardeux un chômage des canaux de 1 ou 2 jours par semaine...

Dans les deux méthodes, il est considéré que tous les tertiaires du système reçoivent de l'eau en même temps, en période où la ressource n'est pas limitante. Toutefois tous les débits *de pointe* des tertiaires d'un même secondaire ne sont pas distribués en même temps, d'où un dimensionnement légèrement inférieur pour les secondaires et primaires, et l'obligation d'étaler dans le temps, dans la limite du raisonnable, les cycles des cultures à l'intérieur d'un secteur.

On retiendra donc des chiffres plus proches de ceux du schéma directeur, d'un **débit d'équipement en tête des tertiaires au moins égal à 2,0 l/s/ha**. Le débit d'équipement **des canaux primaires et secondaires doit être au minimum de 1,6 l/s/ha** (pour un maximum de 2,0 l/s/ha), permettant l'irrigation de 25 000 à 31 250 ha pour un débit dérivé de 50 m<sup>3</sup>/s à Canneau. Le débit d'équipement des drains doit être proche de 5,0 l/s/ha, permettant l'évacuation d'une pluie de 40 mm en 24 h.

### 1.3.4 Comparaison des recommandations sur les équipements de la trame hydraulique

Les études du schéma directeur de 2001 formulaient des recommandations générales pour la réhabilitation de la trame hydraulique, tandis que des travaux de réhabilitation sur les canaux primaires et secondaires étaient en cours sur le secteur Artibonite II (travaux entre 1996 et 2004).

En 2009, le groupement TECSULT/LGL SA a effectué l'avant-projet détaillé de la réhabilitation des secteurs Artibonite I et Artibonite II pour les réseaux secondaires, tertiaires et quaternaires, en retenant des équipements différents de ceux préconisés par le schéma directeur, sur la base d'un retour d'expérience un peu plus long. Les travaux n'ont cependant pas été lancés pendant le PIA. Pour mémoire, les deux types de recommandations (2001 et 2009) sont synthétisés dans le Tableau 7

Globalement, en 2009 la vanne plate réglable est préférée au module à masque pour tous les types de prises. Effectivement, il s'avère que les modules à masques ont toujours été importés sans être fabriqués localement. De plus, le constat aujourd'hui sur les modules existants est assez négatif : ils sont souvent hors service (masques manquants, bloqués), parfois mal calés, et lorsqu'ils sont en état, sont peu utilisés. Le choix de la vanne plate réglable semble alors justifié.

En ce qui concerne les régulateurs amont des prises, l'AVP de 2009 préfère les régulateurs à vannes aux régulateurs fixes (becs de canard). Toutefois, ces derniers ont des avantages non négligeables dans le contexte de l'Artibonite, car l'exploitation et la maintenance de seuils fixes sont plus simples que des régulateurs réglables.

Tableau 7 : Recommandations émises par le passé sur l'équipement de la trame hydraulique

Ouvrage du réseau	Caractéristiques recommandées	
	Schéma directeur 2001	APD 2009 Artibonite I et II
Piège à sédiment	Eventuellement bassins de sédimentation en tête des canaux primaires.	- (hors mandat d'étude)
Canal primaire /d'amenée	Terre	- (hors mandat d'étude)
Canal secondaire	Terre	Terre
Canal tertiaire	Maçonnerie	Terre
Canal quaternaire	Terre	Terre
Prise de canal primaire	Modules à masque + régulateur fixe bec de canard ou variable (clapets amovibles) sur canal d'amenée	- (hors mandat d'étude)
Prise de canal secondaire	Modules à masque + régulateur fixe en bec de canard sur canal primaire.	Vanne plate à crémaillère + régulateur vanne
Prise de canal tertiaire	Modules à masque + régulateur fixe en bec de canard sur canal secondaire.	Vanne plate à crémaillère + régulateur vanne
Prise du canal quaternaire	Vanne plate TOR + vanne plate TOR sur canal tertiaire.	Vanne plate (pas de contrôle sur le canal tertiaire)
Drains primaire à quaternaires	Drains de surface en terre	Drains de surface en terre
Autres ouvrages recommandés	-	Passerelles piétonne Traversée canal-drain

### 1.3.5 Découpage de la zone d'action des AI du périmètre de l'Artibonite

Le schéma directeur de 2001 préconisait la création de 10 à 12 associations selon les unités hydrauliques, correspondant à une association par primaire ou groupe de primaire.



Cependant aujourd'hui 12 associations couvrent déjà à peine la moitié du périmètre de l'Artibonite. D'autre part les limites exactes des zones d'action des AI sont encore difficiles à définir, faute d'une cartographie exhaustive. La carte suivante fait un point sur la situation en se basant sur les rapports du consortium du PIA.









A terme, le découpage des zones d'actions des associations devra donc sans doute être revu. Pour l'instant, les associations créées ont des superficies inégales, mais qui permettront de mettre en œuvre la réforme sur de petits périmètres à titre de test.

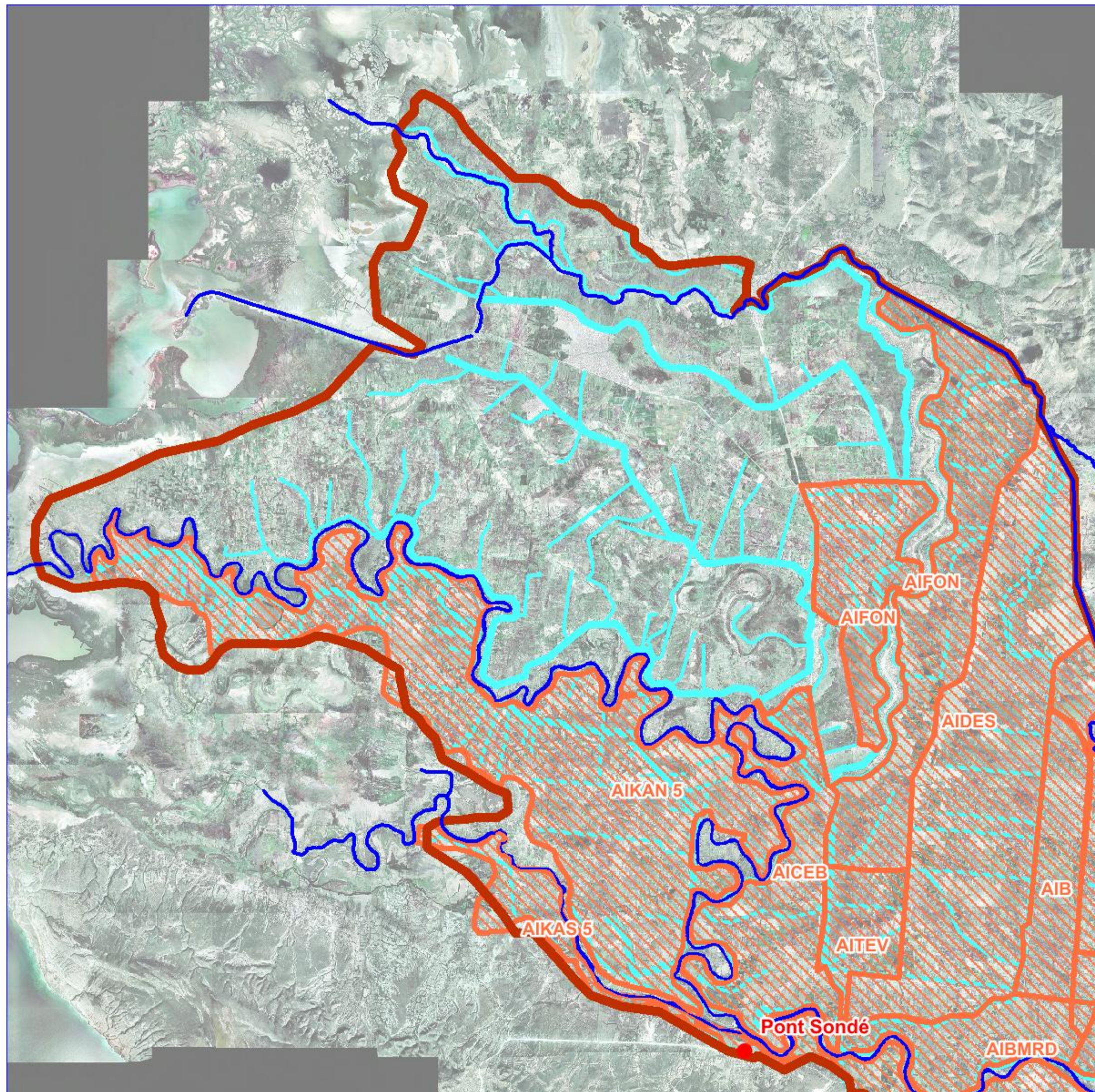




REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL  
DE LA GESTION DE L'EAU ET  
DES INFRASTRUCTURES  
DU PERIMETRE IRRIGUE DE  
LA VALLEE DE L'ARTIBONITE

**Limite des zones des  
associations d'irrigants  
formées lors du PIA**

-  Chef-lieu d'arrondissement
- Réseau hydrographique**
  -  Rivière
  -  Rivière Artibonite
- Irrigation**
  -  Canaux maîtres
  -  Canaux primaires
  -  Canaux secondaires
  -  Périmètre irrigué de l'Artibonite
  -  Zones actuelles des AI





## **2 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU SCENARIO DU SCHEMA INSTITUTIONNEL**

### **2.1 Une démarche de transfert déjà engagée**

Dans ce chapitre relatif à la présentation du schéma institutionnel, il est important de rappeler que ces propositions font suite à des démarches largement engagées aujourd'hui. Pour mémoire, parmi les trois grands axes d'actions préconisés dans le programme pour l'intensification agricole de la vallée, engagé en 2001 avec une mise en œuvre progressive sur 12 ans, la réforme des institutions, l'organisation de la gestion du système d'irrigation ont fait l'objet de prestations ciblées.

Les principales recommandations et décisions validées sont citées dans le rapport de diagnostic et la bibliographie jointe. La présente étude s'appuie sur les principales conclusions considérées comme actées, d'autant que l'objet de cette actualisation est d'établir un schéma institutionnel i.e. définissant l'organisation du service de l'eau dans la vallée. Nous rappelons ici quelques éléments déterminants des études antérieures sur lesquelles se sont appuyées la définition du scénario retenu.

#### **2.1.1 Une méthodologie établie de création des Associations**

Entre 1999 et 2004, le MARNDR a édité et diffusé des guides méthodologiques pour la structuration et le fonctionnement des Comités d'Irrigants et la prise en charge des systèmes irrigués par les associations d'irrigants. Cette démarche a été synthétisée en 14 étapes représentées ci-dessous. Le contenu de ces documents, dont les références sont données en annexe 1, a été pris en considération dans la présente étude.

La création et structuration des associations d'Irrigants réalisée en vallée d'Artibonite pendant le PIA ont suivi ces étapes méthodologiques et se sont appuyées sur les standards préconisés par ces guides méthodologiques (statuts en particulier). Les statuts des 12 Associations créées qui en résultent ont largement été commentés dans le rapport de Phase 1 – Diagnostic de notre étude.

Concernant la méthodologie de « transfert » des systèmes irrigués aux associations d'irrigants, il apparaît que, dans la situation actuelle, seule la partie de création et de structuration des associations est réalisée en Artibonite : phase 1 « Diagnostic et sensibilisation » du tableau suivant. Le transfert proprement dit, puis l'accompagnement de cette mise en œuvre, objet des Phases 2 et 3 méthodologiques, font l'objet des préconisations qui sont détaillées dans la suite de ce rapport.

*Tableau 8 : Etapes méthodologiques de la mise en place d'une association d'irrigants*

ETAPE 1	Constitution d'une équipe technique	Préliminaire
ETAPE 2	Diagnostic du système Irrigué	Phase 1 - Diagnostic et sensibilisation
ETAPE 3	Sensibilisation des Usagers	
ETAPE 4	Mise en place d'une pré-organisation	
ETAPE 5	Restitution du diagnostic et formulation d'un projet d'appui	
ETAPE 6	Négociation finale Légalisation de la pré-association	
ETAPE 7	Réhabilitation physique	Phase 2 - Exécution du programme d'appui à la prise en charge
ETAPE 8	Réhabilitation Institutionnelle	
ETAPE 9	Appui à l'intensification agricole	
ETAPE 10	Intensification des formations	Phase 3 : Cogestion du système irrigué
ETAPE 11	Ajustement du système de règles	
ETAPE 12	Consolidation de la gestion autonome financière	
ETAPE 13	Cogestion avec retrait des opérateurs externes	
ETAPE 14	Cogestion avec mise en place d'un appui interne	
	Vie du projet - Suivi	Phase 4 - Prise en charge

## 2.1.2 Des projets de documents légaux et réglementaires

### 2.1.2.1 Un projet de loi

Comme précisé dans le rapport de diagnostic, selon les articles 36-5 et 249 de la Constitution de 1987, les eaux naturelles de surface et souterraines « *font partie du domaine public de l'Etat* » et celui-ci « *a pour obligation d'établir les structures nécessaires pour assurer la productivité maximale de la terre* ». Ainsi, l'aménagement hydro-agricole des terres productives relève de l'Etat et la gestion de ces aménagements est également de sa responsabilité.

Par ailleurs, la Constitution de 1987 fait des collectivités locales et des usagers à la fois "acteurs et bénéficiaires des ressources". Le décret du 30 septembre 1987 portant organisation et fonctionnement du MARNDR confirme cette orientation en donnant, dans son article 4, mission au MARNDR d' « *encourager les usagers des systèmes d'irrigation à s'organiser en groupements afin de rendre plus rationnelle et plus efficace l'utilisation de cette ressource* ».

En d'autres termes, la Constitution favorise et reconnaît l'importance de la participation des citoyens à la vie nationale, et plus précisément l'implication des usagers dans la gestion des systèmes d'irrigation.

Dans une logique de rentabilité et de pérennisation des systèmes d'irrigation, l'Etat souhaite responsabiliser les usagers de ces systèmes en leur confiant la gestion, l'entretien et la police des aménagements hydro-agricoles. Les principes d'une loi définissant les principes d'organisation des usagers des périmètres irrigués en associations et les modalités de transfert de la gestion des périmètres irrigués de la République à ces associations ont été actés dès 1998.

Le projet de loi de février 2009, donné en annexe 4, est à ce jour en attente de vote à l'Assemblée. Le préalable initial à l'application d'une telle loi est aujourd'hui rempli à savoir la création d'associations d'irrigants aux statuts adaptés pour prendre en charge la gestion des périmètres.

### **2.1.2.2 Un projet de convention entre la FASIVAL et l'ODVA**

Un autre document déjà rédigé et décrivant les modalités opérationnelles de la co-gestion des périmètres irrigués entre les associations d'irrigants et les structures de l'Etat est également en attente de signature. Il s'agit de la convention entre la FASIVAL et l'ODVA, donnée en annexe du rapport de diagnostic et largement discuté dans ce rapport.

Au-delà des remarques sur le contenu de cette convention, qui seront discutées ci-après dans la description du scénario organisationnel retenu, nous retenons que ce projet résulte d'une large concertation mise en place lors des démarches du PIA, vers la préparation d'un tel transfert. Non seulement les usagers sont dorénavant parfaitement au courant de la tendance des orientations de la politique de l'Etat, mais, suite à leur implication ayant conduit à la structuration des associations, ils sont maintenant fortement volontaires pour une prise en main de la gestion d'une partie du réseau hydraulique.

Le temps écoulé depuis la rédaction du projet de loi et des premiers drafts de convention a donc été valorisé à partager l'information et assainir le contexte politico-social. Ce point, quelquefois difficile à comprendre pour les décideurs publics, est essentiel pour l'acceptation du schéma proposé et donner les garanties de succès de la réforme proposée.

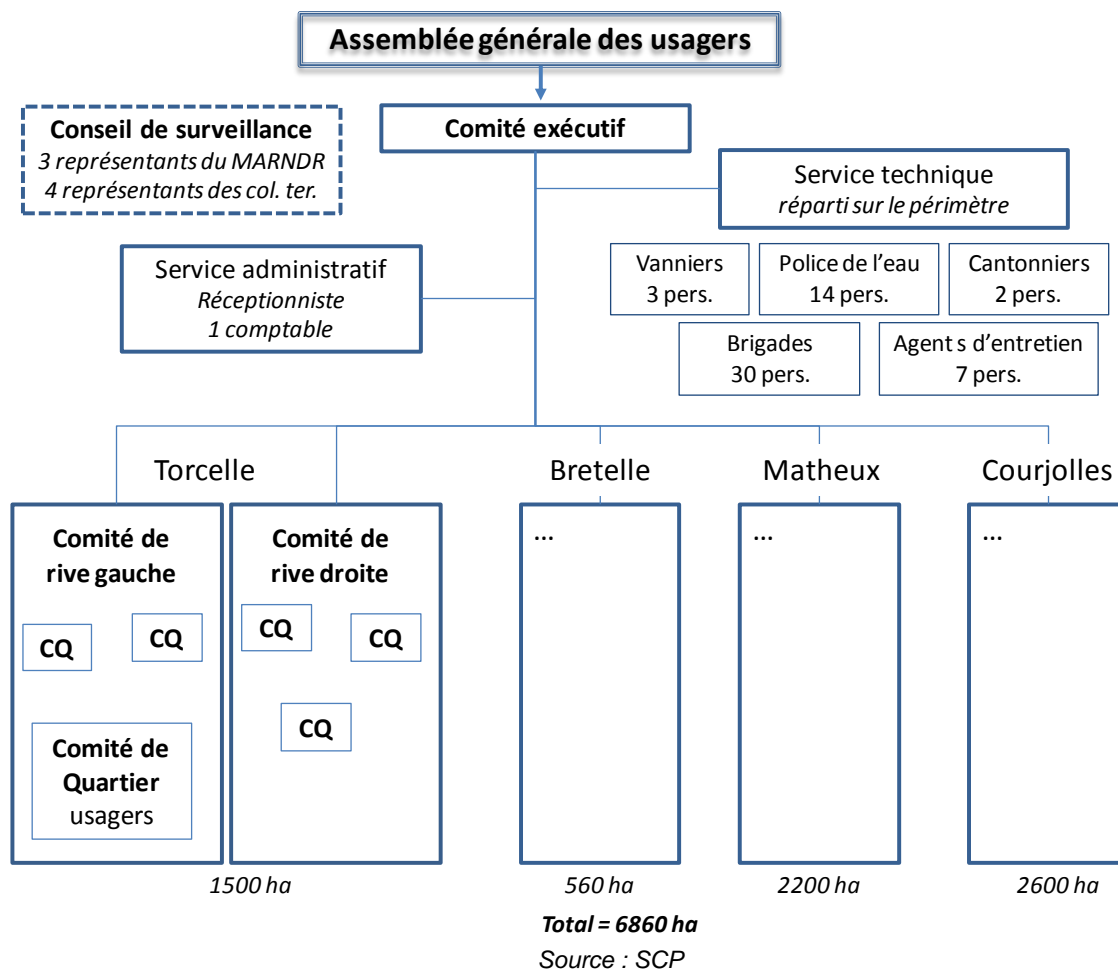
## **2.1.3 Un exemple de transfert réussi : cas de l'AIPA dans l'Arcahaie**

### **2.1.3.1 Organisation de l'AIPA**

Pour les périmètres de l'Arcahaie, l'ensemble de la démarche méthodologique rappelée ci-avant a été mise en application. L'Association des Irrigants de la Plaine de l'Arcahaie (AIPA) a la délégation de gestion par le MARNDR des périmètres irrigués de cette plaine, depuis 1999. Il est intéressant de prendre cet exemple, sur lequel le MARNDR a aujourd'hui assez de recul et un retour d'expérience, comme référence. De façon plus spécifique, l'organisation interne et le budget de fonctionnement de l'AIPA ont servi de repère dans l'établissement du schéma de réforme institutionnelle proposé.

L'organisation globale de cette AI est schématisée ci-après.

Figure 1 : Schéma organisationnel de l'AIPA



Le fonctionnement interne de l'Association s'appuie sur la répartition suivante des tâches<sup>1</sup> du personnel administratif et technique :

- 3 vanniers chargés de l'exploitation des barrages de prises et des vannes,
- 14 personnes formant la police des eaux, qui dressent des procès verbaux avec une valeur légale,
- 2 cantonniers en appui des vanniers en saison sèche pour faire respecter le tour d'eau,
- 7 agents d'entretien sur les partiteurs,
- 30 volontaires travaillant en équipe (brigade) pour prévenir les vols d'eau.
- Des réceptionnistes (6 mois dans l'année),
- 1 comptable pour préparer les AG.
- 1 secrétaire du comité exécutif.

### 2.1.3.2 Budget de l'AIPA

Le budget moyen de 2008 à 2010 est de 743 000 gourdes par an, soit une dépense annuelle de 110 gourdes par hectare. La mission d'appui à l'AIPA avait alors préconisé d'augmenter le budget à 1 649 000 gourdes, soit une dépense de 245 gourdes par hectares. Cependant, ces dépenses ne prennent pas en compte le coût du curage et de l'entretien volontaire par les usagers.

<sup>1</sup> Tiré du rapport : SCP, Volet d'appui technique et organisationnel à l'AIPA aux PPI de Saint-Marc et Montrouis. Aspects socio-organisationnels de l'AIPA, MARNDR, décembre 2011



Tableau 9 : Budget moyen de l'AIPA entre 2008 et 2010 et budget recommandé pour 2012

<b>Composantes du budget de l'AIPA (en milliers de Gourdes)</b>						<b>2008/2010</b>		<b>Budget prévisionnel</b>	
<b>1. Dépenses</b>									
<b>Service technique</b>	Personnel technique	Vannier, agents d'entretien Brigades, police de l'eau				236	+135%	556	
	Cadre technique	Poste financé à 10% par l'AIPA (ou provision pour exercice suivant)				0	+++	72	
	Frais de gestion technique	Curages				286		400	650
		Petites réparations canaux						125	
		Réparations partiteurs						50	
		Petit matériel : cadenas, chaînes, graisse, pelles...						25	
		Equipement du personnel (maillots...) - provision sur 2 ans						25	
		Carburant, location et entretien des véhicules					+127%	25	
	Etudes	Mise à jour listes parcellaires et des tours d'eau (provision sur 4 ans)				0	+++	20	
<b>Administration gestion</b>	Personnel administratif	Réceptionnistes				63		74	139
		Assistance pour collecte redevance						35	
		Comptable						20	
		Secrétaire					+120%	10	
	Frais administratifs	Fonctionnement bureau				116		128	
		Fournitures de bureau							
		Impression et copie							
		Loyers					+10%		
	Communication	Publicité, réunions d'information				8		10	25
		Radio AIPA					+25%	15	
	Formation	Formation comités, usagers (provision sur 4 ans)				0		20	20
		Formation des agents techniques et administratifs					+++	-	
	Elections	Assemblées générales				20	+25%	25	
	Divers	Assurances, frais bancaires, imprévus				14	+10%	15	
	<b>TOTAL</b>					<b>743</b>	<b>+122%</b>	<b>1649</b>	

Source : SCP, 2011

## 2.2 Grands principes d'application

### 2.2.1 Le transfert de gestion est un processus dont le scénario n'est pas écrit d'avance

L'expérience internationale de transfert de gestion d'ouvrages d'hydraulique agricole à des associations d'irrigants (AI) nous enseigne que la gestion complète d'un périmètre irrigué par ces associations est un mythe. La gestion d'ouvrages complexes, comme un barrage, une réserve ou des canaux primaires, n'est pas de la compétence d'une association d'irrigants, aussi bien formée soit-elle.

De même que l'autofinancement total du service de l'eau par les redevances payées par les seuls agriculteurs irrigants est une illusion. Il est en effet illusoire d'imaginer que l'agriculture puisse à elle seule supporter les charges de fonctionnement, de maintenance et de rénovation d'ouvrages qui servent pour l'agriculture certes, mais répondent également à d'autres fins de collecte et de régulation des eaux pluviales, d'aménagement et de développement du territoire ou d'indépendance et de souveraineté alimentaire.

Les enseignements de l'expérience internationale nous amènent à considérer que l'essentiel dans une démarche de transfert est d'**engager un processus vertueux** qui vise à rendre les associations d'irrigants les plus autonomes et indépendantes financièrement au terme d'un processus dont on connaît :

- le point de départ (la situation actuelle) et la direction (l'autonomisation croissante des AI),
- mais pas forcément le point d'arrivée (40, 50, 60 %... d'autofinancement ?).

Le processus de transfert doit donc être conçu et mis en œuvre selon une dynamique qui amène les AI à toujours plus d'autonomie dans la responsabilité et plus d'indépendance dans la gestion.

Comme tout processus d'autonomisation, le transfert de la gestion d'ouvrages d'hydraulique agricole vers des AI, nécessite :

- du temps et de la progressivité (procéder par étapes successives),
- un accompagnement dans la durée qui vise à professionnaliser les AI pour les rendre de plus en plus autonomes.

Toutes ces raisons, en particulier celles liées à l'engagement d'un processus dont on ne connaît pas le point d'arrivée (les niveaux d'autonomie et d'indépendance financière au-delà desquels il est illusoire de vouloir aller) nous incitent à proposer de **mettre en place le processus dynamique de transfert de gestion sur une zone pilote** qui servira de test et d'apprentissage (cf. plus loin chap. 4).

Certes, nous pouvons tirer les enseignements d'expériences de transfert en Haïti (Arcahaie) ou à l'international, mais il ressort de ces expériences multiples qu'il n'existe pas de modèle tout prêt qu'il suffirait d'appliquer dans n'importe quelle situation. Chaque périmètre a son histoire et ses caractéristiques (physiques, socio-économiques et culturelles) propres, et le transfert de sa gestion comporte donc une part, souvent importante, d'innovation. Et l'innovation exige flexibilité, souplesse, adaptation et suivi-évaluation. Le fait de démarrer et tester le processus de transfert sur une zone pilote permettra la progressivité et les adaptations nécessaires et apportera les enseignements indispensables avant d'étendre et de généraliser le transfert à l'ensemble du périmètre. C'est la valeur d'exemple de la zone pilote (à condition toutefois que ce soit un succès,

d'où le choix d'une zone pilote qui soit relativement favorable) qui sera alors le meilleur argument, et le meilleur stimulus, pour l'étendre au-delà.

## 2.2.2 L'amélioration du service de l'eau conditionne la réussite du processus de transfert

Comme tout processus reposant sur une dynamique sociale sur laquelle pèsent de nombreux facteurs (endogènes et exogènes), la réussite du transfert de gestion sera étroitement dépendante du niveau d'acceptation sociale des agriculteurs irrigants vis de ce transfert. Et ce niveau pourra se mesurer à l'échelle de l'acceptation de la redevance (taux de recouvrement) qui conditionnera l'engagement des travaux de maintenance et de rénovation des ouvrages, et au-delà l'équilibre financier de la gestion du périmètre.

Il est clair que c'est d'abord, et avant toute autre considération, la qualité du service rendu par l'AI à chaque irrigant qui va conditionner l'acceptation de la redevance par ce dernier. Le service de l'eau doit être perçu comme de qualité suffisante pour que l'irrigant accepte le principe du paiement d'une redevance. Actuellement perçu comme de qualité médiocre ou insuffisante, celle-ci doit s'améliorer si l'on ne veut pas condamner le processus de transfert dès sa mise en place. Et cette qualité devra être maintenue dans la durée.

Pour ce faire, et éviter qu'il se dégrade, nous proposons que le service rendu (service de l'eau) soit défini et fasse l'objet d'une **contractualisation entre l'AI concernée et chaque irrigant** (adhérent). Le contrat qui liera ainsi l'AI à chacun de ses adhérents précisera les droits et devoirs de chacune des parties :

- pour l'AI le devoir d'apporter un service de l'eau de qualité suffisante en échange de la perception d'une redevance,
- pour l'irrigant le devoir de payer la redevance en échange d'un service de l'eau garanti.

## 2.2.3 La réussite du transfert dépend des conditions de sa mise en œuvre

Dans les facteurs qui conditionnent la réussite (dans la durée) ou l'échec du processus de transfert auprès des AI, on peut distinguer des facteurs propres au système irrigué et des facteurs extérieurs.

Parmi les facteurs propres au système, l'état initial des ouvrages et de leur fonctionnement, qui conditionne la qualité du service de l'eau, est sans nul doute le plus important. Les exigences, légitimes, de qualité du service de l'eau conduisent à n'envisager le démarrage du processus de transfert qu'à partir d'un réseau hydraulique (canaux, drains, ouvrages...) en parfait état de fonctionnement. La **remise en état préalable des ouvrages qui seront transférés est donc une condition incontournable** à la réussite du processus.

Mais il convient également de jouer, autant que faire se peut, sur un certain nombre de facteurs extérieurs, de façon à mettre toutes les chances du côté de la réussite de l'opération. Il s'agit de créer autant que possible les conditions d'un environnement favorable dont on rappelle ici, sans les détailler, la liste de ceux qui nous paraissent les plus déterminants :

- mettre en cohérence et adapter le cadre légal et réglementaire,
- garantir la sécurité foncière,
- garantir l'accès au crédit,





- structurer l'environnement technico-économique de la production agricole (amont et aval de la production).

## 2.3 Apports des ateliers de concertation tenus

### 2.3.1 Approche participative

Selon les termes de référence de la présente étude, la démarche d'expertise menée doit s'appuyer sur une **approche participative** avec la rencontre des divers partenaires et acteurs de l'eau. Cette démarche participative nous semble effectivement la condition sine qua non pour pouvoir faire des propositions réalistes et qui pourront être mises en œuvre de façon opérationnelle. Comme observé dans le passé, tout point de blocage peut constituer un échec des scénarios proposés.

Pendant l'étude, l'approche concertée s'est appuyée sur :

- de nombreux rendez-vous avec des interlocuteurs ciblés dont la liste a été co-construite avec le Maître d'Ouvrage et la liste donnée en annexe du rapport de phase 1,
- des ateliers de travail réalisés par groupe-cibles d'interlocuteurs : ainsi deux ateliers ont-ils été tenus lors de cette Phase 2,
- une séance de travail intermédiaire a également été tenue avec le Maître d'Ouvrage.

Le premier atelier tenu le 26 février a regroupé les utilisateurs principaux (associations d'irrigants, représentants de planteurs, acteurs du secteur privé..) ; le second a rassemblé le 1<sup>er</sup> mars, les cadres du Ministère de l'Agriculture (Services du MARNDR et ODVA). La liste des participants et les compte-rendus de ces ateliers sont donnés en annexe 3.

Les éléments de diagnostics ont été rappelés lors de ces deux ateliers ainsi que des alternatives de scénarios pour une nouvelle organisation de la gestion de l'eau en vallée de l'Artibonite. Les principales orientations et souhaits exprimés par les parties sont ici récapitulés. Le scénario final proposé et décrit en fin de rapport prend en compte certaines observations ; les orientations retenues par rapport aux premiers scénarios présentés en séance seront argumentés ci-après.

### 2.3.2 Orientations fortes exprimées en ateliers

#### 2.3.2.1 Atelier avec les Usagers de l'eau

Les principaux messages exprimés lors de l'atelier « Usagers » sont les suivants :

##### ➤ **Etat des lieux**

Le diagnostic effectué par le Consultant sur l'état du réseau hydraulique et le service de l'eau est partagé ; les principaux dysfonctionnements soulignés comme pénalisant la valorisation de l'eau sont l'iniquité du partage de l'eau amont/aval, liée au mauvais état des ouvrages et l'absence d'organes de régulation, l'absence de drainage également...

##### ➤ **Modalités de déploiement du transfert du service de l'eau :**

De façon générale, la nécessité de mettre en place une police de l'eau contrôlée par l'AI est soulignée comme indispensable.

Par ailleurs, les usagers cautionnent le fait que la redevance doit être adaptée au niveau d'entretien du réseau et aux pratiques de répartition sur le périmètre de l'association : un budget doit être préalablement établi. Sa collecte est souhaitée sur les trois niveaux d'organisation de l'association : comités de quartier, transfert des fonds aux comités de secteurs puis au comité directeur.

Le transfert du service de l'eau aux associations et la mise en place d'une tarification sont unanimement reconnus possibles sous la condition d'un réseau permettant un service de l'eau acceptable, sans que ce niveau n'ait été précisé davantage. L'idée d'un déploiement progressif commençant par une ou plusieurs zone(s) test(s) a suscité l'adhésion générale sous réserve de la satisfaction de la condition précédente.

➤ **Gouvernance et relations Association – Ministère**

L'ensemble des partenaires valide le rôle de l'ODVA dans la gestion de la partie amont du réseau hydraulique. Les membres des associations et de la FASIVAL se prononcent en faveur d'une organisation verticale entre les associations, la FASIVAL et l'ODVA. Dans ce schéma, les relations entre les associations et l'ODVA transitent obligatoirement par la FASIVAL. Pour les représentants de la FASIVAL, le rôle de la Fédération doit continuer à être élargi comme c'est déjà le cas ; en particulier aux redistributions de semence aux AI, reçues de la part de l'ODVA.

D'après les représentants des associations, il n'y a pas besoin de lien contractuel entre les associations et la FASIVAL dans la mesure où chaque AI est membre de la FASIVAL, et que les missions de chaque association, définies dans les statuts sont comparables. Le président de la FASIVAL argumente que le fonctionnement de la fédération est défini par un règlement qui précise les modalités de gouvernance et de nomination de ses membres.

Par contre, la reconnaissance des usagers et de leur représentant (la FASIVAL) passe pour la totalité des usagers par la signature d'une charte/ convention tripartite qui établisse les responsabilités de chacun (AI / FASIVAL /Etat-ODVA), et que cela soit validé par l'Etat. L'eau étant un bien public, une meilleure responsabilisation et un renforcement du rôle des élus locaux sont évoqués.

Certains usagers, non adhérents à la FASIVAL expriment le souhait d'être également représentés dans les organes et processus de décision relatifs à la gestion de l'eau. L'ensemble des représentants des usagers souligne leur volonté d'une proximité plus marquée avec le secteur privé.

### **2.3.2.2 Atelier tenu avec les représentants du MARNDR**

En préambule, Mr le Ministre Thomas JACQUES rappelle que la réforme de la gestion de l'eau en vallée de l'Artibonite est très importante, engagée dès 2003-2004 avec plusieurs phases d'études et d'exécution réalisées lors du PIA. Le présent schéma devrait conclure cette démarche avant un déploiement opérationnel. Une fois en place, la réforme doit se traduire par une amélioration des revenus pour les planteurs et une augmentation de production de riz dans la vallée.

➤ **Tarification du service de l'eau**

Lors de l'atelier, Mr Montes CHARLES précise que les modalités de mise en place d'une redevance pour rémunérer le service de l'eau ont déjà été longuement discutées pendant l'exécution du PIA, et ont été actées ; le travail du consortium privé du PIA a permis d'arriver à une valeur consensuelle de départ pour la mise en place d'une telle redevance ; le principe de l'évolutivité de cette valeur est également acquis suite aux travaux du PIA.

Pour participer au coût général de la mobilisation de la ressource, il a été évoqué que l'ensemble des utilisateurs comme EDH, pouvaient à terme être mis à contribution pour l'alimentation de la centrale de Drouet.

➤ **Modalités de déploiement du transfert du service de l'eau**

L'essentiel des remarques a porté sur le contexte très politisé de la gestion de l'eau dans la vallée et l'instrumentalisation des différentes instances décisionnaires. Les interlocuteurs insistent sur la nécessité de mettre en œuvre une organisation qui puisse minimiser ce risque évoqué à deux niveaux :

- le directeur de l'ODVA est un « *personnage politique* », ce qui a tendance à infléchir les choix techniques et financiers effectués par l'ODVA,
- le même schéma de politisation risque de se reproduire au sein des AI et surtout de la FASIVAL, surtout si elle centralise les relations entre les AI et l'ODVA.

La proposition du Consultant de débiter la mise en œuvre de la réforme par une zone pilote afin de minimiser les risques d'une action globale dans la vallée et de servir de démonstrateur a été approuvée. Le transfert de gestion sur la totalité du périmètre devra être progressif.

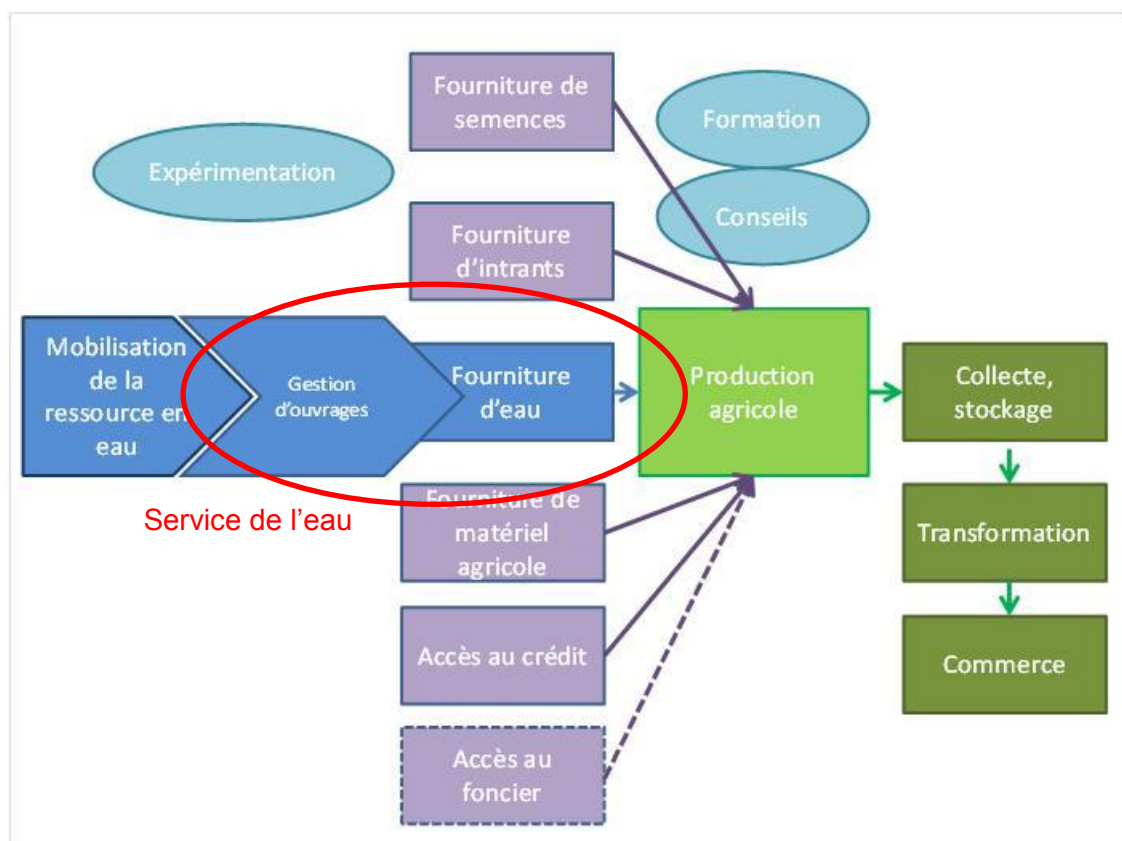
Des alternatives doivent être étudiées si le transfert n'est suivi d'une amélioration notable des performances du service de l'eau.

### 3.1 Vers un scénario « tendanciel »

Tout d'abord, il est essentiel de rappeler que la présente étude s'attache à définir **l'organisation du service de l'eau dans l'ensemble de la vallée**. Comme rappelé dans les éléments contextuels introductifs, l'amélioration du service de l'eau n'est pas la seule composante participant à l'augmentation de la production agricole dans la vallée, mais les autres déterminants (amélioration des circuits de fournitures d'intrants et de paquets technologiques de qualité, accès au crédit, levée des contraintes foncières, dynamisation des filières de commercialisation...) font l'objet de projets ou démarches menées en parallèle par le MARNDR.

Ces différents points pourront faire l'objet de propositions dans les mesures de déploiement et d'accompagnement de la réforme du service de l'eau mais surtout seront à traiter en cohérence avec le schéma institutionnel du service de l'eau qui sera retenu sur l'Artibonite. Il revient aux cadres du MARNDR d'être vigilants sur la convergence des approches engagées et des choix stratégiques effectués.

Figure 2 : Schéma fonctionnel de la gestion de l'eau en vallée d'Artibonite



### 3.1.2 Les paramètres à optimiser

Dans la cadre du service de l'eau, le scénario proposé vise à lever les facteurs limitants soulignés en phase de diagnostic ; d'amont en aval, nous pouvons citer les objectifs recherchés suivants :

- **Prendre en compte la demande agricole aval dans le processus de mobilisation de la ressource amont** (Peligre) ; dans tous les cas d'arbitrage, anticiper la demande et donner les éléments aux producteurs agricoles leur permettant d'ajuster les surfaces / assolements à irriguer à la ressource disponible. Ce point sera traité dans une autre étude pilotée par le CIAT, sur la stratégie de valorisation des ressources et l'établissement de règles guidant les décisions du Comité d'Arbitrage de Peligre,
- **Améliorer la distribution de l'eau** dérivée au niveau des ouvrages de prises avec rétablissement de l'équité des volumes desservis sur l'ensemble du périmètre ; cela sous-entend que c'est une équité hydraulique en termes de volumes distribués qui est recherchée (et non une optimisation économique de la production dans son ensemble par opposition). Cela demande aussi une acceptation globale au niveau de la vallée du **principe de solidarité amont –aval**. Cette équité est également souhaitée au niveau de chaque périmètre associatif avec l'instauration des tours d'eau adaptés,
- **Optimiser les volumes en eau disponibles**, c'est-à-dire limiter les pertes d'eau sur le périmètre. Cet objectif passe par la nécessité de maintenir en état les ouvrages (canaux et prises) pour éviter les débordements, permettre l'alimentation des parcelles cultivées, limiter les pertes en ligne, restaurer voire valoriser un drainage efficace, mais également de mettre en place une gestion fine des flux et manœuvres d'ouvrages afin d'ajuster en permanence les quantités d'eau dérivées aux besoins. La restauration d'un drainage de qualité permettra aussi d'améliorer les conditions d'accès aux parcelles, leur état sanitaire et favorisera la mise en place de pratiques culturales plus performantes,
- **Maintenir en état le réseau sur du long terme**, minimiser les coûts de mobilisation de la ressource et de préservation du patrimoine hydraulique.
- **Responsabiliser les acteurs** et bénéficiaires du service de l'eau.

Les paramètres sur lesquels porte le scénario défini sont donc de trois ordres :

- Responsabilisation sociale du service avec implication des acteurs directement concernés (planteurs via les associations) et acceptation de la répartition des tâches (d'exploitation et de maintenance) et de la ressource par une solidarité amont-aval,
- Partage des tâches entre réseau amont, commun à tous les périmètres et réseau aval pour un partage économique des coûts du service de l'eau,
- Optimisation hydraulique des volumes d'eau distribués.

Le dernier critère a une influence directe sur le niveau de production agricole et des revenus des planteurs ; les autres contribuent à un apaisement des tensions autour du service de l'eau.

### 3.1.3 Un scénario « tendanciel »

#### 3.1.3.1 Elimination de scénarios alternatifs

Nous présentons ici un seul scénario. En effet, l'ensemble des éléments qui ont permis de l'élaborer et décrits dans les premiers chapitres de ce rapport de Phase 2 (actions déjà engagées, recommandations du diagnostic actuel, orientations exprimées lors des ateliers de concertation), ont permis d'éliminer progressivement certaines alternatives ou variantes inadaptées d'un point de vue technique, économique, ou au niveau de l'acceptabilité sociale.

Dans les paragraphes suivants, les argumentaires précisant le choix pour une option où l'autre sont développés.

Précisions, qu'à des variantes de second ordre, le scénario global ici présenté a fait l'objet d'un large consensus : lors des ateliers de concertation, si des précisions ont été demandées (réhabilitation d'ouvrages, modèles économiques des associations, niveau de collecte de la redevance et autorité de la police de l'eau...), à aucun moment, l'idée de transfert d'une partie du service de l'eau aux associations d'irrigants n'a été remise en cause, pas plus que le rôle prégnant de l'ODVA dans la gestion des ouvrages amont communs. Globalement, les grandes orientations institutionnelles du Schéma Directeur de 2001 restent d'actualité, vu que les évolutions du contexte de l'Artibonite ont porté sur la réalisation de certains travaux et de la mise en place des associations. Les ajustements par rapport à ces orientations sont détaillés dans la suite du rapport.

### **3.1.3.2 Un scénario tendanciel**

Le scénario décrit reste un scénario tendanciel. En effet, il fournit le cadre général des orientations proposées et les tendances de fond à suivre de façon globale. Localement, ce scénario pourra donc être décliné en variantes selon les spécificités du périmètre ou de l'association concernée. Par ailleurs, comme le transfert vise une responsabilisation des associations, leur libre arbitre local, les décisions de leur instance de gouvernance pourront infléchir les modalités d'application locales des orientations générales du scénario.

Enfin, nous proposons une mise en œuvre progressive de ce schéma, sur la vallée. La nouvelle organisation sera d'abord mise en place sur des secteurs pilotes sur lesquels un suivi et une évaluation permanente seront nécessaires. Les enseignements sur les difficultés rencontrées sur ces zones test, soulignées par le suivi continu, permettront d'ajuster les modalités d'application sur les périmètres sur lesquels la réforme sera mise en œuvre ultérieurement.

Le schéma restera donc suivi dans ses grandes orientations, avec des ajustements au fur et à mesure de l'élargissement de son domaine application et des retours d'expérience tirés.

### **3.1.3.3 Un scénario innovant**

Comme explicité en préambule, la délégation de gestion d'un périmètre irrigué à une association d'irrigants, incluant les prestations techniques et le recouvrement d'une redevance permettant de les financer, n'est pas en soi un processus innovant. La particularité de l'approche sur l'Artibonite réside dans :

- les dimensions du périmètre, englobant 12 (16 à terme) associations d'irrigants pour 15 000 ha irrigués environ : l'aspect novateur réside donc dans l'ampleur des transferts à effectuer sur un même schéma mais en gardant la gouvernance sur chaque périmètre associatif,
- l'existence d'un réseau hydraulique amont d'approvisionnement commun : du fait de l'unicité de la ressource, des ouvrages de prises et de l'existence d'un opérateur dont le rôle sur ces ouvrages d'intérêt général est absolument réaffirmé, l'ODVA, le partage de responsabilités et la co-gestion qui en découle nécessite la mise en place d'instances de concertation entre les deux niveaux opérationnels du système,
- le contexte socio-politique tendu avec les pratiques ancrées de clientélisme et la forte politisation des entités publiques : le côté novateur réside dans le découplage, à différents niveaux entre les instances de décision définissant les orientations stratégiques et des organes opérationnels.



Donc, même si la dynamique de transfert a déjà été éprouvée en Haïti, la teneur des enjeux sur la vallée et ses spécificités liées aux dimensions et à la structure même du réseau font de ce schéma institutionnel une démarche unique.



## 3.2 Description générale

### 3.2.1 Organisation globale

Des entrevues effectuées, une position unanime se dégage, partagée par l'ensemble des représentants de l'Etat : l'Etat n'a plus aujourd'hui la capacité à gérer seul un périmètre irrigué de l'ampleur de celui de l'Artibonite. Il doit donc en partager la responsabilité avec les acteurs locaux, et en priorité avec les usagers. Ce constat reste dans la logique des orientations de la Constitution de 1987 et des travaux déjà engagés vers la mise en place d'un fonctionnement amélioré du système irrigué par la participation effective des usagers à sa gestion.

C'est d'ailleurs dans ce but, et avec l'appui de la direction de la Gestion sociale de l'eau (GSE) de l'ODVA, qu'une douzaine d'associations d'irrigants a été constituée lors des travaux du PIA. Elles sont dotées de la personnalité morale qui permet dorénavant la prise en charge du transfert de gestion vers ces structures.

**Le scénario tendanciel propose le transfert de la responsabilité du service de l'eau de l'Etat vers les Associations d'Irrigants sur les réseaux hydrauliques secondaires et tertiaires ; le transfert de responsabilité est total sur le sous système (c'est-à-dire inclut exploitation et maintenance). L'ODVA garde cette responsabilité sur la partie amont, commune du réseau (prise de Canneau, canaux Maîtres et primaires). Les AI viennent donc renforcer l'ODVA dans le service de l'eau de l'ensemble du périmètre Artibonite.**

Chacune des parties (ODVA, Associations d'irrigants) doit s'organiser pour mettre en œuvre les moyens nécessaires à un service de l'eau efficace et pérenne sur le sous-système dont elle est responsable. La répartition des rôles conséquente à ce transfert doit être clairement définie par des conventions, dont la signature est un préalable incontournable à la mise en œuvre du transfert.

**Le service de l'eau sur les sous-systèmes aval (II et III aires) revient aux Associations d'Irrigants (AI)**

- Les AI ont leur propre gouvernance, dont les modalités sont fixées par leurs statuts et règlement intérieur : elles votent le budget du service de l'eau, donc le niveau de prestation à réaliser, la redevance, et les moyens à mettre en œuvre ; elles assurent leur propre police.
- Le service est rémunéré par la redevance dont la collecte leur incombe ; il doit être financièrement équilibré i.e. il doit y avoir adéquation entre le niveau de la redevance et la qualité du service rendu ; selon les AI, la possibilité de qualités de services différenciées est envisageable. Le budget doit également couvrir les fonctions de représentation et de coordination nécessaires au service (cotisation reversée à la FASIVAL).

**Le service de l'eau sur le sous-système hydraulique amont reste sous la responsabilité de l'ODVA**

- Le service de l'eau amont est rémunéré sur Fonds Publics (dont l'Etat) ; une sécurisation de la ligne budgétaire est donc nécessaire pour effectuer ce service. Le budget du service de l'eau doit être identifié et transparent au sein de l'ODVA, et absolument imperméable avec ses autres missions. Cela nécessite impérativement la mise en œuvre d'une comptabilité propre et l'utilisation d'outils adaptés de gestion et contrôle de gestion (cf recommandations AMF 2006). A terme, il n'y a pas de flux financier entre l'ODVA et les AI, relatifs au service de l'eau, chacun assumant son équilibre (même si une subvention de l'Etat aux AI, sous forme d'un transfert depuis le budget de l'ODVA, pourrait être envisagée au démarrage).

- La mission publique de service de l'eau sur les ouvrages amont, rendue par l'ODVA (Coordination des Infrastructures), doit être sous la tutelle du MARNDR. La stratégie du service, le programme d'actions et les arbitrages sont définis par le Conseil d'Administration de l'ODVA qui rassemble Ministères, usagers (dont la FASIVAL), collectivités et secteur privé. Le directeur de l'ODVA est en charge de mettre en œuvre le programme défini et rend compte au Conseil d'Administration des actions et dépenses du service de l'eau.
- L'Etat garde la responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage de la création et réhabilitation des aménagements hydrauliques et l'ingénierie associée sur l'ensemble du périmètre.

La coordination entre les programmes et actions du service de l'eau sur les deux sous-systèmes hydrauliques est assurée par deux entités de représentation :

➤ **la FASIVAL**

- considérée comme le Conseil d'administration des AI, constituée par les membres désignés de chaque Association,
- a pour rôle la représentation de l'ensemble des AI, la coordination de leur action, la médiation entre les AI, et la négociation pour leur compte. Toute action pour laquelle elle n'a pas de valeur ajoutée propre reste sous la responsabilité des AI (en particulier pour les tâches opérationnelles).

➤ **la DGSE de l'ODVA**

- devient l'organe de concertation entre l'ODVA et les usagers (AI) pour les aspects opérationnels du service de l'eau (les aspects stratégiques étant du ressort du Conseil d'administration).

### 3.2.2 Limite de la répartition physique des responsabilités

La logique générale de la délégation de gestion (ou cogestion) dans l'Artibonite est de rester pragmatique et conforme aux capacités techniques, humaines et financières des différents acteurs. L'idée qui a guidé le scénario est donc de confier aux usagers regroupés en associations ce qui peut être géré par des moyens et des compétences forcément restreintes (au moins dans un premier temps), et de confier à l'ODVA la gestion des ouvrages importants, qui demandent compétences et moyens techniques lourds.

Suivant ce principe, le projet de contrat ODVA – FASIVAL portant sur les zones où il existe des associations - a établi que :

- l'ODVA a la gestion des « canaux et drains principaux, des gros ouvrages et du barrage de Canneau »,
- la FASIVAL a la gestion de « tout ouvrage d'irrigation de niveau secondaire et tertiaire ».

Hormis la désignation des prestataires sur laquelle nous reviendrons ci-après, dans le cadre de répartition défini par la convention, certains points restent à préciser plus exactement :

- la limite entre les deux entités (qui gère les ouvrages liant les réseaux primaire et secondaire),
- quels sont les drains principaux,
- qui gère les canaux dont la classification reste ambiguë, par exemple les canaux Bidonne et Laville, à la fois appelés « canaux secondaires » dans le contrat et « gros canaux ».

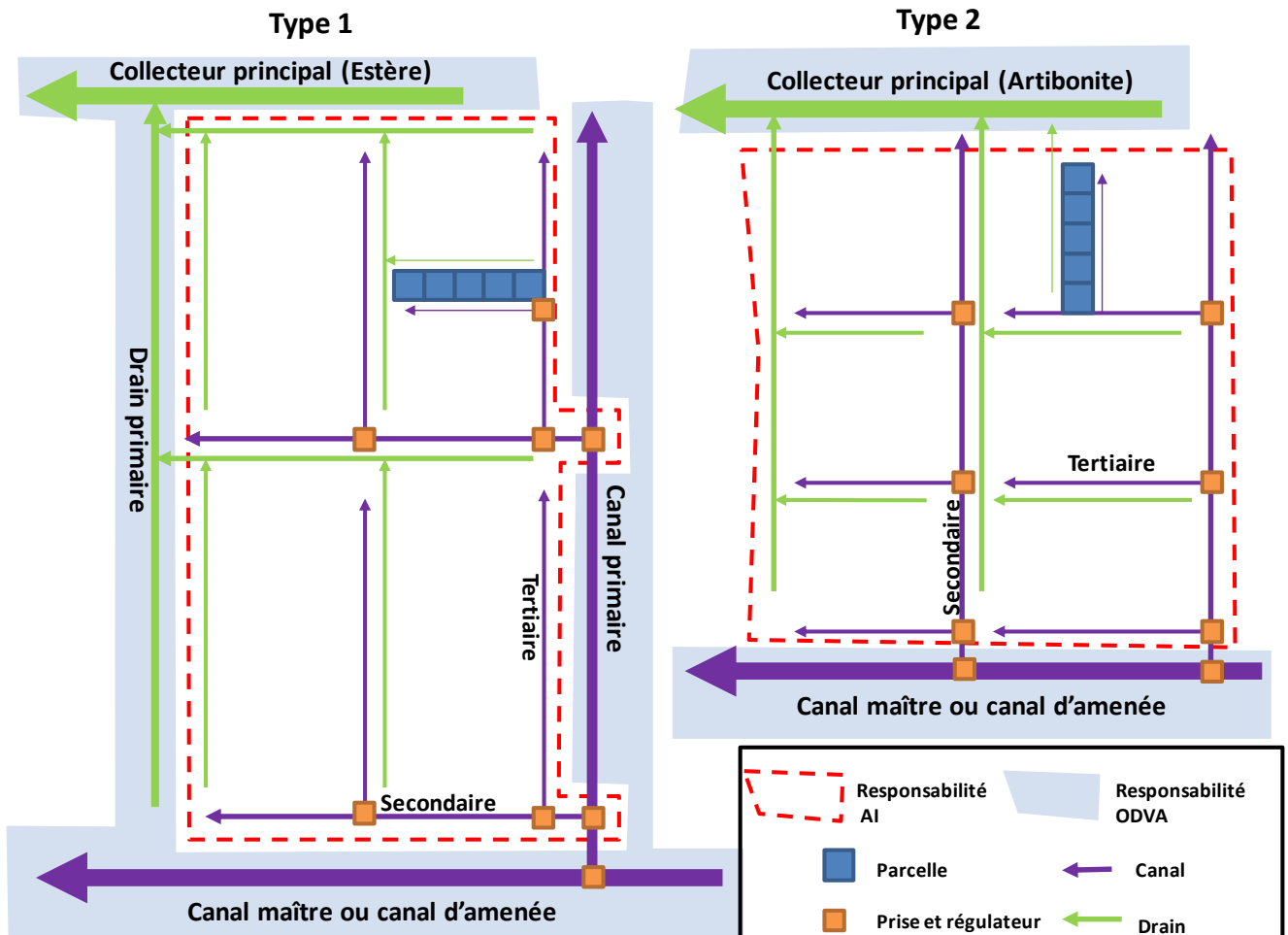
Pour éclaircir ces aspects, on retiendra comme principe que l'entité qui jouit de l'exploitation d'un ouvrage, doit également le maintenir. D'autre part les associations doivent être autonomes dans la répartition de l'eau sur leur périmètre, ce qui implique de contrôler les débits des secondaires.

L'ODVA doit toutefois pouvoir maîtriser entièrement les flux dans les canaux maîtres et canaux d'amenée (Canaux MRD, MRG, Villard et Boudet, Fossé Naboth Ouest), en planifiant les prélèvements des associations, dans le but de s'assurer de l'équité de distribution amont-aval. En tant que gestionnaire central de cette ressource unique, l'ODVA doit forcément avoir la maîtrise sur les flux sortants de son ouvrage (adéquation flux entrants – flux sortants) sinon une gestion coordonnée n'est pas possible.

Les limites géographiques entre les deux entités de cogestion, ODVA et AI sont schématisées à la Figure 3, pour deux types de trame.

- La trame hydraulique théorique de type 1 correspond à une organisation sur 4 niveaux des réseaux d'une zone (primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire).
- La trame de type 2 correspond à une organisation sur 3 niveaux (niveau primaire absent). Il est possible dans la réalité d'avoir une trame de type 3, correspondant au niveau secondaire absent (dans le cas d'une zone étroite le long d'un canal primaire par exemple), mais ce qui dans la logique de partage de responsabilité revient au type 1, donc n'est pas représentée ici.

Figure 3 : Répartition des responsabilités ODVA-AI pour deux types de trames



Toute prise sur les canaux maîtres ou canaux d'amenée (à savoir canal Villard et canal Boudet) relève donc de la gestion par l'ODVA, pour l'exploitation (manipulation) et la maintenance.

La répartition des responsabilités des ouvrages est listée au tableau suivant.

*Tableau 10 : Répartition des ouvrages en gestion ODVA ou AI*

<b>ODVA</b>	<b>Association d'irrigants</b>
<b>Prise principal du périmètre</b>	
- <b>Barrage</b> de prise à Canneau et tous ouvrages connexes	
<b>Ouvrages de prises</b>	
<b>Partiteurs, prises et régulateurs</b> sur CMRG, CMRD, Canal Villard et canal Boudet	- <b>Partiteurs, prises et régulateurs</b> sur canaux primaires, secondaires et tertiaires.
<b>Réseaux hydrauliques</b>	
-Ensemble du linéaire des canaux MRG, MRD, Villard, Boudet, et autres primaires (environ 210 km) - <b>Drains primaires</b> (environ 66 km)	-Ensemble du linéaires des <b>canaux secondaires et tertiaires</b> ; -Ensemble du linéaire des <b>drains secondaires et tertiaires</b> ;
<b>Rivière</b>	
Berges et radier des <b>rivières Artibonite, rivière et canal de l'Estère, Rivière Salée.</b>	
<b>Pistes</b>	
- <b>Pistes d'entretiens des canaux et autres pistes carrossables par Pick-up</b> (limité à un linéaire de 290 km)	<b>Pistes agricoles piétonnes</b> ;

Le réseau quaternaire (canaux arroseurs et colatures) n'est pas de la responsabilité des AI mais directement des usagers individuellement.

### 3.3 Mandat de chaque acteur

Le schéma de réforme du service de l'eau propose un transfert de l'ODVA vers les Associations d'Irrigants : ce sont ces deux structures qui font l'objet d'une description détaillée ci-après :

- de leur mandat respectif / partage des responsabilités
- des modalités (humaines et économiques) à déployer pour mettre en œuvre le service,
- des relations opérationnelles entre ces acteurs

#### 3.3.1 Organisation des Associations d'Irrigants

L'organisation actuelle des Associations d'Irrigants telle que décrite dans le rapport de diagnostic n'est pas remise en cause dans ses grandes lignes. Chaque association est logiquement structurée selon la maille du réseau hydraulique : comité de quartier pour le niveau tertiaire, comité de secteur pour le secondaire et comité exécutif pour le primaire.

##### 3.3.1.1 Gouvernance des associations d'irrigants

La co-gestion du service de l'eau d'une partie du réseau aux associations ne change pas les modalités de gouvernance qui leur sont propres ; elle en modifie le budget et les moyens internes :

- Les modalités de gouvernance des associations restent fixées par les statuts et le règlement intérieur de chacune,
- Il appartient à chaque association de voter son budget donc de choisir son niveau de redevance, et les moyens à mettre en œuvre pour assurer le service de l'eau,
- Une police de l'eau interne au périmètre associatif doit être assurée par l'AI sous sa responsabilité.

Toutefois, la co-gestion devra être actée par une convention entre l'Etat (l'ODVA) et chaque association (cf ci-après). Pour la rédaction de ce contrat, il sera nécessaire de veiller à ce que les responsabilités qui confiées aux AI sont conformes à leur statut et n'excèdent pas leurs capacités juridiques. En toute rigueur, l'élaboration du budget de chaque AI et des moyens à mettre en œuvre doit également être conforme à cette convention. Les termes de la convention devront aussi permettre l'ajustement des orientations générales du transfert au contexte de chaque association.

Les capacités techniques et financières de chaque AI doivent donc être en conformité avec les tâches nécessaires pour assurer le service de l'eau ; le cas échéant, elles pourraient être rapidement mises en difficulté.

##### 3.3.1.2 Organisation interne des associations d'irrigants

La mise en œuvre de la gestion du service de l'eau sur le périmètre demande un renforcement de l'Association. Les ressources à mobiliser en complément sont un service technique et un service administratif, composés de personnes employées par l'AI, à temps plein ou partiel, et rémunérés grâce à la mise en place de la redevance.

L'organisation de l'exploitation repose sur une équipe de vanniers qui se répartissent la gestion des prises, partiteurs et régulateurs sur la zone. Théoriquement, le dimensionnement du réseau doit permettre l'alimentation en continu des primaires, secondaires et tertiaires<sup>2</sup>. Le tour d'eau se joue ensuite entre quaternaires desservis par un tertiaire, et entre parcelles pour un quartenaire donné.

<sup>2</sup> SCP, Schéma directeur de la vallée, la trame hydraulique et la distribution de l'eau, mai 2001

Cependant, en période de pénurie, un tour d'eau plus contraignant (en adéquation avec les cultures pratiquées) doit pouvoir se mettre en place entre les tertiaires, voir entre les secondaires. Il est donc proposé que les vanniers s'assurent de l'équité de distribution au niveau secondaire et tertiaire, le tour d'eau dans le quartier hydraulique pouvant être mis en place par le comité de quartier.

L'équipement technique sera complété par des agents d'entretien pouvant intervenir en plus des vanniers pour des opérations d'entretien et de maintenance. Autant que possible, des locaux seront mis à disposition de chaque association pour héberger le personnel administratif permanent.

### **3.3.1.2.1 Service technique**

#### **➤ Vanniers**

Les vanniers de niveau secteur sont chargés de l'exploitation des prises sur le canal primaire de l'AI, ils doivent manœuvrer les vannes pour :

- assurer une répartition correcte de l'eau entre les canaux secondaires d'abord, puis tertiaires,
- limiter les inondations et l'entrée de sédiments dans les canaux en cas de forte pluie,
- éventuellement, mettre en œuvre un tour d'eau entre canaux tertiaires, voire secondaires.

Ils sont aussi chargés des travaux d'entretien courant sur les prises sur le canal primaire (graissage des vannes, nettoyage des passes,...) et sur les canaux secondaires. Ils sont indispensable tout au long de l'année et doivent pouvoir être mobilisables 24h/24h (en cas de forte pluies par exemple). Chaque vannier pourra avoir à sa charge jusqu'à 2 secondaires et une dizaine de tertiaires. Le vannier en chef devra contrôler la conformité du débit disponible en tête du primaire suivant le planning de distribution établi conjointement entre l'AI et la direction GSE de l'ODVA, et s'assurera du partage de la ressource entre les secondaires.

Ils sont placés sous la responsabilité du comité directeur de l'AI.

#### **➤ Police de l'eau :**

Constituée par des auxiliaires de justice reconnus par l'État (ils prêtent serment), son rôle est de contrôler les infractions sur les canaux secondaires et prises des primaires en dressant des procès verbaux qui ont une valeur légale aux yeux de la justice. Sa présence est dissuasive vis-à-vis des vols d'eau et des dommages aux ouvrages. En cas de difficulté à résoudre les malveillances sur le périmètre associatif, la Police sera relayée par une autre autorité directement rattachée aux services de l'Etat.

Pour renforcer l'action des agents de police des eaux des associations il est fortement recommandé d'établir une meilleure communication, qui fait actuellement défaut, avec les instances locales de justice représentées par les juges de paix communaux et les représentants des collectivités territoriales. Les comités directeur élus des AI doivent donc rencontrer les juges, CASEC et ASEC à chaque nouvelle nomination, pour présenter leur association et donner une copie de leur statut et règlement intérieur, tel que le prévoit en outre la loi. Il pourra également être défini la procédure à mettre en place pour transmettre et reconnaître légalement les procès verbaux dressés par les agents de la police de l'eau.

Par contre, dans le contexte de l'Artibonite, il ne paraît pas opportun d'associer à la police de l'eau des agents de police des CASEC, dont les statuts et les fonctions ne sont pas clairement établies. De même, il paraît excessif d'y associer des agents de la PNH, dont les effectifs en milieu rural sont qui plus est déjà insuffisants.



➤ **Agents d'entretien :**

Ils relèvent de la responsabilité du comité directeur et sont les auxiliaires à la fois des vanniers et de la police de l'eau. Ils aident à l'entretien des vannes et prises, des dalots, petit siphons... Ils peuvent également accompagner la police de l'eau dans sa mission.

### **3.3.1.2.2 Service administratif**

➤ **Secrétaire de gestion :**

Le poste est rattaché au comité directeur. La personne est chargée de :

- mettre à jour les liste d'usagers de l'AI,
- faire le suivi du paiement de la redevance,
- aider le comité directeur dans la gestion administrative et comptable,
- tenir la petite caisse de l'AI
- aider à l'organisation des Assemblées Générales.

Ce poste demande des compétences fortes (comptables, bureautique, organisation). Il requiert un bureau de travail dans des locaux de l'AI, et devrait pour plus d'efficacité avoir à disposition un ordinateur et une imprimante. Un temps partiel annualisé est envisageable.

➤ **Comptable**

Un comptable spécialisé pourra être embauché comme renfort et formation à la secrétaire de gestion de manière très ponctuelle.

### **3.3.1.3 Organisation de la distribution de l'eau**

➤ **Description**

Deux types d'irrigation gravitaire à la parcelle dominant actuellement sur le périmètre, l'irrigation par submersion pour la culture du riz, et l'irrigation par micro-raies pour les autres cultures (maraîchage, maïs). Le riz fait partie de toutes les rotations culturales pratiquées dans les zones irriguées, et demande le plus d'eau, car il est nécessaire de maintenir une lame d'eau constante pour le contrôle des adventices. La distribution de l'eau sera donc décrite pour cette culture.

La submersion se pratique actuellement sur des micro-casiers d'une dimension variant de 200 à 600 m<sup>2</sup>, visibles sur la Figure 4 et la Figure 5. Dans un bloc de parcelles, chaque casier rempli déverse ensuite dans le suivant. Une main d'œuvre quasi permanente sur la parcelle est nécessaire pour maîtriser les flux d'eau et contrôler la hauteur de lame d'eau dans les casiers. Le temps d'irrigation d'un bloc est donc donné par le temps que met l'eau à arriver sur le dernier casier du bloc, plus le temps pour apporter la lame d'eau nécessaire sur ce casier. Ce temps total ne peut être donné que par l'expérimentation en champs. On pourra cependant retenir raisonnablement un temps de 10 heures pour irriguer 1 hectare avec une main d'eau de 30 l/s. Un tel temps est observé sur d'autres périmètres irrigués gravitaires dans le monde.

La Figure 4 illustre l'exemple d'un aménagement complet (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui) sur un quartier d'irrigation de la zone irriguée par le canal secondaire Bidonne (qui domine une surface de 693 ha). Les caractéristiques de ce quartier sont les suivantes :

- Surface du quartier : 37,5 ha,
- quartier divisé en 5 blocs de parcelles de 7,5 ha (noté de A à E sur la figure)
- tertiaire dimensionné pour 90 l/s (module de 3 mains d'eau)

En pointe, le tertiaire peut donc desservir 3 blocs en même temps (blocs C, D, et E par exemple), qui reçoivent chacun une main d'eau de 30 l/s. La répartition se fait par le vannier grâce aux prises des blocs sur le tertiaire. La distribution de l'eau aux casiers est ensuite gérée par les usagers du bloc, tel que décrit ci-dessus. Ils peuvent également mettre en place un réseau de canaux quaternaires pour distribuer l'eau, et un réseau de colatures vers le drain tertiaire.

Avec une main d'eau de 30 l/s à raison de 10 heures/ha, il faut donc environ 3 jours pour irriguer un bloc. Lorsque l'irrigation des blocs C, D et E est terminée, la distribution passe aux blocs A et B qui reçoivent à leur tour chacun 30 l/s pendant 3 jours. Le tertiaire ne reçoit alors plus son débit de pointe, mais seulement 60 l/s.

Le vannier de l'association doit donc :

- Organiser le tour d'eau entre blocs sur un tertiaire (sur l'exemple ci-dessus, la fréquence d'irrigation d'une parcelle est d'une fois tous les 6 jours),
- Organiser la rotation du débit de pointe des tertiaires entre eux,
- Organiser le partage proportionnel de l'eau au niveau des secondaires.

*Figure 4 : Exemple de structuration projetée d'un quartier sur le secteur Bidonne*



Source : photo satellite 2010



Figure 5 : Prise aérienne de l'Artibonite (2001)



Source : photo SCP

Lorsque la ressource en eau devient limitante, les règles de distribution doivent être adaptées, avec par exemple la mise en place d'un tour d'eau entre les tertiaires desservis par un même secondaire.

➤ **Mise en place**

Cette distribution de l'eau doit être décidée et mise en place par les organes de gestion de l'association. Les tâches sont listées ci-dessous, avec entre parenthèse, l'organe de gestion responsable.

- Allocation d'un nombre d'heures d'irrigation par hectare (comité directeur),
- Organisation de la distribution entre canaux secondaires et entre canaux tertiaires suivant la ressource disponible (comité directeur, avec comme agent d'exécution un vannier de l'association)
- Organisation du tour d'eau sur un tertiaire (comité de quartier, avec comme agent d'exécution un vannier de l'association),
- Distribution de l'eau dans un bloc (usagers du bloc).

La disponibilité de l'eau au niveau du primaire doit faire l'objet de réunions de planification régulières entre les comités directeurs des associations et la direction GSE de l'ODVA. En effet la DGSE doit pouvoir moduler au mieux la distribution entre les primaires (mise en œuvre par la direction de l'exploitation de l'ODVA) pour concilier les besoins ou les refus des usagers, avec les lâchers d'eau décidés avec le Comité d'Arbitrage de la gestion de Peligre (cf. Tableau 11).

*Tableau 11 : Organisation de la distribution de l'eau*

	<b>Disponibilité de la ressource</b>	<b>Tension sur la ressource en eau</b>	<b>Tension forte sur la ressource</b>
	Enquête de terrain DGSE		
	Décision en comité de pilotage de Peligre des débits lâchés par le barrage pour l'irrigation Elaboration par la DGSE de la programmation des débits déviés à Canneau sur la période		
	Réunion de planification entre la DGSE et les comités directeur des AI sur le débit disponible dans les primaires sur la période Modulation de la programmation DGSE		
Distribution aux canaux primaires	Répartition proportionnelle de la ressource entre les primaires.	Répartition proportionnelle de la ressource entre les primaires. Les débits alloués diminuent	Mise en place d'une rotation de distribution entre la rive droite et la rive gauche sur la semaine, puis répartition proportionnelle sur les primaires
Réunion de planification comité directeur des AI – vanniers			
Distribution aux canaux secondaires	Répartition proportionnelle de la ressource entre les secondaires.	Répartition proportionnelle de la ressource entre les secondaires. Les débits alloués diminuent.	Répartition proportionnelle de la ressource entre les secondaires.
Distribution aux canaux tertiaires	Tous les tertiaires sont desservis en même temps, mais une rotation sur le débit de pointe est faite.	Rotation de distribution aux tertiaires. La mise en eau se fait sur 2,5 jours tous les 5 jours.	Rotation de distribution aux tertiaires. La mise en eau se fait tous les 14 jours
Planification comité de quartier + producteurs de bloc			
Distribution aux blocs de parcelle	Mise en œuvre d'un tour d'eau entre blocs de parcelles du quartier. Fréquence d'arrosage du bloc : 1 fois tous les 5 jours	Mise en œuvre d'un tour d'eau entre blocs de parcelle du quartier. Fréquence d'arrosage du bloc : 1 fois tous les 10 jours	Mise en œuvre d'un tour d'eau entre blocs de parcelle du quartier. Fréquence d'arrosage du bloc : 1 fois par mois.

### 3.3.1.4 Organisation de l'exploitation-maintenance

La répartition des tâches d'exploitation et de maintenance à réaliser sur les ouvrages secondaires et tertiaires du périmètre associatif est donnée au Tableau 12.

Tableau 12 : Organisation type de l'exploitation et de la maintenance d'une zone de AI

<b>Taches</b>	<b>Responsable (maître d'ouvrage)</b>	<b>Exécutant</b>	<b>Moyens</b>
<b>Exploitation</b>			
Prises sur canal primaire	Comité directeur	Vanniers de zone	-Moto/mobylette -Cadenas et clefs -petit matériel d'entretien
Prises sur canal secondaire	Comité de secteur	Vanniers de secteur	-Cadenas et clefs -petit matériel d'entretien
Prises sur canal tertiaires	Comité de quartier	Usagers	
<b>Maintenance</b>			
Entretien prises, régulateurs, vannes...	Comité directeur	Vanniers de zone et de secteur / agents d'entretien	-Matériel de l'AI -Redevance de l'AI
Entretien autres ouvrages (siphon, dalot...)	Comité directeur	Agents d'entretien	
Entretien des drains tertiaires	Comité de quartier s/c comité directeur	Usagers ou journaliers	-Matériel manuel du comité de quartier ou de l'AI -Redevance perçues par AI
Entretien des drains secondaires	Comité de secteur s/c comité directeur	Usagers, journaliers ou prestataire de services	-Matériel manuel de l'AI, -Redevance ou subventions perçues par AI, -Prestation de service par ODVA ou pas privé (outillage mécanisé)
Maintenance corrective de faible importance (remplacement vanne, réparation canal)	Comité directeur	Prestataire de services	-Redevance ou subventions perçues par AI,
Maintenance corrective de forte importance	Comité directeur s/c MARNDR	Etat	

Les travaux de maintenance corrective de forte importance, au même titre que la réhabilitation des infrastructures sont à la charge de l'Etat et supervisés par l'ODVA.

### 3.3.1.5 Modèle économique du service de l'eau dans les associations

#### ➤ Principe

Le principe de la redevance pour rémunérer le service de l'eau est accepté par les irrigants, à condition que le service de l'eau soit rendu correctement. Un modèle économique type du service de l'eau effectué au sein des Associations d'Irrigants est détaillé ci-après. En grandes lignes, la logique guidant son fonctionnement est la suivante :

- Le service de l'eau est intégralement rémunéré par la redevance dont la collecte incombe à l'AI ; de façon corollaire, il ne doit pas y avoir de support financier d'autres organismes publics (état ou ODVA) en situation de fonctionnement stabilisé ; l'association peut bien sûr chercher des subventions extérieures (bailleurs, coopération, privés...),
- l'équilibre du service de l'eau est impératif : il doit y avoir adéquation entre le niveau de la redevance et la qualité du service rendu ; de fait, le budget lié au service de l'eau doit être indépendant de toute autre activité de l'association et absolument transparent pour justifier cette adéquation,
- pour satisfaire cette contrainte, les qualités de services peuvent être différenciées selon les périmètres, par décision du Comité Directeur de l'Association,
- la redevance doit couvrir le fonctionnement technique et administratif du service de l'eau mais également les indispensables fonctions de représentation et de coordination (assurées par les représentants de l'AI et la FASIVAL),
- l'évolutivité du niveau de redevance est acceptée, au fur et à mesure de la mise en place du service de l'eau et de l'amélioration de ses performances, le seuil consensuel de départ de la redevance, issu des concertations engagées lors de travaux du PIA, est de 500 gourdes/ha/an. La valeur de la redevance sera ajustée pour chaque association sur les principes détaillés ci-après. Une fois le service de l'eau assuré en conditions de croisière, les règles d'évolutivité de la redevance en fonction du coût de la vie doivent également être établies dès la mise en place du service de l'eau.

#### ➤ Budget type

Comme précisé, la qualité du service de l'eau dépend des moyens mis en œuvre par l'AI. En préalable au transfert de gestion sur chaque périmètre, le budget du service de l'eau doit être établi pour mettre en œuvre les actions du service et la tarification adaptée. Il conviendra d'accompagner les associations dans cette démarche essentielle lors de la mise en application de la réforme. Le budget présenté ci-après est donc un budget-type ; les spécificités de chaque périmètre pourront aboutir à des variables donc des niveaux de redevance différents mais il reviendra aux Comités Directeurs de chacune de trancher sur le niveau consensuel qualité de service de l'eau / redevance acceptable.

Un budget de fonctionnement d'une AI théorique de 2000 ha (surface moyenne préconisée d'une AI) est présenté au

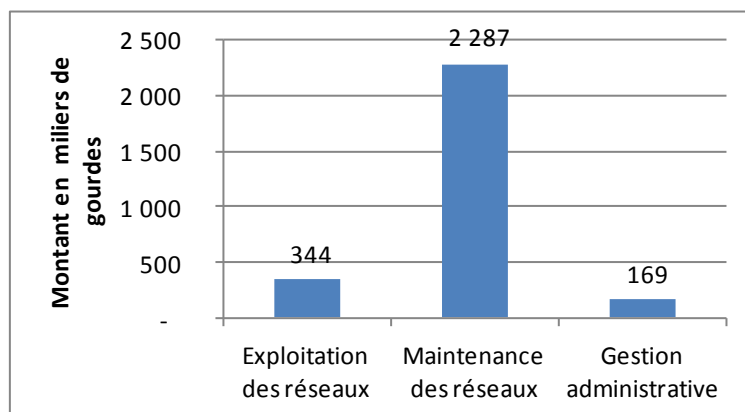
Tableau 13. D'après l'estimation, **le coût pour atteindre un service de l'eau minimum sur le réseau secondaire et tertiaire est estimé entre 1300 HTG et 1500 HTG/ha pour une AI de 2000 ha**. Pour des raisons de mutualisation de moyens, le coût par hectare augmente légèrement si la taille de l'association diminue. **Enfin environ 10 gourdes par hectare sont reversées à la FASIVAL**, dont le budget dépend de la redevance du service de l'eau (ce point est détaillé ci après). Cela permet entre autres une mutualisation des moyens sur le périmètre de l'Artibonite, concernant la communication des AI (radio, publicité, réunions..) et la dispense de formations (au personnel administratif, aux personnels techniques...).

Tableau 13 : Chiffrage estimatif de budget pour une AI théorique de 2000 ha

	DEPENSES	Total HTG / an	Total USD / an
<b>1.</b>	<b>Exploitation des réseaux</b>	<b>344 000</b>	<b>8 094</b>
<b>1.1</b>	<u>Personnel technique</u>		
	1 vannier en chef + 3 vanniers	126 000	2 965
	2 policiers des eaux	72 000	1 694
	2 agents d'entretien	60 000	1 412
<b>1.2</b>	<u>Frais d'exploitation</u>		
	Remplacement petit matériel d'exploitation et d'entretien courant : cadenas, graisses, pelles, équipements du personnel (forfait annuel)	10 000	235
	Renouvellement 4 mobylettes (provision sur 10 ans)	8 000	188
	Carburant et entretien mobylettes	48 000	1 129
<b>1.3</b>	<u>Mise à jours listes parcellaires</u>	20 000	471
<b>2.</b>	<b>Maintenance des réseaux</b>	<b>2 287 000</b>	<b>54 452</b>
<b>2.1</b>	<u>Curages des drains et canaux 1 fois / an</u>		
	Main d'œuvre (total de 5000 journée de travail / an)	1 500 000	35 294
	Frais de nourriture	500 000	11 765
	Encadrement des curages	75 000	1 765
	Remplacement outillage de maintenance (bêche et divers - provision sur 5 ans)	20 000	471
<b>2.2</b>	<u>Entretien des pistes piétonnes</u>	22 000	518
<b>2.3</b>	<u>Autres maintenances</u>		
	Remplacement équipement hydro-mécanique (provision sur 10 ans)	120 000	2 824
	Autres petites réparation (forfait annuel)	50 000	1 176
<b>3.</b>	<b>Gestion administrative</b>	<b>189 000</b>	<b>4 500</b>
<b>3.1</b>	<u>Personnel administratif</u>		
	1 secrétaire administrative mi-temps	60 000	1 412
	1 comptable (1 mois / an)	20 000	471
<b>3.2</b>	<u>Frais administratifs</u>		
	Fourniture et dépenses de bureau	10 000	235
	Loyer et entretien local	11 000	259
	Assemblée générale	20 000	471
	Elections	5 000	118
	Indemnités des membres du comité directeur de l'AI (déplacement...)	18 000	424
<b>3.3</b>	<u>Communication</u>		
	Publicités, réunion d'information	10 000	235
<b>3.4</b>	<u>Divers</u>		
	Assurances, frais bancaires, imprévus	15 000	353
<b>3.5</b>	<u>Frais de représentation</u>		
	Reversé à la FASIVAL	20 000	471
	<b>Total</b>	<b>2 820 000</b>	<b>67 046</b>
	<b>Total par ha</b>	<b>1 410</b>	<b>34</b>
	taux de change 1 USD = 42,5 HTG		

La maintenance des réseaux, dont le curage des drains et canaux est la principale dépense, occupe 82 % du budget, suivi de l'exploitation (12 %) et de la gestion administrative de l'AI (6 %) ; tel que présenté visuellement sur la figure ci-dessous.

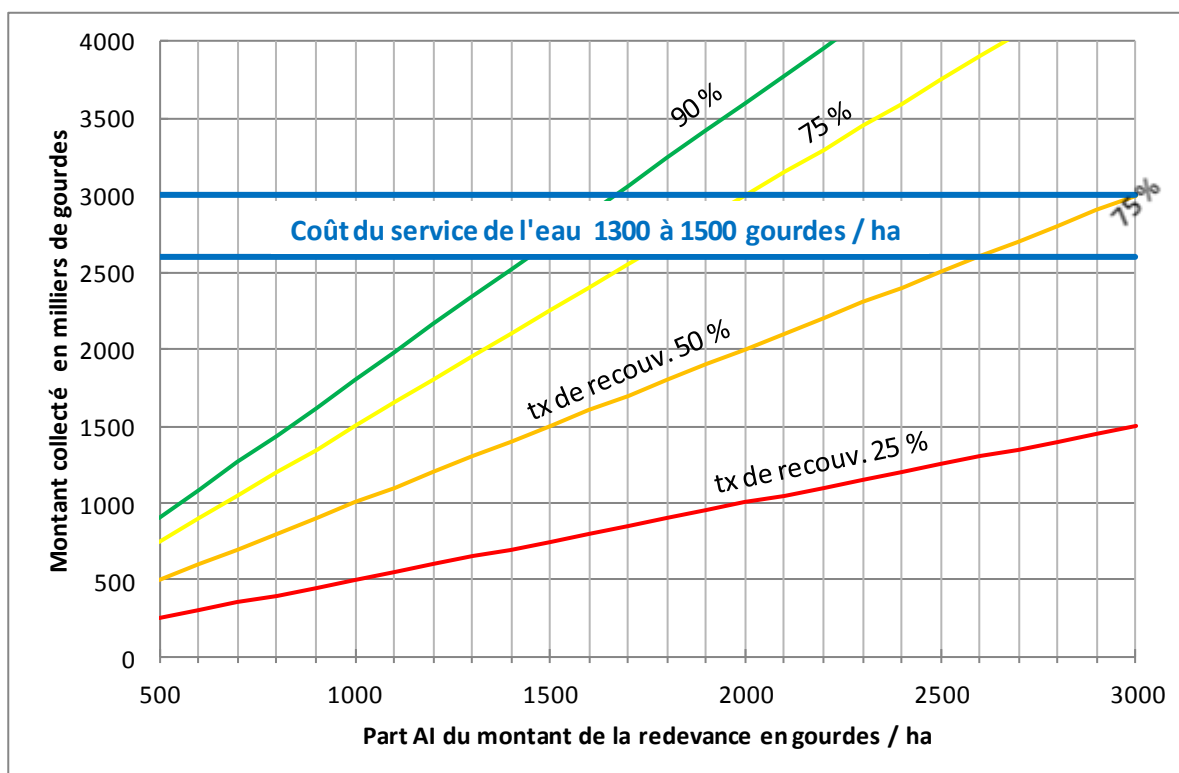
Figure 6 : Répartition des dépenses par poste du budget



Les taux de recouvrement de la redevance observés dans des situations similaires n'est jamais de 100%. Le montant de la redevance doit donc prendre en compte un taux de recouvrement inférieur pour correspondre au coût du service de l'eau par hectare de l'association.

Le graphique ci-dessous présente le montant collecté par l'AI en fonction de la redevance à l'hectare appliqué, pour différent taux de recouvrement.

Figure 7 : Simulation du montant collecté pour différent taux de recouvrement



**Pour un taux de recouvrement réaliste de 75 %, le montant de la redevance doit être compris entre 1750 et 2000 HTG / ha pour couvrir le budget de fonctionnement, et entre 2600 et 3000 HTG / ha pour un taux de recouvrement plus faible de 50 %.**

Les responsables d'association sont assez unanimement favorables pour commencer à faire appliquer une redevance d'irrigation de 500 HTG / an sur leur périmètre, avec une augmentation progressive possible dans les années suivantes, en fonction de la qualité du service de l'eau.

La décomposition du budget d'une AI (

Tableau 13) montre qu'une forte part des coûts par hectare est due à de la main d'œuvre rémunérée pour les travaux de curage. Il est donc proposé pour atteindre plus vite l'équilibre financier de l'AI d'ajouter au montant de la redevance, une participation en journées de travail volontaires pour les usagers (qui pourra, à loisir, être payée). Ce travail collectif pourrait s'organiser sur le modèle des konbits, avec la prise en charge de l'organisation et des repas par l'AI.

Pour l'AI théorique étudiée, 5000 journées de travail annuelles sont nécessaires au curage du réseau, soit 2,5 journées de travail par ha, correspondant à 900 gourdes par ha (au coût de 300 gourdes la journée de travail).

**Une mise en place initiale de la redevance de 500 HTG/ha plus 2,5 journées de travail / ha correspondrait au coût par hectare du service de l'eau (1400 HTG/ha), selon le budget établi.**

#### Procédure de révision de la redevance

A partir du montant initial de la redevance, accepté socialement, la redevance devra augmenter sur une phase transitoire d'une durée convenue pour atteindre l'équilibre du budget du service de l'eau de l'AI.

Par ailleurs, lorsque la phase transitoire sera achevée, il doit être prévu une procédure de révision normale du montant la redevance de l'eau, pour qu'il soit toujours adapté au contexte économique du moment. La mise à jour du montant de la redevance pourra se faire annuellement au cours de l'assemblée générale. Il est proposé d'utiliser l'indice de prix à la consommation (IPC), établi mensuellement par l'institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), relevant du Ministère de l'Economie et des Finances, selon la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \frac{IPC}{IPC_0}$$

$P_0$  = montant initial de la redevance par unité de surface, fixé par l'association après la phase transitoire

$P$  = montant applicable de la redevance pour l'année en cours

$IPC$  = valeur de l'indice trois mois avant la date de l'AG

$IPC_0$  = valeur de l'indice à la date de fixation initiale du montant de la redevance

#### **3.3.1.6 Collecte de la redevance**

Sur l'exemple des pratiques de l'AIPA dans l'Arcahaie, la collecte de la redevance, faite par l'association, devra être la plus directe possible. Au début de la procédure, les comités de quartiers auront à charge d'actualiser la liste des exploitants-usagers des parcelles et des surfaces concernées, et de les communiquer au comité directeur. Sur cette base les comités directeurs émettront les bordereaux numérotés de facture de la redevance pour chaque usager, qui seront distribués aux usagers par les comités de quartier. Les usagers devront ensuite régler directement la redevance à la trésorerie de l'association, qui émettra le reçu faisant foi du paiement.

La redevance sera déposée par cette trésorerie sur le compte en banque de l'association contre fiche de dépôt scellée. L'ODVA pourra à la fois donner son appui, et contrôler l'opération.





## 3.3.2 L'ODVA

### 3.3.2.1 Gouvernance

Une des difficultés unanimement évoquées lors du diagnostic est l'instrumentalisation de l'outil ODVA par certains élus locaux. Afin d'éviter ce risque, le schéma proposé s'attache autant que possible à :

- découpler les instances de décision avec les organes d'application opérationnels,
- intégrer des représentations collégiales (usagers, collectivités au côté de l'Etat) au sein des entités décisionnaires.

Les organes décisionnaires sur lesquels le schéma propose d'intégrer des représentants des usagers sont :

- Le Conseil d'Administration de l'ODVA, définissant son programme d'actions (et son budget) en cohérence avec la stratégie agricole nationale définie par le MARNDR,
- Une Commission de Gestion, instance de concertation et de coordination sur les aspects opérationnels du service de l'eau. Cet organe se réunit sous l'impulsion de la Direction de la Gestion Sociale de l'Eau et intègre également la FASIVAL comme représentant des usagers.

#### 3.3.2.1.1 *La redéfinition du positionnement institutionnel*

Lors des différentes entrevues tenues lors du projet, les représentants du MARNDR actent que l'Etat n'a plus la capacité à lui seul de gérer un périmètre irrigué comme celui de l'Artibonite. Il doit donc en partager la responsabilité avec les acteurs locaux, et en priorité avec les usagers d'où le transfert décrit dans ce schéma. Pour cela, il doit assurer les prérogatives de sa tutelle, non seulement en initiant et animant les réformes nécessaires, en établissant une stratégie agricole pour le pays à décliner localement en vallée d'Artibonite mais également « reprendre la main » sur ses propres outils de développement, dont la mission reste de décliner la stratégie nationale en orientations locales. La tutelle du MARNDR sur l'ODVA doit donc être renforcée afin de valider la conformité des actions locales avec la démarche nationale et de mieux la partager avec les autres acteurs concernés.

Cela pourrait avoir comme conséquence de revoir le statut d'entité autonome de l'ODVA dont la stratégie doit être une application de la politique agricole du MARNDR et dont le service de l'eau serait entièrement une charge de l'Etat.

#### 3.3.2.1.2 *La création d'un Conseil d'Administration*

Le rétablissement d'un conseil d'administration de l'ODVA est un souhait affiché par l'ensemble des acteurs rencontrés. Il ne fait aujourd'hui aucun doute que l'ODVA ne pourra pas se réformer de l'intérieur sous l'impulsion et le pilotage de sa seule initiative. Il convient donc d'en partager la gouvernance et d'abord avec les irrigants eux-mêmes, les premiers intéressés à la bonne marche du périmètre. L'ODVA étant gestionnaire des infrastructures amont du périmètre Artibonite, sa gestion bénéficie à l'ensemble des usagers aval : il est donc souhaitable que des représentants de l'ensemble des usagers soient représentés au Conseil d'Administration. Les ateliers ont souligné que, si la FASIVAL s'impose par sa présence et son dynamisme, dans la concertation, elle n'en reste pas moins représentative d'une partie seulement des usagers ; dans les instances de concertation proposées dans ce schéma, les représentants des autres usagers, non adhérents à la FASIVAL ou usagers non agricoles, devront également avoir à terme un représentant.

Mais, comme souligné lors de l'Atelier tenu au MARNDR, un face à face entre les représentants de l'Etat (ministères et ODVA) et les responsables des associations d'irrigants a toutes chances d'être inégal, très vite démobilisateur pour ces derniers, et donc inefficace à terme.

D'abord, les représentants des usagers devront être formés et accompagnés lors de la mise en œuvre de ce Conseil d'Administration élargi afin qu'ils en perçoivent tous les enjeux et leur rôle moteur. Ensuite, nous suggérons d'élargir la composition du conseil d'administration de l'ODVA aux représentants des collectivités locales (maires) et à ceux du secteur privé et coopératif de l'amont et de l'aval de la production agricole (au travers de la Chambre de commerce par exemple).

Les représentants des associations d'irrigants et des autres usagers devront donc impérativement siéger dans une répartition aussi équitable que possible, au côté des représentants des ministères concernés et des collectivités. Les Ministères devant siéger sont le MARNDR, le Ministère des Finances, le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de la Planification. La définition précise du Conseil devra rester compatible avec son rôle de décision et d'arbitrage (pas plus d'une vingtaine de personne); par ailleurs, la représentativité de ses membres devra être une barrière aux risques d'influence politique, afin de favoriser l'intérêt collectif et le développement réel de la Vallée.

#### **3.3.2.1.3 Rôle du Conseil d'Administration et du Directeur de l'ODVA**

Le Conseil d'Administration avec sa représentation tripartite élargie (Etat, Collectivités, Usagers) devient le véritable organe de gouvernance de l'ODVA. A ce titre, il définit la stratégie, le programme d'actions sur l'ensemble des missions définies par le MARNDR et rend les arbitrages nécessaires entre actions concurrentes. Dans tous les cas, le service de l'eau reste la mission essentielle de l'ODVA. Il appartient au MARNDR de décider si, les autres missions actuellement confiées à l'ODVA (fournitures, d'intrants, de semences, formation, recherche, appui aux filières...), resteront des missions prioritaires pour cet organisme.

C'est donc au niveau du Conseil d'Administration que les jeux d'influence doivent s'exercer et sur lesquels les décisions prises par le Conseil doivent statuer en toute transparence.

Le directeur de l'ODVA, redevient un « Directeur Technique » dans la mesure où son rôle consiste à mettre en œuvre le programme défini par le Conseil d'Administration, à suivre et valider son déroulement. Le directeur rend compte au Conseil d'Administration des bilans techniques et financiers des réalisations. Il justifie tout écart avec le programme prévisionnel. Il doit également veiller à mettre en place les outils comptables permettant le suivi rigoureux des dépenses du service de l'eau et son équilibre financier.

#### **3.3.2.1.4 Rôle du MARNDR**

Dans le cadre du renforcement souhaité de la tutelle du MARNDR auprès de l'ODVA, il est évident que le Ministère doit être présent et actif auprès du Conseil d'Administration de l'ODVA. Les tâches que devra impérativement mener le Ministère seront de :

- Présider le Conseil d'Administration élargi de l'ODVA,
- Etablir les missions (la feuille de route) de l'ODVA ; en particulier, selon ses orientations stratégiques, le Ministère définira le niveau des autres missions actuellement confiées à l'ODVA par la loi organique de 1949 : acteur ou coordinateur ? Ces points, ne faisant pas partie du cadre de cette étude, doivent être traités en parallèle et portent sur les services de fournitures d'intrants, spécialement de semences. Pour de tels services budgétivores pour l'ODVA, d'autres acteurs en particulier du secteur privé, existent dans la vallée et sont tout à fait compétents (c'est même leur cœur de métier). La réflexion devra aussi être finalisée par le MARNDR pour les activités de recherche et de formation agricole...,
- Contrôler la bonne exécution du programme d'actions voté et appliqué par le Directeur de l'ODVA

- Valider le budget et contrôler la conformité des dépenses du service de l'eau assuré par l'ODVA.

### 3.3.2.2 Organisation interne de l'ODVA

Les préconisations relatives à l'organisation interne de l'ODVA, quant à sa mission de service de l'eau, portent essentiellement sur des aspects organisationnels et de renforcement de compétence.

- **Séparation de l'exploitation et de la maintenance.** L'organisation de l'ODVA doit permettre d'identifier et de regrouper les tâches d'exploitation, et de les séparer des tâches de maintenance (en particulier corrective). De même et pour être cohérent avec la nécessaire transparence du budget lié au service de l'eau, les équipes en charge de ces tâches doivent être structurées dans des services dédiés,
- **Création d'une direction de l'exploitation (DE),** qui s'occupera également de maintenance de premier niveau. L'équipe du barrage de Canneau dépendra de cette direction, ainsi que 3 Services décentralisés d'Exploitation des canaux Primaires (SEP), composés chacune d'une équipe de deux personnes, chargées du réglage des débits des canaux primaires, et de l'entretien courant des ouvrages de contrôle des primaires. En parallèle de cette direction, serait créée une direction de la maintenance (DM), et une direction de l'ingénierie et des travaux (DIT), ex DIA. Cette réorganisation en équipes indépendantes peut et doit se faire à quantité de personnel constant.
- **Renforcement des équipes venant en appui à l'exploitation** par des compétences spécifiques et expérimentées, recrutées avec obligations de résultats. Ce renforcement doit permettre d'aboutir à la mise en place d'un programme de distribution dans l'année, adapté aux besoins prévisionnels des agriculteurs en concertation avec les AI. Ce programme se base sur une variation des débits distribués dans les canaux primaires, et se traduit par un programme horaire d'interventions des vanniers des trois Services d'Exploitation décentralisés des canaux Primaires sur les ouvrages en tête, prenant en compte les temps de réactions des canaux maîtres (propagation des ondes de débits) et des autres canaux de transit (Villard, Boudet, Fossé Naboth Ouest).

Cette équipe technique doit donc prendre en considération les plannings cultureux prévisionnels collectés et établis avec les usagers, et en proposer des horaires d'irrigation tours d'eau et répartition des flux adéquates (élaboration des tours d'eau en concertation avec les AI). Ces consignes seront alors transmises aux équipes d'exploitation.

Cette même équipe devra assurer la coordination avec le Comité d'Arbitrage de Péligne pour faire remonter les demandes en eau prévisionnelles et proposer avec les usagers des assolements/ plans d'irrigation adaptés aux volumes mis à disposition depuis Péligne en saison sèche.

L'ensemble de ces tâches d'appui à l'exploitation proprement dite, demande des compétences relatives à l'agronomie et aux pratiques culturales plus que des compétences hydro-mécaniques : il est alors logique de rattacher ces missions à la DGSE dont le rôle, décrit ci-après, est un appui direct aux associations d'irrigants.

- **Transfert de responsabilités sur la manipulation des vannes secondaires et tertiaires.** Les syndicats, même payés par l'ODVA dans un premier temps, doivent être placés sous la responsabilité des AI ; à terme, ce sont les agents de terrain, vanniers et agents de la police de l'eau de chaque association qui seront responsables de ces tâches.
- **Réorganisation de la maintenance.**

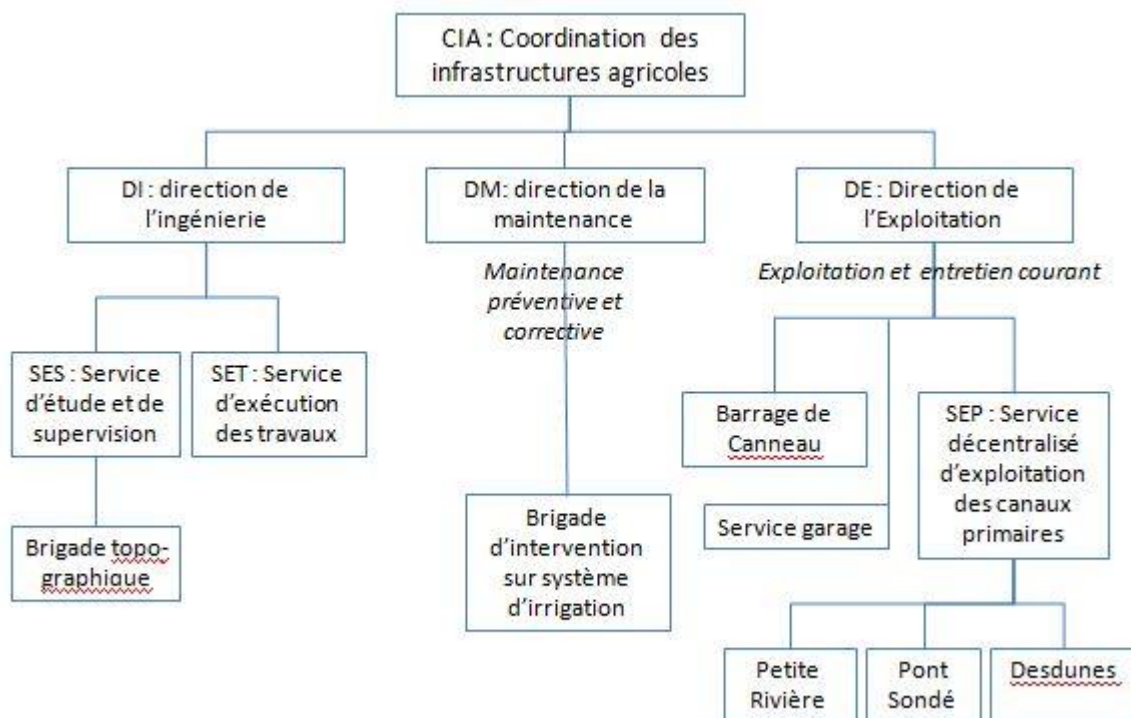
La maintenance préventive (entretien courant des ouvrages, curages, entretien du parc roulant, entretien annuel des pistes...) doit être rigoureusement planifiée sur des durées maximales de mise en œuvre de 2 ans.

La maintenance curative consiste à intervenir ponctuellement pour la remise en état et la réparation ponctuelle des ouvrages défectueux. **Cette maintenance doit être traitée séparément de la maintenance préventive.** Le besoin en interventions émane soit de l'exploitation, qui constate un dysfonctionnement, soit des usagers. Les demandes d'interventions qui en résultent doivent être classées selon leur niveau d'urgence et traitées au fur et à mesure. Les demandes classées en attente doivent être surveillées périodiquement et faire l'objet d'un suivi par des indicateurs qui mesurent l'efficacité de réponse.

L'ODVA aujourd'hui traite la maintenance curative en régie, en mobilisant ses équipes avec réactivité (quand les moyens financiers pour réaliser les travaux sont disponibles). Ce mode de fonctionnement semble répondre aux besoins. Par contre, pour les actions d'entretien régulières qui peuvent être planifiées, la sollicitation d'entreprises privées, après contractualisation doit être envisagée.

Le service de l'eau restera donc à la charge de la Coordination des Infrastructures Agricoles (CIA) dont l'organigramme proposé qui identifie clairement les fonctions d'exploitation et de maintenance est le suivant.

Figure 8 : Proposition d'un organigramme réorganisé de la CIA



### 3.3.2.3 La Direction de la Gestion Sociale de l'Eau de l'ODVA

Le transfert de responsabilités, de l'ODVA vers les associations, va demander du temps et un accompagnement rigoureux. Cette tâche incombe à la direction de la GSE de l'ODVA qui a été constituée dans ce but.

Par rapport à ses missions actuelles, le rôle de la DGSE s'élargit dans le schéma proposé vers un rôle de facilitateur dans la mise en place de la réforme et la coordination d'une gestion participative du réseau hydraulique de la Vallée de l'Artibonite. La vocation de la DGSE se situe donc au cœur de cette approche prospective avec un transfert opérationnel de la gestion des réseaux secondaires et tertiaires.

Les missions de cette direction sont à terme les suivantes :



- Appui à la structuration des associations d'usagers, appui à leur fonctionnement (technique / administratif/ financier) ; de façon effective, dès sa création, la DGSE a pris le relai des actions menées dans le cadre du PIA et continue à appuyer la structuration des associations. Dans ce cadre, la DGSE constitue une base de données des planteurs adhérents en relation avec la FASIVAL,
- Organe de concertation et d'interface entre les associations via la FASIVAL et l'ODVA :
  - remontée d'informations des usagers vers l'ODVA de type besoins (de formations, de fournitures, d'assistance), état du système hydro-agricole (choix des assolements, plans et stades culturels, état des ouvrages hydrauliques) ou contextuel (spécificités géographiques, tensions sur le terrain),
  - transmission d'informations de l'ODVA vers les usagers : état de fonctionnement des structures primaires du réseau de la programmation des opérations d'exploitation et de maintenance, disponibilité de la ressource (décisions de lâcher au niveau de Peligre, répartitions entre CMRD et CMRG), vulgarisation des paquets techniques expérimentés par l'ODVA
  - sensibilisation à plus grande échelle menée conjointement par les Associations (et gérée par la FASIVAL) et l'ODVA : messages informatifs à la radio, dans les collectivités ou directement sur le terrain afin de toucher les planteurs sur la nécessité d'une responsabilisation par leur contribution à une gestion participative dans le partage de la ressource en eau et des ouvrages hydrauliques. Cette phase de sensibilisation de grande ampleur est également essentielle pour accompagner une évolution de l'organisation de la gestion de l'eau.
- Le cadre de la gestion concertée animée par la DGSE doit être formalisé avec la mise en place d'une Commission de Gestion, organe de décision opérationnel dont les fréquences de réunion doivent être prédéfinies. La fréquence mensuelle semble adaptée et est déjà partiellement mise en œuvre de façon informelle aujourd'hui. Toutefois, ces réunions pourront se tenir de façon plus fréquente selon l'actualité et le calendrier culturel ou sur demande des intervenants (ODVA / FASIVAL) ; des planifications hebdomadaires des tours d'eau semblent nécessaires pour coordonner avec la distribution amont au niveau des primaires. Les réunions auront des ordres du jour adéquates selon les saisons et les étapes clés dans les campagnes agricoles et les phases d'entretien.

Les équipes d'appui agronomique évoquées ci-avant (définition des besoins en eau, articulation avec les tours d'eau) interviennent dans ce cadre. Selon la définition des missions de l'ODVA, les compétences pourront être rassemblées au sein de la DGSE ou de la Coordination des Productions Agricoles de l'ODVA. Ce rôle d'interface et d'appui vient se substituer aux missions des BACs, inopérants aujourd'hui.

- Mise en place et coordination du transfert de gestion : ce rôle consistera en des arbitrages dans la co-gestion prévue en particulier l'articulation des tâches de contrôle des flux, de maintenance entre primaires (sous responsabilité de l'ODVA) et secondaires et aval (sous la responsabilité des Associations d'Usagers), contrôle du niveau de la collecte de la redevance, définition de programmes cohérents de maintenance et d'exploitation. Tout problème d'exploitation sur la partie amont (Maîtres, primaires) doit en particulier être discuté, la cause du dysfonctionnement comprise, afin de redéfinir les tours d'eau aval. Le rôle technique de l'ODVA reste marqué dans cet accompagnement avec par exemple, des propositions d'horaires d'irrigation à mettre en œuvre par les Associations, des conseils sur les pratiques culturelles ou techniques de curage, le contrôle du bon fonctionnement de l'exploitation sur les parties aval.

C'est donc la DGSE qui aura la tâche d'assurer une cogestion effective Usagers-ODVA, performante et satisfaisante pour chacune des parties. Par définition, c'est elle qui devra animer la concertation opérationnelle de la gestion de l'eau.



Il convient bien entendu de s'assurer que cette direction aura les moyens de sa mission, largement définis dans les documents du PIA avec des vulgarisateurs de qualité, des moyens informatiques et logistiques – motos, carburant – adaptés à leur mission. Actuellement, ce sont 10 animateurs, 2 formateurs et un consultant qui viennent appuyer le Directeur dans sa mission.

Enfin, compte-tenu de la transversalité de sa mission d'interface, de coordination et de concertation opérationnelle, il paraît judicieux de rattacher directement la DGSE à la Direction Générale de l'ODVA.

#### **3.3.2.4 Modèle économique**

Compte-tenu des modalités proposées pour le transfert du service de l'eau vers les associations, l'ensemble des tâches d'exploitation et de maintenance de la partie amont du réseau hydraulique restent à la charge de l'ODVA. Les orientations préconisées sur le modèle économique du service de l'eau incombant à l'ODVA sont les suivantes :

- le service de l'eau sur la partie incombant à l'ODVA doit être rémunéré sur Fonds Publics (Etat),
- la ligne budgétaire nécessaire pour rendre le service de l'eau doit être sécurisée,
- le budget du service de l'eau doit être absolument transparent et imperméable par rapport aux autres activités de l'ODVA, ce qui nécessite une comptabilité analytique efficace,
- l'ODVA, poursuivra ses recherches de financement complémentaire pour l'appuyer dans la réalisation d'un service de l'eau optimal (bailleurs, coopération, autres usagers tels que EDH...),
- le transfert de gestion du service vers les associations s'accompagne de la disparition des flux financiers de l'ODVA vers les AI (sauf en période transitoire de mise en application de la réforme et hors toute transaction relative à d'autres prestations comme le conseil agricole ou la fourniture de services),
- comme discuté en atelier avec les représentants de MARNDR, la gestion des ouvrages amont (par l'ODVA) est une mission de service public : elle est à la charge de l'Etat. La redevance collectée au sein des associations servira à couvrir les charges de service sur les sous-systèmes dont elles ont la charge ; en aucun cas, il n'y aura reversement d'une quote-part de la redevance des associations vers l'ODVA.

Un budget estimatif annuel de maintenance des infrastructures gérées par l'ODVA est proposé au Tableau 14, comprenant les coûts de maintenance préventive et corrective. Ce budget n'inclut pas les salaires du personnel ODVA, qui sont compris dans le budget de fonctionnement. Le budget reste entièrement à la charge de l'Etat.

Tableau 14 : Budget estimatif de maintenance des infrastructures gérées par l'ODVA

Poste	Actions	Fréquence annuelle	unité	Quantité	Prix unitaire	Coûts annuels HTG	Coûts annuels USD
<b>Maintenance préventive planifiée = entretien</b>							
<u>Curages</u>							
Canaux maîtres	Curage mécanique et entretien des berges	0,5	ml	47 000	300 gourdes / ml	7 050 000	165 882
Canaux primaires	Curage mécanique et entretien des berges	0,5	ml	160 000	250 gourdes / ml	20 000 000	470 588
Drains principaux	Contrôle végétation	1,0	ml	66 000	75 gourdes / ml	4 950 000	116 471
Bassins de distribution Drouet	Curage mécanique	0,5	u	1	700000 gourdes (fft)	350 000	8 235
<u>Autres</u>							
Pistes	Entretien	1,0	ml	290 000	200 gourdes / ml	58 000 000	1 364 706
Equipement hydro-mécanique et électrique	Entretien	1,0	fft	1,0	3000000 gourdes (fft)	3 000 000	70 588
Par matériel roulant	Entretien	1,0	fft	1,0	3000000 gourdes (fft)	3 000 000	70 588
<b>Maintenance corrective = réparations imprévues</b>							
Tous les équipements	Frais pour réparations ponctuelles (interventions, pièces détachées...)	1,0	fft	1,0	2000000 gourdes (fft)	2 000 000	47 059
<b>Total (arrondi)</b>						<b>98 400 000</b>	<b>2 300 000</b>

Taux de change de 1 USD = 42,5 HTG

### 3.3.3 Instances de représentation et de concertation

#### 3.3.3.1 Commission de Gestion

Pour établir une continuité et la coordination du service de l'eau le long du réseau hydraulique, un organe de concertation opérationnel doit être identifié : un Comité de gestion ou de coordination doit se tenir régulièrement afin de partager les informations sur le réseau, les prévisions d'actions (d'assolements et de tours d'eau définissant les besoins en eau) et de prendre des décisions opérationnelles concernant la gestion concertée.

Comme le Conseil d'Administration, ce comité doit prendre des décisions en concertation entre l'ODVA et les représentants des Usagers. A la différence du Conseil d'Administration où ce sont des aspects stratégiques et financiers qui sont discutés, le Comité de Gestion s'attachera à des arbitrages opérationnels en cours de campagne d'irrigation : ce sont les principaux opérateurs et bénéficiaires qui doivent y siéger. Les acteurs principaux de cet organe sont la FASIVAL et la DGSE ; hormis pour les Comités de Gestion où la planification des assolements (et les besoins prévisionnels en eau) sont évoqués, les enjeux de ces comités ne concernent pas directement les Communes ou CASEC, qui pourront donc avoir des représentations conditionnées à l'ordre du jour. L'organisation des Comités de Gestion sera effectuée par la DGSE ; son rôle est décrit ci-avant.

##### 3.3.3.1.1 La FASIVAL

Dans le processus de transfert de la gestion vers les associations d'irrigants, la FASIVAL est un organisme qui se montre moteur. Son rôle dans le schéma d'organisation de la gestion de l'eau reste essentiel. Rappelons d'abord que la FASIVAL réunit l'ensemble des 12 associations d'irrigants créées et en assure la représentation : chaque AI désigne ses représentants au conseil d'administration de la FASIVAL.

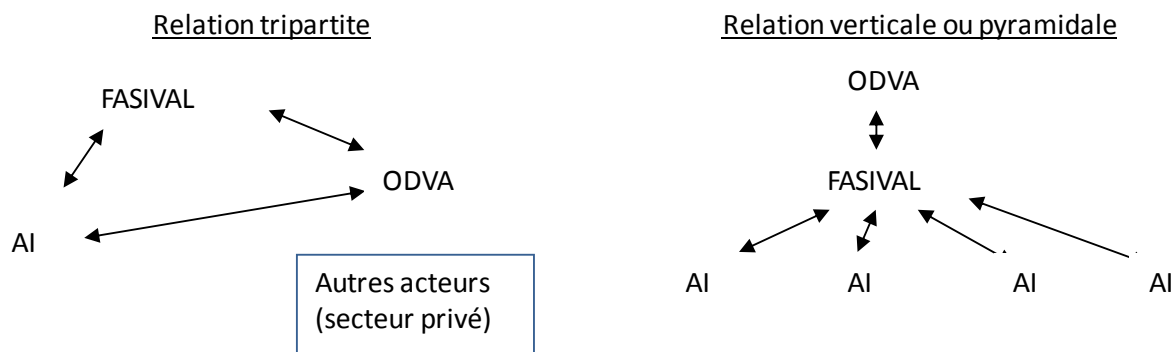
Dans le scénario proposé, le rôle de la FASIVAL est essentiellement centré sur le service de l'eau sur le périmètre irrigué de la vallée avec les tâches de :

- représentation de l'ensemble des AI, dans les différentes instances de concertation autour du service de l'eau dans la vallée : Conseil d'Administration de l'ODVA et Comités de Gestion,
- coordination de leur action quant au service de l'eau,
- médiation entre les AI, en cas de conflit d'usage,
- négociation pour leur compte, en particulier pour la signature des conventions entre associations et ODVA,
- vérification de la conformité des niveaux de redevances votés sur chaque périmètre en regard du service de l'eau rendu,
- vérification des niveaux de collecte des redevances internes à chaque périmètre.

Concernant le rôle de représentation des associations dans les instances décisionnaires, la DGSE est l'interlocuteur privilégié de la FASIVAL au sein de l'ODVA.

Les relations tripartites entre Associations / FASIVAL / ODVA ont largement été discutées lors des différents ateliers tenus pendant la mission et leur teneur a constitué un véritable point d'achoppement entre les partenaires.

Des alternatives de scénarios portaient sur le type de relations, entre des relations absolument verticales de type hiérarchiques où toute relation directe entre AI et ODVA est exclue, la FASIVAL étant la porte de passage unique, et des relations tripartites selon les enjeux.



Les usagers ont clairement exprimé leur préférence pour des relations de type verticales. Nous n'avons pas retenu cette proposition dans le schéma institutionnel pour différentes raisons :

- Application du principe de subsidiarité : il semble inutile que les associations délèguent des tâches à la FASIVAL pour lesquelles, elle n'aurait aucune valeur ajoutée spécifique et où un allongement des délais d'application, des risques de pertes d'informations, un manque de lisibilité et une multiplication des tâches de la FASIVAL viendraient alourdir voire fragiliser son fonctionnement et son rôle clé de représentation. Les points sur lesquels des relations directes entre AI et ODVA restent nécessaires portent sur des points précis d'articulation d'opérations pragmatiques d'exploitation ou de maintenance curative (urgences, casses, obstruction d'une prise sur un primaire alimentant le réseau d'une association, excès d'eau...). La précision des échanges et la nécessaire réactivité de réponse militent pour des relations directes...
- La centralisation des relations entre les AI et l'ODVA, préconisée par la FASIVAL et argumentée pour éviter tout clientélisme, risque de faire converger les velléités d'instrumentalisation sur la FASIVAL elle-même ; le danger de pressions politiques sera alors déporté sur une autre instance que l'ODVA. Par ailleurs, même si les statuts de la FASIVAL précisent ses modalités de gouvernance et de désignation des représentants des AI, il est important de se prémunir contre une organisation donnant un rôle centralisateur très fort, point de passage obligé dans les décisions. La logique proposée dans ce schéma est donc de mettre en place les organes de concertation où sont représentées l'ensemble des parties, opérateurs, financeurs et bénéficiaires pour prendre des décisions collégiales et constater de suite toute dérive. L'intégration des représentants multiples dans les processus de décision permet de diluer ce risque de politisation, présent dans la vallée.
- Il est également important que la FASIVAL centre ses interventions sur le service de l'eau. Tout d'abord, ce transfert de gestion constitue le cœur de la réforme : les opérateurs que sont les associations d'irrigants doivent être solidaires dans la démarche, accompagnées et représentées activement ; le cas échéant, la nécessaire prise en main de la gestion prendra du temps, au risque de s'essouffler. Par ailleurs, l'éventuelle multiplication de missions menées par la FASIVAL (regroupements des achats / distribution d'intrants, de semences) risque de reproduire le schéma actuel de l'ODVA, c'est-à-dire un organisme ne disposant pas des moyens humains et financiers suffisants pour s'acquitter correctement de l'ensemble de ses missions. Enfin, cela représenterait un organe directement concurrent de l'ODVA. Dans un tel cas, non seulement les problèmes d'organisation seraient reportés sur la FASIVAL mais le partage des tâches et de mobilisation financière ne seraient pas résolus (au risque même d'accentuer les difficultés par duplication des dépenses). **L'amélioration de la gestion globale du système doit passer obligatoirement par une synergie entre les différents intervenants** et non, comme c'est le cas aujourd'hui, par une concurrence et une redondance des missions réalisées.

A ce jour, la FASIVAL se réunit dans les locaux de l'ODVA mais un local qui leur sera dédié est en prévision.

### **3.3.3.1.2 Lien contractuel entre ODVA, Associations d'Irrigants et FASIVAL**

L'ensemble des actions décrites dans les paragraphes ci-avant doit être précisée dans des documents contractuels. A ce jour, seul existe le projet de convention entre la FASIVAL et l'ODVA.

D'ores et déjà, ce document projeté semble inapproprié par rapport à l'organisation ici proposée. En effet, la co-gestion du service de l'eau est partagée entre l'ODVA pour la partie amont du réseau et les Associations d'Irrigants. Même si la FASIVAL est composée des présidents ou représentants des Associations, ce ne sont pas les mêmes entités juridiques. La convention formalisant le transfert est à co-signer entre les prestataires à savoir l'ODVA et les Associations elles-mêmes. Le modèle type de convention peut certes être rédigé et validé par la FASIVAL, mais chaque association doit être conventionnée pour la prise en charge de la gestion de son périmètre. Cela est d'autant plus valable que le transfert ne sera pas concomitant pour l'ensemble des associations et que la mise en œuvre de la réforme sera progressive.

Le contenu de la convention devra contenir :

- La délimitation physique du partage des responsabilités entre ODVA et Associations
- Les tâches qui reviennent à chaque intervenant sur les domaines suivants :
  - Exploitation – maintenance
  - Collecte de la redevance
  - Police de l'eau
  - Participation aux instances de concertation
- Modalités d'échanges et de sollicitations réciproques en particulier pour des tâches d'ingénierie
- Actions d'accompagnement technique et de formations
- Les pré-requis pour mettre en place le transfert, les étapes de transition dans le transfert.

A priori, aucune convention n'est nécessaire entre la FASIVAL et les Associations dans la mesure où existe implicitement entre eux une relation statutaire.

Une convention entre la FASIVAL et l'ODVA peut être nécessaire pour formaliser leur présence dans les instances de concertation et leur rôle et modalités d'interventions.

### **3.3.3.1.3 Modèle économique FASIVAL**

Comme indiqué précédemment au paragraphe 3.3.1.5, le budget de la FASIVAL est financé par la redevance du service de l'eau, sous forme d'une quote-part que reversent les associations à la FASIVAL, d'un montant estimé entre 8 et 10 gourdes par hectare.

Un budget estimatif de la FASIVAL est indiqué au Tableau 15.



Tableau 15 : Budget estimatif de la FASIVAL

	DEPENSES	Total HTG / an	Total USD / an
<b>0.</b>	<b>Gestion administrative</b>	<b>228 000</b>	<b>5 365</b>
<b>0.1</b>	<b>Personnel administratif</b>		-
	1 secrétaire administrative mi-temps	60 000	1 412
<b>0.2</b>	<b>Frais administratifs</b>		-
	Fourniture et dépenses de bureau	10 000	235
	Loyer et entretien local	12 000	282
	Assemblée générale	20 000	471
	Elections	10 000	235
	Indemnités des membres du comité directeur de l'AI (déplacement...)	36 000	847
<b>0.3</b>	<b>Communication</b>		
	Publicités, réunion d'information	30 000	706
<b>0.4</b>	<b>Dispenses de formations</b>	35 000	824
	Formation des comités des AI, des usagers (provision sur 4 ans)		
	Formation des agents techniques et administratifs des AI		
<b>0.5</b>	<b>Divers</b>		
	Assurances, frais bancaires, imprévus	15 000	353
	<b>Total</b>	<b>228 000</b>	<b>5 364,7</b>
	<b>Total par ha</b>	<b>8</b>	<b>0,2</b>
	Conversion : 1 USD = 42,5 HTG		

Le montant total par hectare est calculé avec l'hypothèse d'un transfert généralisé sur le périmètre Artibonite. Dans les phases transitoires, avec la mise en œuvre progressive de la réforme, le budget de fonctionnement de la FASIVAL et ses actions propres devront être ajustées.

### 3.3.3.2 Comité d'Arbitrage de la gestion de Peligre

Dans la logique de cette intégration des usagers dans les instances de concertation et de décision, il est tout à fait cohérent d'élargir le Comité d'Arbitrage de la gestion de Peligre, sous coordination du CIAT, aux usagers tels que la FASIVAL et aux collectivités. Ce comité devra également se tenir dans un cadre formel, clair et anticipé de concertation.

Les informations échangées entre gestionnaires et usagers seront bilatérales :

- Des gestionnaires de la ressource vers les exploitants du périmètre irrigué et les irrigants : état de la ressource, volumes annuels / saisonniers prévisionnels alloués à chacun des usages dont l'irrigation, prévisions à court terme des déstockages pour une meilleure gestion de Canneau et des chasses de sédiments, ajustement du plan cultural en saison sèche,
- Des irrigants et exploitants vers les gestionnaires de la ressource amont : assolements prévisionnels et besoins en eau associés (volumes / répartition saisonnière / voire plus fine), coordination avec les contraintes de maintenance de Canneau et des canaux maîtres.

Ce point fait l'objet actuellement d'une étude en cours de réalisation.

## 4 CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Pré-requis au déploiement opérationnel

#### 4.1.1 Un déploiement progressif

**Le transfert est un processus dynamique dont le scénario n'est pas écrit d'avance** : le modèle Artibonite, s'il peut s'inspirer et tirer les enseignements d'autres expériences, est à construire selon les propres spécificités de la vallée. Le transfert de responsabilités, de l'ODVA vers les associations, va demander du temps et un accompagnement rigoureux. Cette tâche incombe aux services de l'Etat, notamment à l'ODVA et à sa direction de la Gestion Sociale de l'Eau, constituée dans ce but. Il convient bien entendu de s'assurer que cette direction aura dans la durée les moyens de sa mission.

Néanmoins, la co-construction doit se faire par **étapes successives**. La proposition de **mettre en place progressivement la réforme sur une zone pilote a été actée** ; nous suggérons que le transfert s'effectue en commençant par deux ou trois secteurs, de préférence là où cela semble le plus facile (en regard des pré-requis, cf ci-après). Non seulement la zone test servira de **démonstration** pour convaincre du bien fondé de la réforme, mais elle permettra aussi de tirer les enseignements pour adapter la généralisation de sa mise en œuvre aux autres secteurs. C'est ce que nous avons appelé « scénario tendanciel ».

Il faudra également définir un programme de transition entre la situation actuelle et la généralisation de la réforme. La transition devra intégrer de l'accompagnement des associations dans la durée (professionnalisation pour les rendre de plus en plus autonomes et améliorer le service de l'eau) et une évaluation en continu.

Il convient en effet que ce(s) premier(s) transfert(s) apporte(nt) un service de l'eau reconnu comme satisfaisant par les usagers et que par conséquent le paiement de la redevance ne soit pas remis en cause. **C'est le caractère démonstratif, voire exemplaire, de cette première expérience qui conditionnera le succès ou l'échec de l'ensemble de l'opération.**

#### 4.1.2 Recommandations préalables

##### 4.1.2.1 Définition de la zone d'action de l'ODVA

Dans la définition des missions de l'ODVA par le MARNDR, il est également proposé d'en définir les limites géographiques. Il est proposé de prendre les limites des sections communales concernées par les périmètres irrigués de la plaine de l'Artibonite. Parmi ces périmètres irrigués, on retrouve le périmètre de l'Artibonite, défini à partir de la dérivation des eaux au barrage de Canneau, et les petits périmètres irrigués amont des rivières Coupe à l'Inde, Cabreuil, Estère, et moyen Artibonite. Cette zone d'action clairement établie est illustrée sur la carte page suivante.





REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL  
DE LA GESTION DE L'EAU ET  
DES INFRASTRUCTURES  
DU PERIMETRE IRRIGUE DE  
LA VALLEE DE L'ARTIBONITE

Zone d'intervention proposée  
pour l'ODVA

● Chef-lieu d'arrondissement

Réseau hydrographique

— Rivière

— Rivière Artibonite

— Périmètre irrigué de l'Artibonite

— Limites communales

— Limites de section

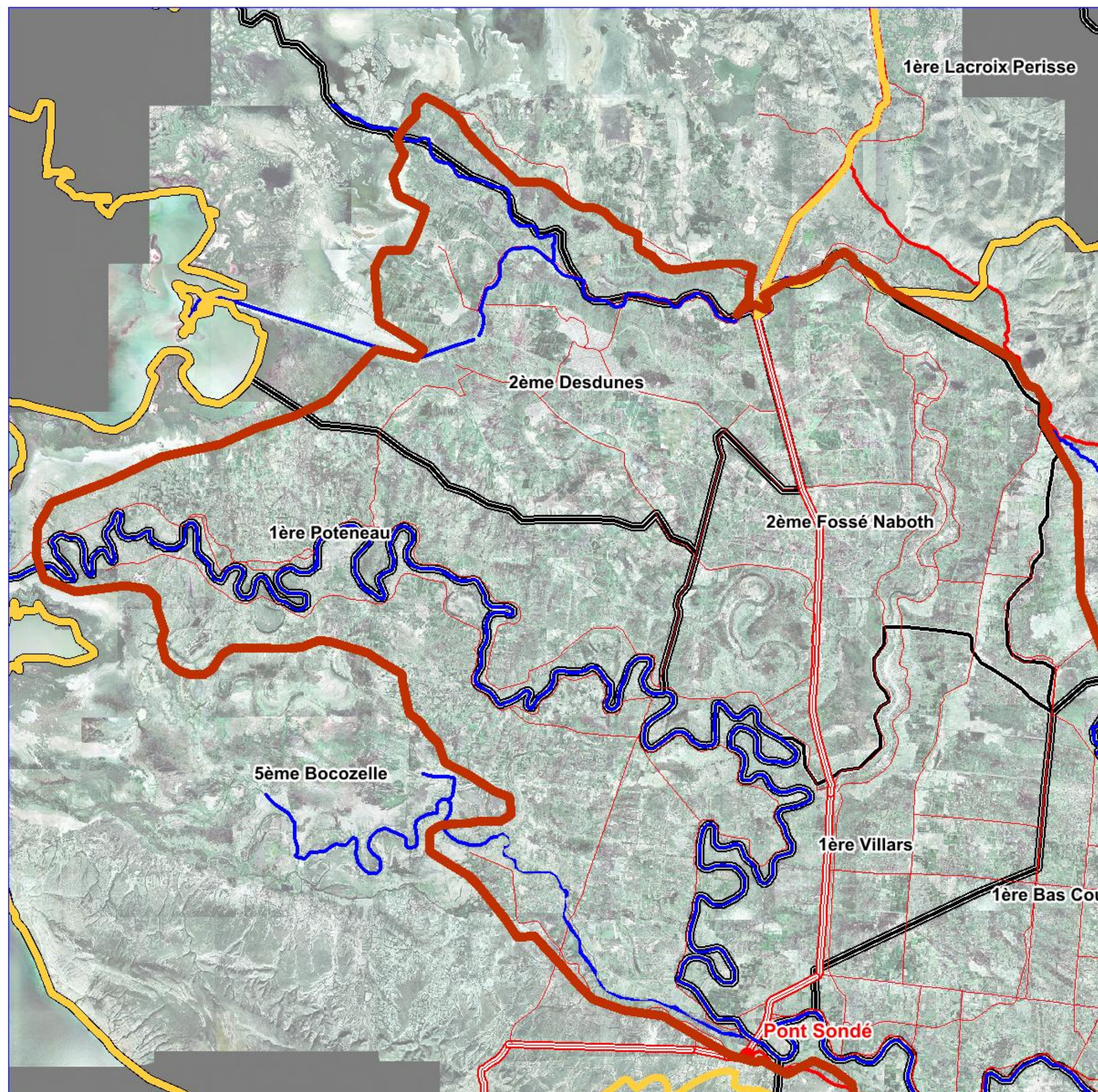
— Zone d'intervention proposé pour l'ODVA

Réseau routier

— Route nationale

— Route départementale

— Piste





#### **4.1.2.2 Simplification du découpage du périmètre de l'Artibonite en zones d'AI**

Plus de la moitié du périmètre de l'Artibonite n'est pas encore couvert par une association d'irrigants. En plus des associations à créer, il est recommandé un certains nombre de modifications sur les associations existantes, afin :

- de réduire le nombre des associations d'irrigants afin de mutualiser les moyens, et de ne pas multiplier les instances représentatives,
- d'homogénéiser entre elles les AI en ce qui concerne le nombre d'usager et la superficie,
- de respecter la logique du découpage hydraulique.

Il serait alors possible à terme d'avoir 14 associations pour tout le périmètre (12 AI étaient recommandées dans le schéma directeur), pour une superficie équipée moyenne par association de 2000 ha.

Sur les associations existantes, les fusions suivantes sont proposées :

- AIDSB et AILA pour avoir une seule association le long du canal maître rive gauche,
- AIBMRD et AIL pour avoir une seule association le long du canal maître rive droite, le canal Laville pouvant être considéré comme un canal secondaire (seulement 340 ha dominés par ce canal),
- AIKAS 5 et AIKAN 5 pour avoir une seule association sur le canal primaire Artibonite Sud, à l'intérieur de la 5<sup>ème</sup> section Bocozele de la commune de Saint-Marc.

Le périmètre des associations suivantes doit être élargi pour correspondre à la réalité hydraulique :

- L'AIBMRD, élargie aux superficies irriguées en amont du canal MRD,
- L'AITEV, élargie à l'ensemble des superficies irriguées directement par le canal Villard via des secondaires, et aux superficies irriguées à partir du canal Boudet. Ce dernier canal est trop court pour être géré par une association séparée,
- L'AIFON, élargie aux superficies complètes irriguées par le FNE et le FNO.

5 nouvelles associations doivent encore être créées, une par périmètre irrigué par les canaux primaires suivant :

- Upper Benoit (prise sur le canal MRD),
- Fossé Naboth Ouest Extension (prise sur le canal FNO),
- Desdunes (prise sur le canal FNO),
- Duclos (prise sur le canal Boudet),
- Artibonite Nord (prise sur le canal Boudet).

L'ensemble des actions préconisées est synthétisé dans le Tableau 16 et les zones de couverture des AI à terme sont illustrées sur la carte page suivante.



Tableau 16 : Situation actuelle de l'Etat des AI et propositions

Dénomination Canal primaire ou canal d'amenée	Section communales concernée	Etat actuel		Préconisations	
		Nom association et acronyme	Superficie (ha) actuelle <sup>3</sup>	Actions	Superficie (ha) par zone <sup>4</sup>
Haut Maître Rive Gauche	2 <sup>ème</sup> Belanger	AIDSB	247	Fusion des deux associations	2100
Bas Maître Rive Gauche	1 <sup>ère</sup> Liancourt	AILA	733		
Bas Maître Rive Droite	1 <sup>ère</sup> Bas Coursin	AIBMRD	118	Elargissement de l'AI à tous le maître rive droite	1600
Haut Maître Rive Droite	3 <sup>ème</sup> Bas Coursin	Ø			
Upper Benoît	3 <sup>ème</sup> Bas Coursin, 3 <sup>ème</sup> Ogé	Ø		Création association	1000
Lower Benoît	3 <sup>ème</sup> Bas Coursin, 1 <sup>ère</sup> Bas Coursin	AILB	1750	-	1800
Laville	1 <sup>ère</sup> Bas Coursin	AIL	615	Fusion de l'Association avec AIBMRD	-
Bidonne	1 <sup>ère</sup> bas Crousin	AIB	940	-	600
Tête Villard	1 <sup>ère</sup> bas Coursin, 1 <sup>ère</sup> Villard	AITEV	560	Elargissement de l'AI au bas Villard et au canal Boudet	700
Bas Villard	2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth	Ø			
Boudet	2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth	Ø			
Coursin	1 <sup>ère</sup> Bas coursin, 1 <sup>ère</sup> Villard	AICEB	844	Elargissement de l'AI à toute la zone Coursin	1100
Dessalines	1 <sup>ère</sup> Bas coursin, 1 <sup>ère</sup> Villard, 3 <sup>ème</sup> Ogé	AIDES	3110	-	2900
Fossé Naboth Est	2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth, 1 <sup>er</sup> Villard	AIFON	552	Elargissement de l'AI à toute la zone	2400
Fossé Naboth Ouest	2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth				
Fossé Naboth Ouest Extension	2 <sup>ème</sup> petite Desdunes, 2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth	Ø		Création association	1700
Desdunes	2 <sup>ème</sup> petite Desdunes	Ø		Création association	2200
Duclos	2 <sup>ème</sup> Desdunes, 2 <sup>ème</sup> Fossé Naboth	Ø		Création association	3100
Artibonite Nord	1 <sup>ère</sup> Poteneau	Ø		Création association	3200
Artibonite Sud	5 <sup>ème</sup> Bocozele	AIKAS 5	1210	Fusion des deux associations	4100
		AIKAN 5	3364		
		<b>12 AI actuellement pour environ 14 000 ha</b>	<b>14 043</b>	<b>14 AI préconisées pour environ 28 500 ha</b>	<b>28 500</b>

<sup>3</sup> Selon les rapports d'activités du consortium

<sup>4</sup> Superficie approximative d'une superficie équipée selon une planimétrie mise à jour.

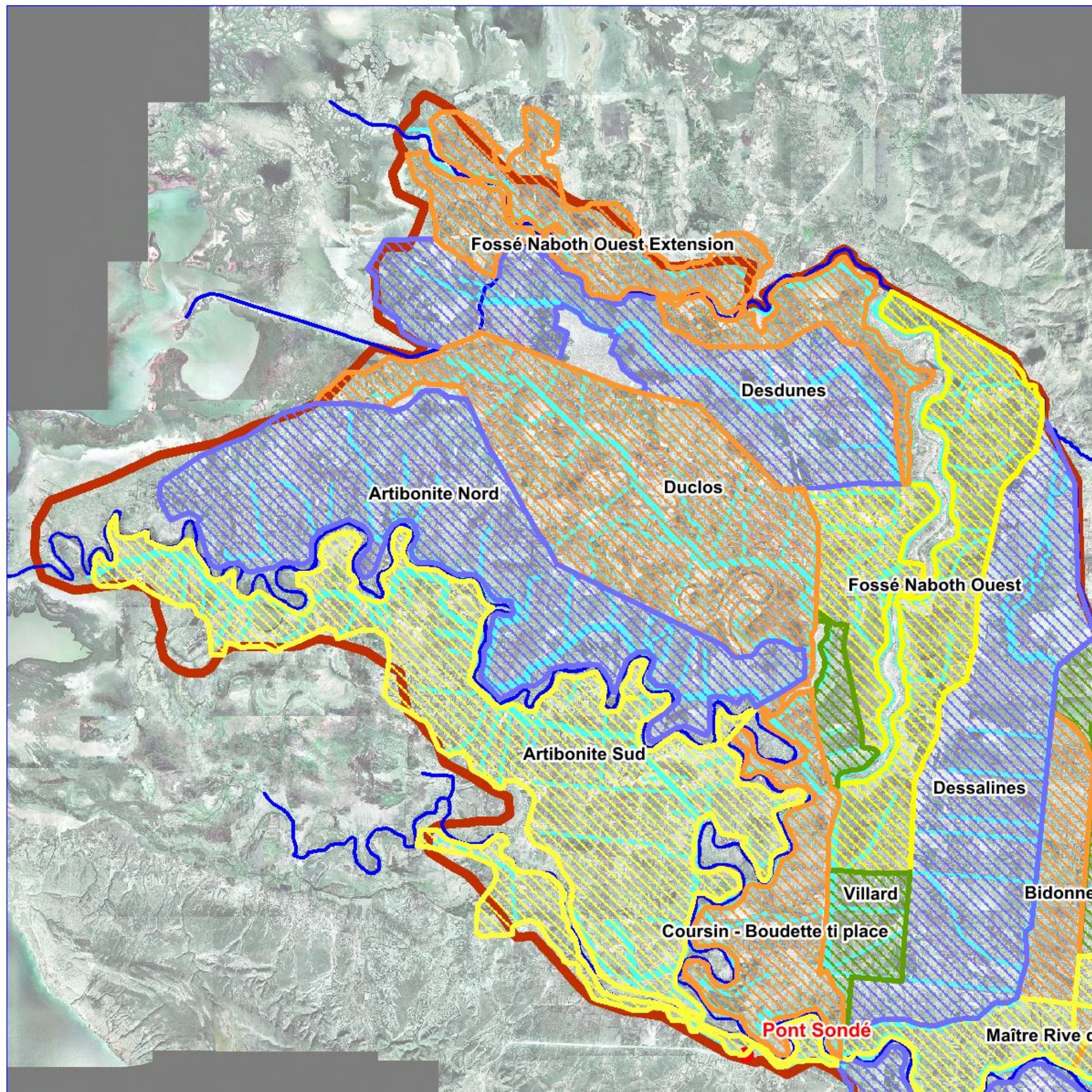




REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL  
DE LA GESTION DE L'EAU ET  
DES INFRASTRUCTURES  
DU PERIMETRE IRRIGUE DE  
LA VALLEE DE L'ARTIBONITE

**Zones proposées pour les  
associations d'irrigants**

- Chef-lieu d'arrondissement
- Réseau hydrographique**
- Rivière
- Rivière Artibonite
- Irrigation**
- Canaux maîtres
- Canaux primaires
- Canaux secondaires
- Périmètre irrigué de l'Artibonite
- Zones proposées des AI





### 4.1.3 Choix d'une zone pilote

#### 4.1.3.1 Pré-requis

Le transfert ne peut s'envisager qu'à partir d'un réseau hydraulique (canaux, drains, ouvrages) en **parfait état de fonctionnement**. Nous avons donc opté pour des secteurs sur lesquels cette condition est proche d'être réalisée : sur les secteurs des associations retenues comme zones pilotes, les travaux majeurs à finaliser portent sur l'amélioration du réseau de drainage et l'installation de vannes de régulation et capteurs (cf ci-après).

#### 4.1.3.2 Secteurs représentatifs

La mise en œuvre effective de la réforme sur une zone pilote doit être engagée au plus tôt pour poursuivre la dynamique en cours. **Une portée de 3 associations semble être pertinente**. Compte-tenu des pré-requis sur l'état du réseau, le choix porte sur les associations sur lesquelles le réseau est proche d'un état de fonctionnement optimal. Le diagnostic effectué et les discussions en ateliers soulignent que les secteurs amont des associations de **Laville, Bidonne et Lower Benoît**, remplissent ces conditions (3300 ha pour 6400 usagers environ).

Ces secteurs sont assez représentatifs de l'ensemble des périmètres amont de la vallée avec une ressource en eau non limitante. D'un point de vue agricole, le secteur pilote proposé est intéressant dans la mesure où les assolements sont diversifiés avec en particulier la production de légumes (tomates, oignons...) en alternance avec des cycles de riz.

Par ailleurs, sur ces secteurs, du fait de l'absence d'ouvrages de régulation et de la gestion par excès actuellement pratiquée, le manque d'efficacité du service de l'eau se traduit par des gaspillages (inondations par débordement en amont, entraînant des pénuries en aval). Même si la zone test est partielle, les dispositions permettant un partage équitable de la ressource sur l'ensemble du périmètre doivent d'ores et déjà être mises en œuvre : pour rendre le service de l'eau plus efficace, il est ainsi préférable que le transfert de gestion s'accompagne de la mise en place de tours d'eau / horaires d'irrigation...

De fait, la mise en place d'une gestion plus rationnelle à l'amont profitera également aux secteurs aval, par des apports d'eau plus importants.

### 4.1.4 Mise en état de bon fonctionnement du réseau hydraulique

L'APD de 2009 du groupement TECSULT/LGL SA comprend l'estimation sommaire des coûts d'aménagement des réseaux tertiaires sur une « zone d'intervention prioritaire » des secteurs Artibonite I et II, respectivement de 1271 ha et 3013 ha, soit 4284 ha. L'estimation est d'environ de USD actuels (3 100 000 USD de 2009) soit environ par ha. Sur cette base, 3 scénarios d'aménagement sont envisageable pour la zone pilote constituée des zones Lower Benoît, Bidonne et Laville :

- L'aménagement complet de la zone tel que préconisée dans l'APD, avec mise en œuvre par des entreprises privées,
- L'aménagement complet de la zone, avec une part de participation des AI pour ce qui est de la création du réseau tertiaire, sous forme de journées de travail,
- L'aménagement minimaliste de la zone, en priorisant l'ajustement du réseau secondaire et la création de prises sur celui-ci pour desservir le réseau tertiaire.

*Tableau 17 : Coût d'aménagement de la zone pilote suivant différent scénarios, en milliers de dollars*

	Mobilisation- démobilisation	Terrassement- irrigation-drainage (I)	Ouvrages (II)	Total (I+II) HTG
Dessalines amont	550	6 790	1 300	8 090
Laville		1 330	250	1 580
Bidonne		1 740	430	2 170
Lower Benoit		6 320	1 150	7 470
<b>Sous-Total en milliers de gourdes</b>	<b>550</b>	<b>16 180</b>	<b>3 130</b>	
<b>Total en milliers de dollars</b>	<b>19 860</b>			

### 4.1.5 Cadre légal et réglementaire

Un second pré-requis à la mise en œuvre de la réforme est la signature des conventions entre Associations d'Irrigants et ODVA. Le projet existant de convention (« protocole d'accord ») entre FASIVAL et ODVA n'étant pas conforme aux propositions d'organisation, il doit être revu avant signature éventuelle. De même, l'inventaire des membres des associations doit être finalisé et les relations entre planteurs et l'Association contractualisées (contrats d'usagers) en priorité sur les sites pilotes.

Par ailleurs, le contexte réglementaire et législatif doit être adapté à l'organisation et aux responsabilités proposées (nécessité (i) de faire avancer le processus d'approbation de la loi portant sur les associations d'irrigants et le transfert de gestion ; (ii) de travailler au moins sur la mise en cohérence du décret de 1949 créant l'ODVA avec la loi sur les associations d'irrigants et le transfert de gestion).





# REFORME DU SCHEMA INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DE L'EAU ET DES INFRASTRUCTURES DU PERIMETRE IRRIGUE DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE

## Zone pilote et travaux proposés

● Chef-lieu d'arrondissement

### Réseau hydrographique

- Rivière
- Rivière Artibonite
- Périmètre irrigué de l'Artibonite
- Zones proposées des AI

### Travaux projetés

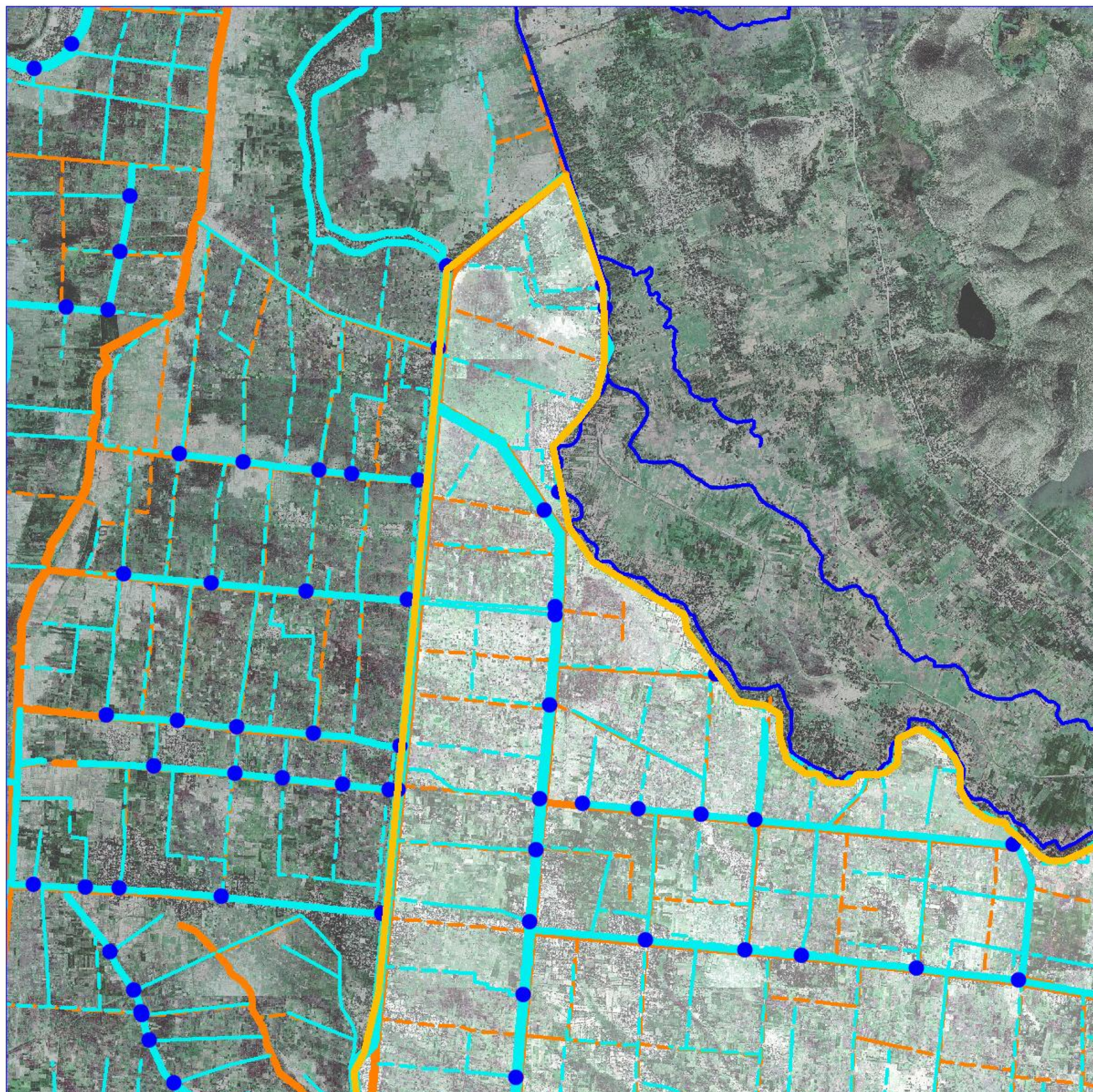
#### Canaux

- Primaire - Existant
- Secondaire - Existant
- Secondaire - A créer
- Tertiaire - Existant
- Tertiaire - A créer

#### Drains

- Primaire - Existant
- Secondaire - Existant
- Secondaire - A créer
- Tertiaire - Existant
- Tertiaire - A créer

● Prises tertiaires





## 4.2 Modalités de mise en oeuvre

### 4.2.1 Mesures d'accompagnement

#### 4.2.1.1 Prestations directes d'accompagnement aux associations

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme, il faut créer les conditions d'un environnement favorable :

- Formation des associations aux tâches du service de l'eau, techniques et administratives,
- Mettre en place un accompagnement et un suivi-évaluation réguliers des effets de la réforme,
- Favoriser l'environnement technico-économique de la production agricole (en améliorant en parallèle du transfert les pratiques culturales et la qualité des intrants),
- Se donner des garanties pour éviter les risques de politisation autour du service de l'eau, en partageant autant que possible les informations, en menant des opérations de sensibilisation et en veillant à la tenue régulière des instances de concertation.

Les formations techniques et administratives auprès des associations et de la FASIVAL doivent être lancées dès le début de la mise en œuvre de la réforme. Elles doivent concerner les associations pilotes, pour des aspects très pragmatiques, mais aussi la totalité des autres associations, afin de finaliser les diagnostics et préparer la généralisation de la démarche. En particulier, effectuer les inventaires des planteurs sur chaque secteur, finaliser les contrats d'usagers, établir les budgets du service de l'eau sur chaque périmètre associatif.

L'accompagnement régulier sur le terrain doit porter sur les tâches administratives que doivent effectuer les associations (en particulier collecte de la redevance et suivi comptable du service de l'eau), mais aussi, les prestations techniques à réaliser, d'exploitation (appropriation des tours d'eau, manœuvres des vannes, évaluations des débits transités) et de maintenance (entretien des vannes, curages des canaux et drains, appui à la planification de l'entretien du réseau). Enfin, la reconnaissance du rôle de la Police de l'eau interne doit être marquée avec des premières tournées de terrain pour ces agents assermentés.

En parallèle, une cartographie du périmètre d'action de l'association avec topographie, drains, canaux et ouvrages, et la délimitation des quartiers et des secteurs, sera mise à disposition de chaque association dans la mesure où ces données sont disponibles.

Cet accompagnement permanent devra être réalisé par des consultants de terrain lors de la durée de la mise en œuvre de la co-gestion.

Il semble intéressant d'apporter des services complémentaires aux planteurs pour améliorer la production agricole sur les secteurs où le service de l'eau est satisfaisant. C'est pourquoi, la mise en place d'aides directes individualisées sous la forme de packages techniques est également préconisée sur la zone pilote d'application de la réforme du service de l'eau (6400 membres concernés environ) ; de telles mesures n'auront une réelle portée que si le service de l'eau n'est pas limitant.

#### **4.2.1.2 Renforcement de la capacité d'accompagnement technique de l'ODVA**

Le transfert de gestion sur les secondaires et tertiaires allège les équipes de l'ODVA. Pour autant, l'amélioration de leur service reste d'actualité sur la partie amont. Il appartient au Directeur Général d'apporter les garanties à la conformité du service rendu ; le Coordinateur des Infrastructures devra donc tenir à jour des documents permettant la traçabilité des tâches d'exploitation et de maintenance réalisées. Par ailleurs, les travaux prévus de réhabilitation des équipements hydro et électro-mécaniques de Canneau, l'installation de capteurs de niveaux et d'ouvrages de régulation sur les canaux Maîtres et primaires, seront réalisés en concertation avec cette Coordination de l'ODVA.

Des formations destinées aux équipes d'exploitation et de maintenance seront alors nécessaires pour utiliser ces équipements et en assurer un entretien adapté. La formation pourra être élargie à la pratique de nouvelles techniques (par exemple maintenance mécanisée de drains et canaux). Par ailleurs, un accompagnement des cadres de l'ODVA semble utile pour s'approprier la dynamique mise en place par la réforme, en particulier pour ceux de la DGSE qui animeront la concertation avec les associations. Ces cadres devront être familiarisés avec les techniques de vulgarisation afin d'échanger de façon constructive les Commissions de Gestion.

Plus généralement, de façon prégnante pendant la période transitoire de mise en application de la réforme, puis en tâche de fond après, il appartient aux cadres de l'ODVA de jouer le rôle de référent technique pour des tâches telles que l'exploitation et la maintenance, le conseil sur les pratiques agricoles et tours d'eau, l'établissement de diagnostics sur l'état des ouvrages et des dysfonctionnements pointus). Ils devront donc être accompagnés pour être autonomes dans ces prestations de conseil et de formateur.

Enfin, un accompagnement de l'ODVA reste également nécessaire pour la mise en place et l'utilisation des outils comptables indispensables pour identifier de façon transparente les dépenses liées au service de l'eau. Les recommandations émises par AMF en 2006 pour ce suivi restent d'actualité.

#### **4.2.1.3 Evaluation et suivi**

Dès le démarrage de la mise en œuvre de la réforme, un contrôle de qualité continu basé sur un suivi / évaluation doit être réalisé afin de guider la réforme et de finaliser les modèles de gestion mis en place. Ce suivi devra être déconnecté des tâches d'accompagnement afin d'avoir suffisamment de recul pour proposer des ajustements des modalités du transfert. Cela signifie également que des indicateurs seront définis afin d'avoir une évaluation aussi objective que possible.

### **4.2.2 Phasage de la mise en œuvre**

Nous proposons que la mise en œuvre progressive de la réforme commence par la zone pilote. Compte-tenu du délai requis pour la mise en place d'un service de l'eau satisfaisant sur ces trois associations, les appuis d'accompagnement ne sont pas justifiés au cours des 18/24 premiers mois suivant le démarrage de la réforme du service de l'eau, soit fin 2015 au plus tôt.

Par ailleurs, avant d'élargir le secteur d'application, il est essentiel de bénéficier des retours d'expériences et des bilans techniques et économiques du service de l'eau sur cette zone. Une durée de 3 ans semble être pertinente pour obtenir ces analyses avant d'extension de la réforme du service de l'eau. Le suivi et l'évaluation réguliers préconisés doivent être formalisés dans des rapports d'étape et de bilan qui seront les supports de discussion pour



les éventuels ajustements du scénario proposé avant l'application sur de nouveaux périmètres associatifs.

Enfin, cette durée devrait permettre de finaliser les diagnostics techniques sur l'état du réseau, et de réaliser les travaux nécessaires sur les secteurs sur lesquels étendre la réforme, afin d'effectuer le transfert sur des ouvrages en parfait état de fonctionnement.

L'accompagnement des associations s'attachera à finaliser ces diagnostics afin de planifier les tâches techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de la réforme sur l'ensemble de la vallée.



## 5 CONCLUSION

### 5.1 Eléments clés du schéma de réforme institutionnelle

Le schéma de réforme institutionnelle propose le transfert de la responsabilité du service de l'eau de l'Etat vers les Associations d'Irrigants sur les réseaux hydrauliques secondaires et tertiaires. Cette co-gestion constitue la suite logique des démarches déjà engagées depuis plus de 10 ans au niveau national et sur l'Artibonite. Le transfert de responsabilité est total sur chaque sous-système, c'est-à-dire inclut exploitation et maintenance alors que l'ODVA garde cette responsabilité sur la partie amont, commune du réseau (prise de Canneau, canaux Maîtres et primaires). Les éléments présentés décrivent la limite de responsabilité de chacune des parties, les tâches qu'elles doivent prendre en charge et les moyens préconisés pour rendre un service de l'eau satisfaisant.

Les modèles économiques du service de l'eau rendu par les associations doivent être déclinés sur chacune, en fonction de leurs spécificités et du choix de leur instance décisionnaire. Dans tous les cas, le service de l'eau à l'échelle secondaire et tertiaire doit être rémunéré par la redevance dont la collecte incombe aux associations d'irrigants ; il doit y avoir adéquation entre le niveau de la redevance et la qualité du service rendu. Le niveau de départ de la redevance reste voisin de 500 HTG/ ha, ce qui est conforme au niveau consensuel admis après les démarches du PIA.

Pour l'ODVA, le service de l'eau est rémunéré sur fonds publics ; le budget de fonctionnement de cette mission de service public doit être transparent et absolument imperméable avec les autres missions de l'ODVA, ce qui nécessite la mise en œuvre d'une comptabilité propre. A terme, aucun flux financier concernant le service de l'eau n'existera entre l'ODVA et les Associations d'Irrigants.

La réforme prévoit également une adaptation de l'outil du MARNDR que constitue l'ODVA, avec une affirmation de la tutelle du MARNDR qui définira ses missions régaliennes et siègera au Conseil d'Administration. Cette dernière instance, élargie aux usagers et aux collectivités sera le véritable siège de gouvernance de l'ODVA en déclinant les axes de la politique agricole nationale en stratégie et programme d'actions sur l'Artibonite. C'est à ce niveau que les enjeux politiques du service de l'eau et du développement agricole de la vallée seront arbitrés. L'Etat garde la responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage de la création et réhabilitation des aménagements hydrauliques sur l'ensemble du périmètre. La Direction Générale de l'ODVA et ses deux coordinations opérationnelles seront les acteurs techniques de l'application du programme défini par le Conseil d'Administration.

Du fait de la mise en place de la co-gestion, une coordination entre les deux niveaux du service de l'eau sur les sous-systèmes hydrauliques est nécessaire et essentiellement assurée par des entités de représentation : **la FASIVAL** pour le compte des Associations d'Irrigants et **la Direction de la Gestion Sociale de l'Eau de l'ODVA**.

**La FASIVAL garde ce rôle de représentation des associations, de superviseur de leur action et de médiateur en cas de difficultés.**

Les préconisations du schéma proposé sont en phase avec les démarches déjà engagées lors des projets précédents pour lesquelles les planteurs sont déjà sensibilisés, et en accord avec ces grandes orientations. Cela est indispensable pour l'acceptation sociale de la réforme. Le projet de transfert nous paraît donc maintenant réaliste même s'il demande la poursuite de la remise en cause des habitudes des pratiques et du mode de fonctionnement du monde des irrigants

## 5.2 Nécessité d'une réelle volonté politique

Une réelle volonté politique doit donc accompagner cette évolution des pratiques surtout pour que la réforme soit mise en application sur l'ensemble de la vallée et de façon pérenne. Par ailleurs, Ministères, collectivités et offices techniques doivent dorénavant trouver un terrain de consensus au sein d'instances de concertation alors que les organes techniques doivent rendre le service de l'eau de façon optimale, en suivant les orientations stratégiques définies mais de façon déconnectée des questions politiciennes.

Même si la mise en œuvre de la réforme institutionnelle a pour objectif d'améliorer les conditions d'accès à l'eau des surfaces irriguées donc de contribuer à l'augmentation de la production agricole, la redynamisation de l'agriculture haïtienne ne doit pas se limiter à cet aspect pour atteindre les objectifs de croissance de la production rizicole fixés par l'Etat. La réforme du service de l'eau n'est qu'un des déterminants de l'amélioration de la production agricole.

D'autres actions doivent être menées en particulier sur l'approvisionnement des semences, des intrants, des pratiques culturales en amont de la production, de la structuration des circuits de collecte, de transformation et de commercialisation des productions en aval. Autour de ces points, le MARNDR doit statuer sur la déclinaison de sa politique nationale sur l'Artibonite, à savoir si son outil de développement local doit garder l'ensemble de ces missions annexes ou si d'autres opérateurs comme le secteur privé peuvent prendre le relai dans une optique d'amélioration des prestations rendues et d'optimisation économique (minimisation des dépenses, en particulier de l'Etat).

Enfin, parmi les points de blocage actuels au développement de l'agriculture irriguée, ont été soulignés dès la phase de diagnostic et rappelés lors des ateliers, deux aspects essentiels, non intégrés dans le cadre de cette étude de schéma :

- les difficultés foncières (accès à la propriété, sécurisation foncière, structuration du parcellaire),
- les conditions d'accès au crédit pour les agriculteurs.

C'est l'ensemble du secteur y compris ce contexte foncier et économique qui doit être analysé et intégré dans une politique agricole nationale cohérente.

Dans l'immédiat, le schéma présenté doit être suivi d'un plan d'actions et d'une mise en œuvre rapide et pragmatique selon les modalités proposées afin de poursuivre la dynamique de modernisation de l'agriculture haïtienne et d'améliorer à court terme la production agricole dans la vallée de l'Artibonite, grenier de la République.

## **COMPTE RENDU DE L'ATELIER DE TRAVAIL DU 26 FEVRIER 2013**

### **ANNEXE 1. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

## COMPTE RENDU DE L'ATELIER DE TRAVAIL DU 26 FEVRIER 2013

Méthodologie pour la prise en charge des systèmes irrigués par les associations d'irrigants – Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural – Direction des Ressources Naturelles, octobre 2000 - 14 p.

Le travail d'accompagnement d'un système irrigué : les différentes étapes - Programme de formation pour le renforcement de l'autogestion des systèmes irrigués par des associations d'irrigants en Haïti – Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)

Direction de Formation et de Promotion des Entrepreneurs Agricoles (DFPEA)  
Centre International de Coopération pour le Développement Agricole (CICDA)  
Septembre 2004 – 11 p.

Structuration et Fonctionnement des Comités d'Irrigants – Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural

Direction de Formation et de Perfectionnement des Cadres (DFPC)  
Ecole Moyenne d'Agriculture de la Vallée de l'Artibonite (EMAVA)  
Programme Spécial Sécurité Alimentaire (PSSA)  
Projet d'Appui Institutionnel et de Formation des Cadres (PAIFC)  
Fascicule Didactique - Juillet 1999 – 49 p.

SCP, Volet d'appui technique et organisationnel à l'AIPA aux PPI de Saint-Marc et Montrouis, 2011

TECSULT-LGL SA, Etudes des réseaux tertiaires Artibonite I et Artibonite II, Avant-projet , PIA , MARNDR, janvier 2009



## **COMPTE RENDU DE L'ATELIER DE TRAVAIL DU 26 FEVRIER 2013**

### **ANNEXE 2. COMPTE-RENDU DES ATELIERS DE CONCERTATIONS**

## COMPTE RENDU DE L'ATELIER DE TRAVAIL DU 26 FEVRIER 2013

**OBJET** : Gestion de l'eau dans la vallée de l'Artibonite / Atelier de travail avec les représentants des associations d'irrigants et des représentants du secteur privé agricole autour du diagnostic de situation du consultant Société du Canal de Provence

**PARTICIPANTS** :

NOMS	STRUCTURE	TITRE - TELEPHONE
Jean Jocelyn	PIA/MARNDR	Coord . Adj / 3730-2974
Charles Rubens	AJ.PBA	Délégué / 3605-9276
Dorsainville C. Ricardo	Ricardo Production	Journaliste / 3793-2639
Serge Carmelo Felix	Dynasty Radio TV	PDG / CAMERAMAN/ 3814-7474
Germaine Charles	AIBMRD	Trésorier / 3612-7853
Mesadieu Alexis	AIBMRD	Président / 4702-7808
Jean Marc Elie	AICEB	Président / 3742-5563
Antoine Hollande	AILA	Président / 382584
Luzincourt Jean Claude	AILA	Vice-Président / 3761-1895
Dort Jeffrard	AIFON	Président / 3628-6320
Olistin	IGROMS	Président / 3607-5615
Dants Heurtelou	AILB	Président / 3669-7356
Jean Fritzson	AITEV	Délégué / 3145-0150
Viccéus Bazelais	AICAN5	Président / 3709-2592
Joseph Clerjuste	AICAN5	Trésorier / 3793-2924
Louis Pierre Arrol	AITEV	Président / 3616-4135 * 3293-6359
Joseph Francaise	AICAN5	Délégué / 3164-3473
Alexis Marie Bertha	OFPJ	Président / 3679-8541 * 4328-3118
Joseph Rosvald	AIDSB	Secrétaire Gnrl / 36218732
André Marc Oster	FASIVAL	Secrétaire Gnrl / 3718-7318
Germain Gerby	AICEB	Secrétaire Gnrl / 3754-2478
Charles Frimo	AIB	Président / 3619-5362
Cherilus Flerece	AIDES	Président / 3793-2204
David Jean Claude	AICAS5	Président / 3630-8194
Augustin Pavelus	AIL	Président / 3694-4845
Julio Innocent	SOCOLAVIM	Président / 3734-7002
Destra Vanesson	AIFON	Vice-Président / 3710-1173
Francois Maurois	TRANSAGRI S.A	Président

**DEBATS ANIMES PAR :**

François Prevost (SCP)  
Jean-Luc Trouvat (SCP)  
Sylvain Sauviat (SCP)  
Mario Rizzollio (LGL SA)  
Socrates (LGL SA)



*Date : 28/02/2013*

## **COMPTE RENDU DE L'ATELIER DE TRAVAIL DU 26 FEVRIER 2013**



## PROGRAMME DE L'ATELIER

Début de l'atelier : 9h30

**Introduction**, par l'ing. Farnel Jacques-Louis

**Première partie : le Service de l'eau dans la vallée**

**Seconde partie : la construction d'un budget théorique d'une A.I.**

Pause

**Troisième partie : la gouvernance de la gestion de l'eau**

**Quatrième partie : les mesures d'accompagnement**

**Conclusion**

Fin de l'atelier : 13h

Déjeuner

## COMPTE-RENDU DETAILLE :

Dans ce compte-rendu, tout ce qui a été dit par les participants habitant la vallée est en italique. Ce qui ne l'est pas a été dit par le consultant ou les représentants du ministère.

**Introduction**, par l'ing. Farnel Jacques-Louis

L'ing Jacques-Louis rappelle l'objectif de la réunion, de se focaliser sur le service de l'eau. Les participants doivent prendre librement la parole dans un débat animé par le consultant Canal de Provence, qui a été chargé par le MARNDR de diagnostiquer la gestion de l'eau dans la vallée et de présenter des recommandations pour l'améliorer.

### **Première partie : le Service de l'eau dans la vallée**

SCP présente son diagnostic du service de l'eau en trois points :

-l'état des infrastructures : inégal entre les secteurs irrigués de la vallée, mais partout un investissement est nécessaire pour compléter les infrastructures manquantes, et remettre dans un état acceptable celles défectueuses. Le manque d'ouvrages de partition, de trame hydraulique et de drains est cité.

-l'exploitation du réseau. Le terme est défini. Le constat général est l'iniquité du partage de l'eau, avec un excès d'eau à l'amont du périmètre et un manque voire une absence à l'aval. Les débits entrant sont peu contrôlés par l'ODVA, et l'absence de tour d'eau à l'intérieur des secteurs gouvernés par un primaire est la règle générale. Les AI à l'aval tentent cependant de mettre en place ce tour d'eau entre secondaires.

-la maintenance du réseau. Les différents niveaux de maintenance sont définis. Le constat est un manque de moyen au niveau ODVA et AI qui ne permet pas d'atteindre un niveau de maintenance global satisfaisant.

SCP met en évidence les flous et les incohérences actuelles dans le partage des responsabilités entre les AI et l'ODVA.

*L'analyse de la problématique du drainage doit être approfondie.*

*Les participants soulignent effectivement la répartition inéquitable de l'eau. Il y a un gaspillage en amont et une rareté à l'aval (AIKAN 5). Ils estiment que le curage effectué par l'ODVA est insuffisant. De plus souvent les déblais, par exemple sur le CMRG, colmate les prises qui sont refaites clandestinement par les usagers. Parfois les agriculteurs mettent en culture directement le canal ne permettant pas le passage de l'eau. Ce problème est bien de la responsabilité des AI.*

*Le gaspillage de l'eau est souvent cité, entraînant l'inondation continue de certaines zones, où l'inondation de maisons. Ce problème est du à l'affaissement des berges des canaux, au manque de curage, à l'absence de canaux maçonnés, à des problèmes de drainage liés à la gestion par excès sur les périmètres amont. Les zones citées sont :*

- *au carrefour Jean Denis, du côté du drain Dessalines, l'eau envahie les maisons en période sèche ;*
- *à l'Etang, Villard, Pinçon, Villette, Duclos, Boudette, même phénomène.*

*Le manque de curage et les débordements entraînent également des maladies (malaria, fièvres). Le périmètre de Dessalines et cité, le président d'AIFON le souligne également sur le fossé Naboth, qui n'a pas été curé depuis très longtemps.*

*Il y a des infrastructures non réalisées, mais les infrastructures en place sont aussi souvent inefficiences, et sont à remplacer (vannes).*

*Le président de l'AIFON souligne le gaspillage de l'eau du aux canaux en terre, et aux fuites qui en résultent.*

*L'état déplorable des pistes agricoles est cité.*

*L'entretien est de la responsabilité de l'ODVA et des associations. L'ODVA a en charge les canaux primaires, les ponts et les ponceaux, les routes agricoles, les curages, mais les associations d'irrigants ne bénéficient pas de projets de curage. Un intervenant explique que parfois d'autres associations que les AI, ou bien des hommes politiques, bénéficient de subventions (de la part de l'ODVA ou d'ONG par exemple) pour effectuer le curage, mais que l'argent est souvent détourné ou le travail mal réalisé.*

*Une remise en état des infrastructures est nécessaire avant le transfert de gestion.*

## **Seconde partie : la construction d'un budget théorique d'une A.I.**

*Le consultant SCP met en relation la redevance à mettre en place avec les responsabilités que devront avoir les AI. SCP pousse les participants à énumérer de quoi une AI a besoin pour son fonctionnement.*

*Le premier élément cité par les participants est une police de l'eau. Celle-ci doit émaner et doit être faite par l'AI. Des vanniers sont également nécessaires. Le président de l'AIB cite une tentative qui a été faite de recruter un vannier pour 500 gourdes / mois sur une durée de 12 mois. Le contrat n'a pas été renouvelé faute de moyens.*

*Les vanniers et la police de l'eau doivent être rémunérés par l'association. Un salaire de 2500 gourdes / mois pour les premiers et de 4000 gourdes / mois pour les seconds semblent être pertinent pour le président de la FASIVAL. Le salaire de 5000 gourdes / mois est cité.*

*La question est soulevée de savoir qui paye la redevance, le propriétaire, l'exploitant ou l'usager.*

*Un participant souligne le fait que la redevance doit être adaptée à ce qu'on veut en faire, c'est-à-dire qu'un budget doit être préalablement effectué.*

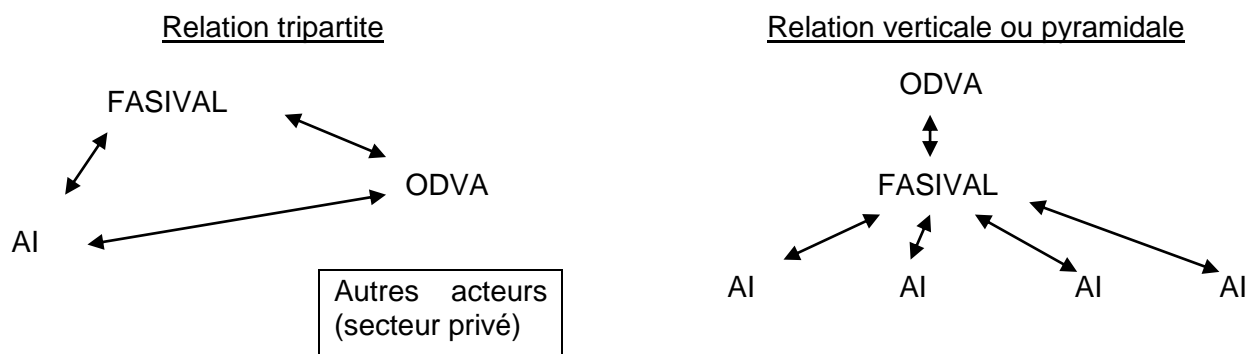
Un représentant du MARNDR précise que la redevance devraient dépendre du nombre de vannes, du coût des entretiens... un exercice de budget a déjà été effectué par l'ODVA, ce qui donne 1000 HTG /ha. /an

*La collecte de la redevance doit se faire sur les trois niveaux d'organisation de l'association, les comités de quartier collectent à la base, puis transfèrent les fonds aux comités de secteurs puis au comité directeur. Chacun utilise ce dont il a besoin pour s'acquitter de ses tâches.*

Le consultant avance l'idée que le montant de la redevance, fixé par l'AI, devrait dépendre des besoins de l'association et surtout de la qualité de service qu'elle souhaite atteindre. Plus la barre est mise haut, plus la redevance pourrait être élevée.

### Troisième partie : la gouvernance de la gestion de l'eau

Le consultant expose deux visions possibles des relations des acteurs institutionnels de la gestion de l'eau :



Dans le premier schéma, les AI entretiennent une relation directe avec l'ODVA, par exemple pour communiquer l'assolement prévu.

*Pour la représentante de la coopérative, la FASIVAL regroupe seulement 4 commune sur 8, elle n'est pas représentative de toutes les zones, et elle n'est pas non plus représentative des acteurs intervenants dans les services non liés à la gestion de l'eau.*

*Selon le président d'une AI, les AI peuvent avoir des relations directes avec le secteur privé, mais toutes les relations avec l'Etat doivent passer par la FASIVAL. Les AI doivent passer par la FASIVAL pour arriver à l'ODVA.*

*Le président approuve et ne se prononce pas pour le schéma d'interactions tripartite, mais pour le schéma vertical. Un membre du comité de la FASIVAL présente un cahier de gestion dans lequel sont consignés les redistributions de semence aux AI, reçues de la part de l'ODVA. Les participants s'accordent à dire que les 12 AI créées sont exactement égales à la FASIVAL, chaque AI est membre de la FASIVAL.*

*Toutes les interactions avec l'Etat, sur la gestion de l'eau, mais également sur d'autres services (semences...) doivent passer par la FASIVAL. Tous les services élargis de l'ODVA aux usagers doivent avoir comme intermédiaire la FASIVAL.*



La SCP met en garde sur le fait que cette vision à des limites en termes de capacité et de coûts de gestion par la FASIVAL.

*Un participant avance deux problèmes :*

- *Il n'y a pas de renouvellement des membres élus de la FASIVAL. Il met en garde sur le fait que les règles de la gouvernance ne sont pas respectées, qu'il ne faudrait pas que les dirigeants le soit à vie.*
- *L'eau est un bien public. Il faudrait renforcer les élus locaux dans le pays.*

*Le président de la FASIVAL répond que les actions et le fonctionnement de la fédération sont délimités par un règlement.*

*Il est reconnu qu'il n'existe pas de documents signés - relations contractuels entre les AI et la FASIVAL.*

*Pour réguler la situation, un participant avance qu'il faudrait une charte/ convention tripartite qui établisse les responsabilités de chacun, et que cela soit défini par l'Etat.*

*Actuellement il n'y a pas de relation entre la FASIVAL et l'ODVA. Un président d'association explique que l'ODVA ne reconnaît pas l'existence officielle de FASIVAL. Celle-ci a envoyé un courrier de demande d'entrevu au directeur de l'ODVA qui n'a jamais fait de réponse. Le consultant lit la lettre.*

Un représentant du MARNDR rappelle que la mise en œuvre de la politique agricole nécessite que la FASSIVAL s'occupe de gestion sociale de l'eau. D'autres acteurs assurent les autres rôles, sur l'intensification agricole, sur la gestion de la transformation, sur le crédit agricole. La FASSIVAL serait dans l'incapacité de tout gérer.

#### **Quatrième partie : les mesures d'accompagnement**

Le consultant explique que l'ODVA a de nombreuses missions pour un budget insuffisant. Le MARNDR devrait mobiliser les partenaires privés pour alléger les missions de l'ODVA. Il faut trouver une solution ou des schémas qui permettent aux acteurs privés de fournir leur service sans rentrer en compétition avec l'ODVA.

*Le président de la FASIVAL souhaiterait que les BCA (bureaux de crédit agricole de l'Etat), qui donnaient des prestations de service satisfaisantes, soient réouverts.*

*Un représentant de la Caisse populaire COPRECPA explique que les caisses populaires font du crédit depuis que les BCA n'existent plus. Son organisme est sûr, et est contrôlé par une fédération. Il travaille avec des acteurs de la vallée, il connaissait les AI, mais ne connaissait pas la FASIVAL. Il se montre intéressé à travailler avec elle.*

#### **Conclusion**

*Le président de la FASIVAL remercie le consultant pour l'atelier de travail. Il voudrait plus de proximité du secteur privé auprès des planteurs. Les nouvelles AI créées devront rejoindre la FASIVAL et le protocole d'accord entre la FASIVAL et l'ODVA doit être signé pour entériner le lien entre les deux. Il déplore aussi que les élus locaux ne connaissent pas le rôle et la fonction de la FASIVAL. Il souhaiterait également une copie du travail de SCP.*



Joslain du MARNDR remercie tous les participants. Il conclut la réunion souhaitant que la FASIVAL se construise et se renforce pour être un partenaire privilégié de l'ODVA, mais elle doit se concentrer sur sa mission de service de l'eau. Il ne voit pas d'inconvénient à remettre les conclusions du rapport de SCP à la FASIVAL.

---

**DEROULEMENT DE L'ATELIER AU MARNDR**

---

- ❖ Début de l'atelier : 9h30
- ❖ Introduction par Jacques Louis Farnel, qui présente le consultant, le mandat qui lui a été confié, et le déroulement des différentes missions.
- ❖ Présentation en 30 minutes par le consultant SCP de son scénario tendanciel d'organisation de la gestion de l'eau dans la vallée de l'Artibonite. Par choix et souci de concision, la méthodologie et le diagnostic ne sont pas présentés.
- ❖ Mot du ministre de l'agriculture
- ❖ Réaction des participants et séance de questions-réponses
- ❖ Fin de l'atelier – buffet 13 h

---

**COMPTE-RENDU DETAILLE :**

---

**Mot du ministre de l'agriculture**

M. le Ministre remercie l'équipe du PIA, SCP, les intervenants du MARNDR, Oxfam... pour avoir répondu à cette séance de travail sur la réforme du schéma institutionnel de la gestion de l'eau dans la vallée l'Artibonite. Cette réforme est très importante, lancée en 2003-2004 avec plusieurs phases d'exécution du PIA, et aujourd'hui c'est une étape importante qui devrait se terminer par l'adaptation du nouveau schéma de gestion de l'eau dans la vallée.

Ce travail est très important et conditionne l'avenir de l'agriculture de la vallée. Les échanges et réflexions que vous allez avoir devront contribuer à définir cet avenir. Malheureusement le ministre ne sera pas là pour participer à ce débat, car il est retenu par des obligations au ministère de l'intérieur.

Il est très important que les différents acteurs échangent autour de la gestion de l'eau. Ce nouveau schéma permettra une meilleure cohérence entre les agriculteurs, le MARDR, l'ODVA, afin de rendre plus efficace le service de l'eau dans la vallée.

Le ministère compte beaucoup sur les apports de SCP, mais également des différentes réflexions qui vont suivre, afin d'accoucher d'un schéma de gestion. Aujourd'hui le MARNDR est prêt à se lancer dans une réforme et un nouveau mode d'organisation de gestion de l'eau, pour permettre que chaque goutte d'eau introduite dans le système se traduise par une augmentation de revenu pour les planteurs.

Les réflexions du débat seront importantes et déterminantes pour l'avenir de la gestion de l'eau dans la vallée.

**Thématiques discutées lors de la séance de travail**

Pour un meilleur souci de lisibilité, les points abordés par les participants sont regroupés en thème.

***Méthodologie et diagnostic de situation par la SCP***Questions / remarques :



M. Jean-Noël Jean-Charles rappelle quelques références bibliographiques incontournables que le consultant doit avoir lu (documents méthodologiques de transfert des AI...) et demande quelques précisions sur le contenu du diagnostic.

M. Blemur Philo rappelle que l'ODVA est d'une importance capitale pour le MARNDR ; son territoire d'action couvre une SAU de 60 000 ha avec 30 000 ha irrigués en grande hydraulique. La mission principale du MARNDR est d'assurer la sécurité alimentaire et la création de richesse. L'ODVA est régi par le décret sur les organismes autonomes.

Il est regrettable que le diagnostic se soit limité à l'ODVA et aux acteurs. De plus MARNDR a commencé d'autres transferts. Ces processus de délégation ont déjà 15 à 20 ans. Il existe des exemples, par exemple en Arcahaie, qui doivent être étudiés : comment ça a marché, quels enseignements sont à tirer... La volonté de transférer les canaux secondaires en Artibonite existe donc déjà. Ce qu'il fallait voir, c'est pourquoi ça n'a pas bougé.

Il y a enfin une certaine déficience dans la méthodologie employée. L'analyse institutionnelle repose sur 3 aspects :

- le contexte : le foncier est extrêmement important. Les aspects économiques rentrent en jeu.
- la capacité ;
- la motivation ;

Le MARNDR n'a pas non plus été consulté. Au niveau macro-économique, la tendance sous l'impulsion du FMI, va vers la restriction des ressources financières au strict minimum. Le consultant n'a pas précisé les actions pour que l'ODVA soit plus fonctionnel.

La problématique est bien plus large que le seul service de l'eau. Pour prendre en compte les spécificités haïtiennes un sociologue est indispensable.

Mme Racine Gina pose la question au PIA de la pertinence d'une telle étude à la fin du programme. Au consultant, elle souligne que certains points sont à creuser, et qu'il y a eu beaucoup d'évidences exposées. Il n'y a pas eu d'analyse du montant de la redevance.

Un autre intervenant insiste également sur le fait qu'un modèle de tarification du service de l'eau est indispensable, avec une analyse des facteurs qui commandent cette tarification.

### Réponses :

La SCP précise 3 points importants du diagnostic :

- Les infrastructures sont incomplètes dans la vallée, et sont alliées à un manque de moyen/d'efficacité de l'ODVA pour mener à bien ses missions ;
- Il existe un manque de dialogue entre la DGSE, pas encore opérationnel, et les irrigants ;
- la gestion hydraulique des canaux se fait par excès, avec un manque de régulation, ce qui entraîne un gaspillage à l'amont du périmètre et une pénurie d'eau à l'aval ;

De plus un modèle de tarification et de budget d'AI ont bien sûr été étudiés par SCP, et peuvent être présentés maintenant.

M. Charles Montes répond à M. Blemur Philo que tous les documents d'analyse de base ont été faits dans l'étude du schéma directeur qui a coûté plus d'un million de dollar en 2001 (sociologie, contexte, hydrologie, hydraulique...). Les documents sont là, on peut les lire, c'est une base. Le mandat confié aujourd'hui concerne uniquement la gestion de l'eau agricole dans la vallée.

Par ailleurs les fonctions de l'ODVA ne sont pas remises en question. Les AI sont là pour renforcer l'ODVA dans le service de l'eau. Toutefois le consultant aurait pu préciser la portée de la réforme, expliciter clairement les innovations majeures proposées, et organiser les idées en schéma.

M. Farnel Jacques Louis répond aux questions sur la pertinence de réalisation de l'étude à la fin du PIA. Après un programme de 7 ans, il y a des leçons à apprendre pour ne pas refaire les mêmes erreurs, et pour garantir l'accès à l'eau. Parallèlement au présent mandat, une mission de définition d'un nouveau programme est en cours. Par ailleurs toute la documentation disponible au MARNDR/PIA sur la vallée de l'Artibonite a été passée à la SCP.

### ***Environnement technico-économique et réglementaire de la production agricole dans la Vallée***

#### Questions / remarques :

Plusieurs intervenants font remarquer que l'analyse ne doit pas portée uniquement sur le service de l'eau, mais sur tous les éléments (ce quel le consultant appelle l'environnement technico-économique) qui conditionnent la production agricole.

Mme Léger Marie Denise remarque que la réforme du schéma institutionnel prend place dans le cadre d'insatisfactions. La société est assujettie par des règles, l'utilisation de l'eau doit être faite à bon escient. Il existe également d'autres problèmes forts comme les conflits terriens dans la vallée. D'autres acteurs existent dans la vallée. Il faut des propositions pour le rôle que doivent jouer ces acteurs.

M. Guy Fanfan souhaite plus d'informations sur la ressource en eau de la vallée, et a plusieurs remarques :

- Quelle est la stabilité du débit dans l'Artibonite ? ;
- Il n'y a pas que des usagers agricoles dans la vallée (l'eau a d'autres usages) ;
- L'eau de la vallée a une origine binationale ;

Il est remarqué qu'il n'existe pas de loi encadrant l'existence des associations d'irrigants.

#### Réponse

M. Farnel Jacques-Louis répond à M. Guy Fanfan. Le sujet actuel traite de la gestion de l'eau mis à disposition à partir du barrage de Canneau. Le barrage de Pelligre assure les 40 m<sup>3</sup>/s, par un turbinage permanent, mais on ignore les apports intermédiaires, entre Pelligre et Canneau. Il est actuellement question d'équiper d'outils de mesures le bassin versant pour connaître ces apports.

M. Charles Montes : Le budget d'opération du MARNDR concerne à 70 % la subvention d'engrais. Ces engrais sont utilisés à 90 % dans la vallée de l'Artibonite. Si le système d'irrigation est déficient, on peut considérer que c'est de l'argent jeté. C'est pourquoi le mandat actuel se focalise sur la gestion de l'eau.

Il rappelle également que le projet de loi sur le transfert de la gestion de l'eau a été déposé depuis quelques années. Les AI sont reconnues par le ministère des affaires sociales.

### ***Transfert de gestion du service de l'eau***

#### Questions / remarques :

M. Blemur Philo relève que le consultant suggère le transfert. Ses réactions sont les suivantes :

- quels sont les éléments du diagnostic qui supportent cette idée ?
- il y a une incertitude sur la capacité réelle des AI.
- quels sont les enjeux d'un tel changement par rapport au pays (contexte réglementaire...).

M. Kenel Francique s'était d'abord montré inquiet du transfert de gestion envisagé, mais conçoit maintenant cette idée comme un renforcement des AI qu'il faut mener. Les gros ouvrages doivent rester à la charge de l'ODVA. L'étude de SCP fait suite au projet PIA : les forces et les faiblesses du système en cours sont à identifier pour permettre un renforcement. Le manque d'efficacité de l'ODVA qui a été cité doit être vu comme un manque de moyens et de problèmes de trésorerie. Les AI n'ont actuellement pas la capacité suffisante pour mener à bien le service de l'eau sur leur périmètre.

### ***Conseil d'administration de l'ODVA***

#### Questions / remarques :

Un intervenant fait les réactions suivantes :

- Comment s'assurer que les décisions du CA soient appliquées par le directeur, alors que ce dernier est directement nommé par le pouvoir exécutif du pays.
- L'EDH devrait également être partie prenante du CA. Des représentants des ministères des finances et de la planification également.
- La spécificité d'Haïti est à prendre en compte, comment permettre la cohabitation dans le CA d'agriculteurs et de représentants des ministères ? Il faudrait prévoir un accompagnement dans la mise en œuvre, et réfléchir sur le profil des accompagnateurs : Agronome ? Socio-ethnologue ?

### ***Politisation des structures de gestion de la vallée de l'Artibonite***

#### Remarque :

Mme Laurence Charleston pense que le problème de la vallée est un problème de politique. Le directeur de l'ODVA est un personnage politique. De plus le même schéma de politisation risque de se reproduire au sein des AI et de la FASIVAL.

Mme Léger Marie Denise rappelle que la vallée est stratégique pour « bay mangé » en Haïti. Or la politisation et l'instrumentalisation de l'ODVA ou de la FASIVAL sont une plaie qui ronge la vallée.

#### Réponses :

M. Kenel Francique se défend de ne faire que de la politique, et se présente comme un agronome avant tout. Pour le pilotage technique de l'ODVA, il peut également compter sur deux coordinateurs et une série de directeurs rattachés à ces coordinations.



M. Charles Montes précise que l'idée est que la politique doit être cantonnée au CA , pour permettre au directeur d'être un technicien au service de l'ODVA.

M. Jean Noël Jean Robert se bat depuis plusieurs d'année au sein d'un groupe d'action pour éviter la politisation des organismes de gestion dans le pays.

M. Blemur Philo soutient que la politique et la politisation des structures ne sont pas mauvaises, et qu'il faut même les encourager.

### ***Variantes de scénario proposé***

#### Questions / remarques :

M. Blémur Philo demande si un autre schéma n'est pas possible : un ODVA qui deviendrait un ODIVA (organisme de développement intégré de la vallée de l'Artibonite), qui aurait en charge la planification de la gestion de la vallée, dissocié d'une structure opérationnelle intégrant les AI.

Mme Léger Marie-Denise demande si le modèle présenté par la SCP ne marche pas, quels sont les alternatives ?

### ***FASSIVAL et relations entre les acteurs***

#### Questions / remarques :

M. Jean-Noël Jean-Robert ne comprend pas la teneur d'un contrat unissant les AI et la FASSIVAL, puisque cette dernière représente les AI.

#### Réponses

La SCP précise qu'il a une certaine inquiétude de la FASSIVAL à ne pas être considéré comme des partenaires légitimes. Le sentiment des gens qui gèrent la FASSIVAL est qu'ils n'ont pas de moyens. De plus les usagers se prononcent plutôt pour un schéma vertical d'interactions avec l'ODVA, où la FASSIVAL est vu comme un point de passage obligé.

M. Farnel Jacques Louis rappelle que des lignes budgétaires sont déjà prévues pour construire un bâtiment pour loger la FASSIVAL. Un montant est également prévu pour renforcer la direction de l'ODVA. Il pense qu'un contrat de délégation entre l'ODVA et la FASSIVAL n'empêchera pas les interactions entre l'ODVA et les AI.

M. Charles Montes pense que la FASSIVAL doit être considéré comme un conseil d'administration des AI. C'est la réunion des présidents des AI, et cela doit s'arrêter là.

### ***Redevance d'irrigation – fonctionnement des AI***

#### Questions / remarques :

Mme Léger Marie-Denise a des inquiétudes sur le modèle, et se demande si la dimension multirisque pour l'utilisateur a été prise en compte. Effectivement les agriculteurs ont déjà des

coûts de production très élevé, et on leur demande en plus de payer pour le service de l'eau - ce sur quoi elle est d'accord du reste. Mais comment mettre en place cette redevance ?

M. Jean-Noël Jean-Robert souligne qu'on peut envisager qu'EDH paye la mise à disposition de l'eau à Drouet. Il faut aussi imaginer la redevance pour les usagers comme un processus à mettre en place, avec à l'instant 0 l'absence de service de l'eau et de redevance, et à l'instant t le transfert de la gestion effectué avec une redevance appliquée.

Faut-il envisager une quote-part de la redevance qui reviendrait à l'ODVA, telle que l'idée existe actuellement ?

Un intervenant pose la question de savoir si la tâche de police des eaux ne doit pas être confiée à l'ODVA.

### Réponses

Le fait que la police des eaux soit réalisée au sein des AI est soutenu par plusieurs intervenants.

M. Montes Charles précise que les questions de redevance ont déjà été longuement discutées pendant l'exécution du PIA, et qu'il ne faut pas revenir dessus. Le travail du consortium privé du PIA a permis d'arriver à un consensus au niveau du prix de départ de la redevance pour le service de l'eau, qui pourrait être évolutif.

SCP confirme le consensus actuel des AI pour commencer à appliquer une redevance à 500 gourdes / ha / an.

M. Farnel Jacques-Louis partage les inquiétudes de Mme Léger Marie-Denise concernant les risques, et notamment sur :

- Les conflits fonciers ;
- Le risque d'inondations. Sur ce point d'importants investissements ont été consentis par le PIA et le MARNDR sur ce thème ;
- La gestion de Pelligre par l'EDH : un comité d'arbitrage a été récemment mis en place, pour permettre une gestion concertée.

Pour minimiser les risques, le consultant propose de débiter avec une zone pilote. Le transfert de gestion sur la totalité du périmètre n'est pas pour demain.

SCP pose la question de la pertinence de la quote-part qui reviendrait à l'ODVA. Effectivement, les calculs montrent qu'une redevance suivant les niveaux envisagés (500 à 1000 gourdes / ha) ne permettrait de couvrir quelques % des coûts de maintenance de l'ODVA, selon les estimations. D'autres part il est estimé que le réseau d'irrigation et de drainage offrent d'autres services que celui de l'agriculture, comme la mise à disposition d'eau pour d'autres usages, l'exutoire pour les eaux de pluies... Il n'y a donc pas de raisons que seul les agriculteurs payent ce service à l'ODVA. Enfin dans le processus de transfert progressif de la gestion du service de l'eau par secteur, il y aurait une iniquité de situation si certains secteurs payent le service à l'ODVA et d'autres non. La quote-part serait plutôt à envisager comme un symbole.



## **ANNEXE 3. PROJET DE LOI DE TRANSFERT**



